

Université de Montréal

Les Causes des Guerres Intra-Étatiques :
Un Nouveau Cadre Conceptuel

par

Brian Pellerin

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès sciences (M. Sc.)

en science politique

novembre 2006

© Brian Pellerin, 2006



JA

39

U54

2007

V.004

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Identification du Jury

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les Causes des Guerres Intra-Étatiques :

Un Nouveau Cadre Conceptuel

Présenté par :

Brian Pellerin

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Mamoudou Gazibo

président-rapporteur

Marie-Joëlle Zahar

directrice de recherche

Frédéric Mérand

membre du jury

Sommaire

Ce mémoire de maîtrise a pour objectif de mettre sur pied un modèle explicatif du déclenchement des guerres intra-étatiques. Le modèle théorique postule comme point de départ qu'une guerre intra-étatique fera éruption seulement dans un contexte particulier où un certain seuil d'entrée en activité est atteint par un groupe rebelle. Ce seuil nécessite l'atteinte de deux éléments directeurs. D'une part, il est postulé que le groupe rebelle doit posséder une **motivation** précise pour entrer et se maintenir en activité. Les deux motivations possibles retenues sont les frustrations et l'avidité. D'autre part, pour assurer sa survie en tant que groupe et être en mesure de poursuivre ses activités, le groupe doit atteindre un seuil donné de **capacités**. Les composantes retenues sont les capacités matérielles et humaines du groupe.

C'est en privilégiant une approche intégrant les niveaux d'analyse systémique, étatique et individuel, que nous avons fait la sélection des variables indépendantes les plus à même d'influencer les niveaux de motivations et de capacités des groupes. Afin de tester la validité du modèle théorique, nous avons pris la décision d'étudier le cas des minorités ethniques de l'espace géographique post-soviétique. La théorie a été testée à trois intervalles de temps : 1991, 1995 et 2000.

Nous avons trouvé que ce modèle théorique offrait une bonne explication du déclenchement et de l'absence de guerre. Le fait qu'il ne tient compte uniquement que des motivations et des capacités des groupes rebelles, négligeant ainsi leur opposant, constitue une lacune menant à certains cas aberrants. Cette lacune pourrait constituer une avenue d'exploration future pour les chercheurs.

Mots clés : Guerre, guerre intra-étatique, motivations, frustrations, avidité, capacités, capacités matérielles, capacités humaines.

Abstract

The objective of this Masters thesis is to develop a theory of the causes of intra-state wars. The theory states that an intra-state war will only erupt in a specific context, when a certain threshold is reached by a rebel group. This threshold necessitates two essential elements. Firstly, the rebel group has to have a **motivation** to start and continue its activities. The two sets of motivations selected for the theory are grievances and greed. Secondly, for the group to maintain its integrity, and for it to continue to operate it must have a certain level of **capabilities**. The components selected are material capabilities and human capabilities.

The theory uses independent variables, which were chosen using an approach that integrates the systemic, state and individual levels of analysis. From each level, the most appropriate variables that would influence the levels of groups' motivations and capabilities were selected. In order to test the validity of the theory, the case of the ethnic minorities in the post-soviet Union geographical region was studied. The theory was tested at three different intervals: 1991, 1995 and 2000.

The theory offers a good explanation as to the onset and absence of war. However, the fact that it only takes into account the motivations and capabilities of rebels, neglecting their opponents, constitutes a weakness leading to some aberrations. The weaknesses highlighted could be explored by future academics.

Keywords : war, intra-state war, motivations, grievances, greed, capabilities, material capabilities, human capabilities.

Table des matières

Identification du Jury	i
Sommaire	ii
Abstract	iii
Table des matières	iv
Remerciements	vi
Introduction	1
Chapitre 1 : Définition de l'Objet d'Étude	4
Chapitre 2 : Cadre Théorique	8
1. Modèle explicatif du déclenchement des guerres intra-étatiques.....	8
1.1 Motivations.....	9
1.2 Capacités	12
2. Cadre Conceptuel utilisé pour la Sélection des Variables Indépendantes.....	13
Chapitre 3 : Sélection et Quantification des Variables Indépendantes	18
1. Niveau d'analyse systémique	18
1.1 Dilemme de sécurité.....	19
1.2 Transition de puissance	20
2. Niveau d'analyse étatique	21
2.1 Frustrations.....	22
2.1.1 Fragmentation communautaire.....	22
2.1.2 Développement économique	25
2.1.3 Inégalités économiques	27
2.1.4 Type de régime politique.....	29
2.1.5 Instabilité politique.....	30
2.2 Avidité.....	31
2.2.1 Ressources naturelles facilement dérobables (abondance)	31
2.3 Capacités matérielles	34
2.3.1 Ressources naturelles facilement dérobables (contrebande).....	34
2.3.2 Alliés : Aide en argent et en matériel militaire	36
2.4 Capacités humaines	37
2.4.1 Alliés : Aide en capital humain	37
2.4.2 Jeunes hommes peu éduqués.....	38
2.4.3 Concentration géographique.....	39
3. Niveau d'analyse individuel	40
3.1 Frustrations.....	40
3.1.1 Prise de décisions	40

Chapitre 4 : Méthode de Preuve	42
1. Échantillon.....	42
2. Période à l'étude.....	43
3. Nombre d'observations	44
4. Résultats anticipés et réels.....	44
5. Seuils de motivations et de capacités	45
Chapitre 5 : Résultats	46
1. Motivations.....	46
2. Capacités	48
3. Grandes tendances	49
Chapitre 6 : Analyse	50
1. Thèse : Argumentation en faveur de la théorie	50
1.1 Minorité arménienne d'Azerbaïdjan 1991	51
1.1.1 Motivations.....	53
1.1.1.1 Instabilité politique.....	53
1.1.1.2 Régime politique	55
1.1.1.3 Inégalités économiques	56
1.1.1.4 Prise de décisions.	57
1.1.2 Capacités	59
1.2 Minorité gagaouze de Moldavie 1991	62
1.2.1 Motivations.....	65
1.2.2 Capacités	71
2. Antithèse : Argumentation à l'encontre de la théorie.....	73
2.1 Slaves de Moldavie 1991	74
2.1.1 Motivations.....	77
2.1.2 Capacités	78
2.1.3 Problème de définition	80
2.2 Arméniens d'Azerbaïdjan 1995 et 2000.....	82
2.2.1 Motivations.....	84
2.2.2 Capacités	88
2.2.3 Pertinence des données.....	90
2.2.4 Le deuxième côté de l'équation.....	92
Conclusion	95
Bibliographie	98
Annexe 1 : Résultats Sommaires	107
Annexe 2 : Résultats Détaillés	110

Remerciements

J'aimerais remercier tout particulièrement ma directrice de mémoire, Marie-Joëlle Zahar, qui par son enseignement et ses conseils a su tout au long de ce projet de recherche me guider dans la bonne direction.

J'aimerais également souligner le soutien des Forces canadiennes qui m'ont accordé le temps nécessaire à la rédaction de ce mémoire.

Merci également à Pauline et Sarah qui m'ont assisté dans le processus de correction et de révision du mémoire avant son dépôt final.

Introduction

Les estimations sur l'évolution des grandes tendances du phénomène guerre varient largement selon les analystes. Sommes-nous progressivement en train de voir l'obsolescence de celle-ci¹, ou assistons-nous plutôt à une résurgence du chaos associé à une augmentation du nombre de conflits « ethniques »² ? À la lumière des données proposées par le *Correlates of War Project* (COW), la réalité semble beaucoup plus complexe que ce que tentent de faire valoir les visions optimistes ou pessimistes du phénomène³.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour parler de véritable mutation du phénomène des guerres inter-étatiques, nous sommes forcés de constater que leur nombre est en déclin depuis la décennie 1980⁴. De 7 guerres inter-étatiques enregistrées durant la décennie 1970, le total passa à 4 durant les années 1980 pour diminuer jusqu'à 1 durant la dernière décennie du 20^{ième} siècle. Une multitude de facteurs tels l'hégémonie américaine⁵, la dissuasion nucléaire⁶ et le développement des valeurs et

¹ John Mueller, *Does War Still exist ?*, Présentation faite à la conférence « The Waning of Major Wars », University of Notre Dame, 6-8 avril 2001, 31 pages.

² Robert Kaplan, « The Coming Anarchy », *Atlantic Monthly* 273, 2(1994), 403-475.

³ Meredith Reid Sarkees, Frank Whelon Wayman et David Singer, « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars : A Comprehensive Look at their Distribution over Time, 1816-1997 », *International Studies Quarterly* 47, 1(mars 2003), 49-70.

⁴ Voir tableau 1 dans *Ibid.*, 61.

⁵ Robert Gilpin, *Global Political Economy, Understanding the International Economic Order* (Princeton : Princeton University Press, 2001), 93-102.

⁶ Kenneth Waltz, « Nuclear Myths and Political Realities », *American Political Science Review* 84, 3(septembre 1990), 731-745.

institutions démocratiques peuvent être invoqués comme explication à cette décroissance récente du phénomène⁷.

En revanche, le phénomène des guerres intra-étatiques n'a pas suivi la même tendance. En effet, au lieu de connaître une baisse, le nombre de guerres intra-étatiques a cru de manière plutôt régulière au cours des 60 dernières années⁸. Durant la décennie 1930, 8 guerres intra-étatiques éclatèrent alors que durant la décennie 1990, 24 conflits furent enregistrés. Par ailleurs, en plus de constituer la majorité des conflits encore actifs de nos jours⁹, les conflits internes causent deux fois plus de morts que les conflits inter-étatiques¹⁰. Lorsqu'on prend en considération la durée de ces conflits¹¹, à quel point il est difficile d'en arriver à un règlement¹², les risques importants d'effondrement des États touchés et les coûts humains à long terme¹³, il est possible d'affirmer que les conflits internes constituent à ce jour une des principales menaces à la stabilité du système international. Sommes-nous impuissants face à l'ampleur et l'apparente permanence du phénomène des guerres

⁷ Bruce Russett, *Grasping the Democratic Peace*, (Princeton : Princeton University Press, 1993) et John Owen, « How Liberalism Produces Democratic Peace », *International Security* 19, 2 (automne 1994), 87-125.

⁸ Voir tableau 1 dans Sarkees, Wayman et Singer, « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars », 61.

⁹ En 2003, sur 19 guerres enregistrées, 2 étaient inter-Étatiques et 17 étaient intra-Étatiques. Voir Mikael Eriksson et Peter Wallensteen, « Patterns of major armed conflicts, 1990-2003 », dans *World Armaments and Disarmament. SIPRI Yearbook* (Oxford : Oxford University Press, 2004), 132. Mentionnons également que pour la période 1989-2000, des 111 conflits enregistrés, 95 étaient de nature intra-étatique. Voir Peter Wallerstein et Margareta Sollenberg, « Armed Conflicts 1989-2000 », *Journal of Peace Research* 38, 5 (septembre 2001), 632.

¹⁰ Renata Dwan et Micaela Gustavsson, « Major Armed Conflicts », dans *World Armaments and Disarmament*, 130.

¹¹ James Fearon, « Why Do Some Civil Wars Last So Much Longer Than Others ? », *Journal of Peace Research* 41, 3 (mai 2004), 275-301.

¹² Stephen John Stedman, « Spoiler Problems in Peace Processes », *International Security* 22, 2 (automne 1997), 5-53. et Barbara Walter, « The Critical Barrier to Civil War Settlement », *International Organization* 51, 3 (été 1997), 335-364.

¹³ Hazem Adam Ghobarah, Paul Huth et Bruce Russett, « Civil Wars Kill and Maim People-Long After the Shooting Stops », *American Political Science Review* 97, 2 (mai 2003), 189-202.

intra-étatiques, ou nous est-il possible de les prévenir ? Dans cette optique, une compréhension approfondie des causes du déclenchement des conflits internes s'avère essentielle. Ce sera donc à cette problématique que sera dédié ce travail de recherche. Celui-ci aura pour objectif de contribuer à la recherche pour l'avancement des connaissances des causes des guerres intra-étatiques par la mise sur pied d'un modèle explicatif de leur déclenchement.

Afin de présenter l'état de nos recherches, nous procéderons en six étapes. Dans une première section, nous précisons quel est l'objet d'étude en définissant de manière détaillée le concept de guerre intra-étatique. Par la suite, nous présenterons le modèle théorique visant à schématiser le contexte où le déclenchement d'une guerre intra-étatique est le plus susceptible. Ce modèle regroupera l'ensemble des variables dépendantes de notre théorie. Nous présenterons également le cadre théorique qui nous guidera dans la sélection des variables explicatives du déclenchement des guerres intra-étatiques. Troisièmement, nous présenterons les variables indépendantes sélectionnées. Quatrièmement, la méthodologie privilégiée pour tester la théorie sera présentée. Cinquièmement, les résultats du test seront présentés. Finalement, nous analyserons de manière détaillée les résultats obtenus et chercherons à déterminer s'il existe un lien de causalité entre les hypothèses de départ et les résultats observés.

Chapitre 1 : Définition de l'Objet d'Étude

Cette section aura pour objectif de donner une définition détaillée du concept de guerre intra-étatique. Par souci de clarté, de précision et de transparence, nous dresserons dès maintenant les balises du concept de guerre intra-étatique tel que nous l'entendrons tout au long de ce travail. De plus, soulignons que ce sera cette définition qui nous servira de cadre pour la sélection des cas visant à tester la validité de notre théorie.

Notons en débutant que le concept de guerre, quelle que soit sa nature (inter-étatique, intra-étatique, extra-étatique), ne possède pas une définition unique sur laquelle tous les experts s'entendent. En effet, cette dernière peut varier d'un centre de recherche à l'autre. Sans entrer dans le détail des débats méthodologiques, nous voulons seulement souligner que nous sommes conscients que la sélection des critères de définitions aura un impact important sur les résultats de recherche¹⁴. Gardant à l'esprit ceci, nous pouvons maintenant passer à la définition du concept de *guerre*.

Selon le cadre d'analyse proposé par le *Correlates of War Project* (COW), une guerre est définie comme un combat soutenu entre contingents militaires et impliquant un nombre substantiel de morts¹⁵. De manière plus détaillée, il est

¹⁴ Voir à ce sujet Nicholas Sambanis, « What Is Civil War ? », *Journal of Conflict Resolution* 48, 6(décembre 2004), 814-858.

¹⁵ Sarkees, Wayman et Singer, « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars », 58.

généralement possible de dégager quatre critères à la base de la définition du concept de guerre. Premièrement, la guerre est un phénomène collectif, non pas individuel. Ensuite, elle est planifiée et organisée, non pas spontanée. Troisièmement, on doit être en mesure d'observer une résistance effective. Plus explicitement, ceci signifie que chacun des groupes participant au conflit doit subir des pertes. Ceci a pour but d'exclure des classifications les massacres ou les génocides. Nous retenons à ce sujet le seuil minimum de 100 morts du côté du groupe dominant¹⁶. Finalement, un seuil de violence doit être atteint pour que l'on puisse parler de véritable guerre. Le seuil de 1000 morts reliés aux combats par année est ainsi établi par le COW et c'est celui que nous retiendrons dans le cadre de cette étude. Notons que le nombre 1000 ne constitue pas une vérité absolue et qu'un débat l'entoure.

En effet, bien que l'ampleur de ce seuil permette d'exclure d'autres types de violence, rien n'indique de manière définitive qu'il soit mieux adapté qu'un seuil plus limité¹⁷. Le flou règne également quant à savoir s'il est préférable d'imposer un intervalle de temps pour l'atteinte de ce seuil. Est-ce qu'une mesure annuelle est vraiment préférable à une mesure cumulative ? De plus, le caractère absolu d'un seuil de 1000 a, par exemple, pour effet de diminuer l'importance de violences situées à l'intérieur d'États avec une population plus faible. La proposition de Nicholas Sambanis d'envisager un seuil de violence relatif à la population de l'État

¹⁶ Sambanis, « What Is Civil War ? », 823-825.

¹⁷ Pour ce qui est des guerres civiles, Nils Petter Gleditsch et al. argumentent en faveur d'un seuil de 25 morts par année. Selon ces auteurs, le seuil de 1000 morts est trop élevé et exclut des bases de données des conflits avec un niveau relativement faible de violence, mais qui respectent tous les autres critères des guerres civiles et qui devraient être comptabilisés comme tel. Les conflits du Pays Basque et de l'Irlande du Nord sont notamment cités en exemple. Voir Nils Petter Gleditsch, Peter Wallensteen, Mikael Eriksson, Margareta Sollenberg et Havard Strand, « Armed Conflict 1946-2001 : A New Dataset », *Journal of Peace Research*, 39, 5(septembre 2002), 615-637.

en cause constitue une avenue intéressante pour le futur¹⁸. Rappelons que l'objet de ce travail n'est pas d'entrer en détail dans les débats méthodologiques. Notre objectif ici est de spécifier clairement nos choix méthodologiques et, par souci de transparence, de les situer dans les plus larges débats les entourant.

Outre ces critères, il est également possible de dresser une typologie selon les différents types de guerres, ce qui nous permettra de mettre en relief la guerre intra-étatique. À ce sujet, nous retenons la typologie proposée par le COW qui distingue trois types de guerre selon l'acteur impliqué dans le conflit¹⁹. La première catégorie est celle des guerres inter-étatiques qui implique un combat entre au moins deux membres du système inter-étatique. Pour être considéré partie prenante de ce système, un État doit avoir été reconnu officiellement par les Nations Unies. Deuxièmement, on retient la guerre extra-étatique qui implique un combat entre une entité étatique et une entité non souveraine à l'extérieure des frontières d'un État. Finalement, la dernière catégorie comprend les guerres intra-étatiques et implique un combat entre deux groupes ou plus à l'intérieur du territoire internationalement reconnu d'un État. Cette catégorie de guerre peut être subdivisée en deux autres catégories. D'une part, les guerres civiles qui opposent le gouvernement à un groupe non-étatique. D'autre part, les guerres inter-communales qui opposent au moins deux groupes, dont aucun n'est le gouvernement.

¹⁸ Sambanis, « What Is Civil War ? », 821-822.

¹⁹ Sarkees, Wayman et Singer, « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars », 58-60.

En résumé, seuls les conflits armés se déroulant à l'intérieur des frontières d'un État internationalement reconnu, causant au moins 1000 morts par année, et où la violence est bidirectionnelle et planifiée par des groupes organisés pourront être regroupés sous l'étiquette *guerre intra-étatique*.

Chapitre 2 : Cadre Théorique

Le modèle théorique développé dans le cadre de ce travail est le fruit avant tout d'une démarche de théorisation déductive. Il s'inspire également des travaux de Paul Collier. Comme dans son article « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », nous cherchons à expliquer le déclenchement des guerres civiles à l'aide des concepts de motivations et de capacités²⁰. En ce qui a trait à la prise en compte des motivations, nous nous distinguons de Collier qui considère l'avidité comme la motivation la plus importante des groupes rebelles et néglige les frustrations. Collier utilise la notion de capacités dans la mesure où il considère que le groupe rebelle doit être financièrement rentable pour entrer en guerre et poursuivre ses activités. Selon Collier, cette rentabilité est assurée par l'exploitation des ressources naturelles. Notre modèle se distingue de Collier dans la mesure où il ne limite pas les types de financement et inclut la notion de capacités humaines.

1. Modèle explicatif du déclenchement des guerres intra-étatiques

La théorie développée dans le cadre de ce travail de recherche postule comme point de départ qu'une guerre intra-étatique fera éruption seulement dans un **contexte** particulier où un certain **seuil** d'entrée en activité est atteint par un **groupe rebelle**²¹.

Ce seuil nécessite l'atteinte de deux éléments directeurs. D'une part, il est postulé

²⁰ Voir Paul Collier, « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », *The Journal of Conflict Resolution* 44, 6(décembre 2000), 839-853.

²¹ Notons que l'expression *groupe rebelle* sera utilisée tout au long du travail et qu'elle vise à représenter tout groupe armé dont les activités sont à l'origine du déclenchement d'une guerre intra-étatique.

que le groupe rebelle doit posséder une **motivation** précise pour entrer et se maintenir en activité. D'autre part, pour assurer sa survie en tant que groupe et être en mesure de poursuivre ses activités, le groupe doit atteindre un seuil donné de **capacités**.

1.1 Motivations

Notons avant de poursuivre que nous posons également la rationalité des acteurs en présence comme postulat de base. La décision d'entrer en guerre et d'utiliser la violence sera le produit d'un calcul coûts-bénéfices. Ceci n'exclut pas la perpétration d'actes de violence ne respectant pas cette logique; toutefois, il est postulé que l'agrégation des actions dans leur ensemble respectera dans les limites du réalisme, une certaine rationalité.

Ainsi, en lien avec ce postulat, nous jugeons que tout groupe rebelle possède un certain éventail de motivations le poussant à prendre les armes et à déclencher le conflit. Nous considérons par déduction logique que cet éventail peut être exprimé soit par la **frustration**, soit par l'**avidité**, ou également par une combinaison de ces deux éléments²².

Le concept de frustration utilisé dans le cadre de cette recherche signifie que l'acteur en présence n'obtient pas ce qu'il juge qu'il devrait obtenir dans le contexte économique, social et politique existant. C'est donc la différence entre les attentes de

²² Notons que les termes frustration et avidité sont une traduction libre des concepts bien connus en langue anglaise: grievances et greed.

l'acteur et ce que l'acteur obtient concrètement qui est à la source des frustrations et qui le pousse à prendre les armes. Le groupe rebelle idéal typique motivé par la frustration cherchera donc à débarrasser l'État, ou le groupe d'individus auxquels il s'identifie, d'un régime qu'il juge injuste. De son côté, l'avidité comme motivation du déclenchement des guerres civiles place les gains économiques au premier plan. Le groupe rebelle idéal typique motivé par l'avidité cherchera à s'approprier les ressources ou les richesses de l'État en dehors du cadre légal existant. La recherche du profit ou de la puissance devient une fin en soi.

À ce stade, une précision s'impose. Ce modèle n'a pas pour objectif d'identifier la motivation exacte de l'acteur en présence; c'est-à-dire s'il est motivé davantage par la frustration ou l'avidité. Sans être impossible, nous considérons qu'une telle tâche constitue un défi méthodologique important. Comment être en mesure de savoir avec certitude ce que pense réellement un acteur ? Il se peut fort bien, par exemple, qu'un groupe motivé uniquement par des considérations criminelles ou économiques utilise le discours des frustrations pour justifier ses actions auprès de la communauté internationale et de sa population civile, camouflant ainsi ses véritables intentions²³. Inversement, il n'est pas impossible qu'un groupe idéal typique motivé uniquement par des frustrations doive s'engager dans des activités de trafic quelconques, à la marge de la légalité, pour financer sa lutte armée. Des analystes pourraient inférer de leurs actions « commerciales », qui ne sont en fait qu'un moyen économique pour atteindre une fin politique, qu'elles constituent une

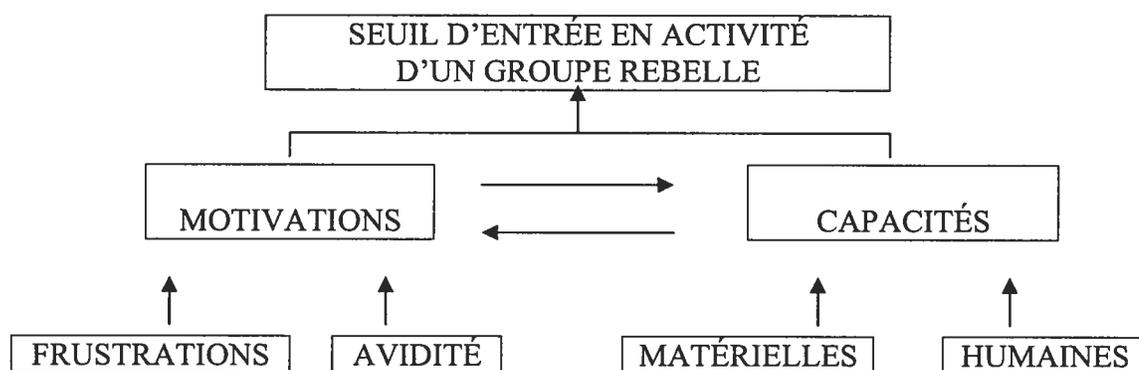
²³ Paul Collier, « Doing Well out of War : An Economic Perspective », dans Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars* (Boulder & London : Lynne Rienner Publisher, 2000), 91-113.

fin en soi et que de ce fait le groupe est motivé par la quête du profit. Il est également fort possible que la frustration et l'avidité se côtoient comme motivations dans un conflit, ou qu'un de ces deux aspects participe à alimenter l'autre. David Keen suggère à cet effet que l'avidité de certains groupes et le monopole exercé par ces derniers sur certaines ressources aux dépens d'autres groupes au sein d'une même société peuvent servir à alimenter les frustrations et le désir de rébellion²⁴. Dans un autre ordre d'idée, il est également possible que la motivation originale d'un groupe puisse évoluer d'un cas de figure à l'autre selon l'évolution du conflit.

En résumé, l'interaction entre frustrations et avidité est complexe et notre modèle ne vise pas à déterminer laquelle est la plus importante. Ce que notre modèle vise à faire ressortir est que, peu importe la motivation exacte d'un groupe (soit la frustration, soit l'avidité, soit une combinaison des deux), celle-ci constitue le premier de deux aspects essentiels à l'éruption d'une guerre intra-étatique. La tâche clé sera d'identifier avec succès les variables explicatives qui permettent d'attiser cet éventail de motivations. Ce sera la tâche du chapitre 3.

²⁴ David Keen, « Incentives and Disincentives for Violence » dans Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars* (Boulder & London : Lynne Rienner Publisher, 2000), 32.

Figure 1.1



1.2 Capacités

En plus de la motivation à combattre, nous postulons que pour entrer en activité et par la suite se maintenir, un groupe rebelle doit absolument posséder un certain éventail de capacités. Nous regroupons l'éventail des capacités nécessaires à la guerre sous deux rubriques. Tout d'abord, il est essentiel que le groupe atteigne un seuil de **capacités matérielles** minimal. Ceci peut s'exprimer par un accès à un financement suffisant et à de l'armement de qualité. De plus, le groupe rebelle doit posséder un minimum de **capacités humaines**. Ceci peut s'exprimer par un bassin de recrues suffisant afin d'être en mesure d'opposer une force quantitativement appréciable à l'ennemi. La formation professionnelle pertinente à la conduite de la guerre et la présence de leaders charismatiques sont d'autres aspects de ce que nous appelons le niveau de capacités humaines.

En résumé, nous postulons que la guerre intra-étatique se déclenchera seulement dans le contexte où les motivations (frustrations et avidité) et les capacités

(matérielles et humaines) d'un groupe rebelle atteignent un seuil suffisant. En d'autres mots, nous utilisons ce seuil d'entrée en activité comme *proxy* du déclenchement de la guerre. Si le seuil est atteint, le déclenchement est automatique. Si un des deux aspects est manquant, le conflit ne se déclencher pas, ou n'atteindra pas les critères de la guerre intra-étatique telle que définie. La frustration, l'avidité, les capacités matérielles et les capacités humaines constitueront donc les variables dépendantes du modèle théorique. La tâche de déterminer les variables indépendantes/explicatives qui influenceront ces quatre variables dépendantes sera conduite dans le troisième chapitre. La section suivante sera quant à elle dédiée à faire une présentation théorique de la méthode retenue dans la sélection de ces variables.

2. Cadre Conceptuel utilisé pour la Sélection des Variables Indépendantes

Le choix du cadre conceptuel que nous utiliserons pour la sélection des variables indépendantes repose sur le fait que la grande majorité des auteurs explorant les causes des guerres intra-étatiques basent leur analyse sur une seule variable, ou encore, sur **un seul niveau d'analyse**. Il est par exemple possible de regrouper les différents auteurs sous trois grands axes. La première catégorie d'explication des conflits internes se concentre sur les causes associées au niveau d'analyse systémique. Dans cette catégorie il est possible de souligner les travaux de Barry Posen, William Ayres et David Mason²⁵. Respectivement, ces auteurs cherchent à

²⁵ Barry Posen, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict » dans Michael Brown, dir., *Ethnic Conflict and International Security* (Princeton : Princeton University Press, 1993), 103-124., William

déterminer l'influence du dilemme de sécurité, de la fin de la guerre froide et de la mondialisation sur le déclenchement des conflits internes. La deuxième catégorie d'explications se concentre sur les causes au niveau national ou étatique. Dans ce groupe, soulignons les contributions de Tanja Ellingsen, Mansoob Murshed, James Fearon, David Laitin, Jean-Paul Azam et Alice Mesnard²⁶. Les variables testées et visant à expliquer le déclenchement des conflits internes comprennent notamment la fragmentation ethnique nationale, la stabilité de l'État, le niveau de démocratisation et le niveau de revenu par habitant. La troisième catégorie d'explication se concentre davantage sur les causes locales et individuelles. Stathis Kalyvas, Mats Berdal, David Keen, John Mueller, Paul Collier et Philippe LeBillon sont notamment représentatifs de ce niveau d'analyse²⁷. Les variables testées recourent l'avidité des acteurs prenant part au conflit, l'aspect criminel des conflits, l'économie politique de guerre ainsi que les clivages locaux.

Toutes ces études analysent des aspects cruciaux du déclenchement des guerres intra-étatiques et à ce titre constituent des contributions majeures à la

Ayres, « A World Flying Apart ? Violent Nationalist Conflict and the End of Cold War », *Journal of Peace Research* 37, 1(2000), 105-117. et David Mason, « Globalization, Democratization and the Prospects for Civil War in the New Millenium », *International Studies Review* 5, 4(2003), 19-35.

²⁶ Tanja Ellingsen, « Colorful Community or Ethnic Witches Brew ? Multiethnicity and Domestic Conflict during and after the Cold War », *The Journal of Conflict Resolution* 44, 2(avril 2000), 228-249., Mansoob Murshed, « Conflict, Civil War and Underdevelopment : An Introduction », *Journal of Peace Research* 39, 4(2002), 387-393., James Fearon et David Laitin, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review* 91, 1(février 2003), 75-90. et Jean-Paul Azam et Alice Mesnard, « Civil War and the Social Contract », *Public Choice* 115 (2003), 455-475.

²⁷ Stathis Kalyvas, « The Ontology of Political Violence : Action and Identity in Civil Wars », *Perspectives on Politics* 1, 3(2003), 475-494., Mats Berdal et David Keen, « Violence and Economic Agendas in Civil Wars : Some Policy Implications », *Millenium : Journal of International Studies* 26, 3(1997), 795-818., John Mueller, « The Banality of Ethnic War », *International Security* 25, 1(été 2000), 42-70., Paul Collier, « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », *The Journal of Conflict Resolution* 44, 6(décembre 2000), 839-853. et Philippe LeBillon, « The Political Ecology of War : Natural resources and armed conflicts », *Political Geography* 20 (2001), 561-584.

littérature du domaine. Néanmoins, en dépit des efforts déployés par ces chercheurs, personne n'a à ce jour intégré avec succès les connaissances acquises à l'intérieur d'un seul cadre conceptuel permettant d'offrir une explication générale des causes des guerres intra-étatiques. De surcroît, tous ces auteurs limitent leur analyse à un seul niveau ou à une seule variable explicative. C'est donc à l'intérieur de cette brèche que notre étude vise à s'inscrire.

Nous chercherons donc à développer un cadre conceptuel intégré regroupant plusieurs niveaux d'analyse. Ce sera à l'aide de ce cadre intégré que nous ferons la sélection des variables visant à expliquer la variation dans les motivations (frustration, avidité) et les capacités (matérielles, humaines) des groupes rebelles. À l'aide de ces variables explicatives issues de différents niveaux d'analyse, nous déterminerons si un groupe atteint ou non le seuil d'entrée en activité, et de ce fait, s'il est possible qu'une guerre éclate. Rappelons que la guerre éclatera seulement dans le contexte où le seuil d'entrée en activité est respecté, c'est-à-dire, dans le contexte où les motivations et les capacités sont attisées à un niveau appréciable par les variables que nous déterminerons dans les prochaines sections. Mentionnons en terminant que cet exercice s'effectue dans l'objectif d'intégrer les connaissances acquises de manière à donner une explication généralisable du déclenchement des guerres intra-étatiques.

L'approche théorique que nous présenterons dans les prochains paragraphes s'inspire en grande partie des travaux d'auteurs qui se sont penchés sur les causes du déclenchement des guerres inter-étatiques et ayant utilisé une approche intégrant

plusieurs niveaux d'analyse. Ce type d'approche est notamment utilisé par Kenneth Waltz, Jack Levy, Greg Cashman et Joseph Nye²⁸. À la lumière de l'analyse de ces auteurs, nous posons comme postulat qu'il serait trop réducteur d'expliquer les causes du déclenchement des conflits internes à l'aide d'une seule variable ou d'un seul niveau d'analyse. Le déclenchement de ce type de conflit est complexe et c'est pourquoi nous considérons qu'un modèle explicatif potentiellement généralisable doit être en mesure d'intégrer les variables explicatives au niveau systémique, national/étatique et individuel.

Le terme « niveau » dans l'expression niveau d'analyse correspond à une schématisation d'une strate précise de la réalité sociale. Nous considérons la notion de *niveau* utile méthodologiquement dans la mesure où elle permet de tracer la frontière de facteurs causaux en relations internationales. Elle sera également très utile pour ce qui est de circonscrire les effets de ces facteurs causaux et de bien comprendre leur influence. Dans le cas de nos travaux, la notion de *niveau* schématisera une strate de ce que nous percevons comme la réalité des relations internationales²⁹. Cette réalité, prise dans son ensemble, constitue ce qu'Aristote appelle un *tout*. Ce *tout* dans le cadre de nos recherches peut être associé à la notion de système international. Ce *tout* est infiniment complexe et peut être subdivisé en *parties*. Encore une fois, dans le cadre de cette recherche, ce niveau intermédiaire

²⁸ Kenneth Waltz, *Man, the State and War. A Theoretical Analysis* (New-York : Columbia University Press, 1959)., Joseph Nye, *Understanding International Conflicts. An Introduction to Theory and History* (New-York : Harper Collins, 1993)., Greg Cashman, *What Causes War ? An Introduction to Theories of International Conflict* (Lanham : Lexington, 1993). et Jack Levy, « The Causes of War : A Review of Theories and Evidence » dans Tetlock et al., *Behaviour Society and Nuclear War 1* (Oxford : Oxford University Press, 1989), 209-333.

²⁹ Les précisions sur la notion de niveau sont issues des travaux de Nicholas Onuf. Voir Nicholas Onuf, « Levels », *European Journal of International Relations* 1, 1(1995), 35-58.

sera associé au concept d'État. Ces *parties*, lorsque prises dans leur individualité, constituent à leur tour des *touts*, qui peuvent eux aussi être subdivisés en *parties*. L'individu constituera dans le cadre de ce travail le niveau d'analyse le plus microscopique. En plus de circonscrire des facteurs causaux, la décomposition de la réalité sociale en *touts* et en *parties* (ou strates d'analyse) a l'avantage selon nous d'offrir une cohérence théorique et logique accrue à leur sélection et de procurer un cadre solide à la sélection de variables causales³⁰. Donc, pour récapituler, pour ce qui est de cette recherche, nous simplifierons la réalité internationale aux trois strates mentionnées précédemment : système, États et individus. Néanmoins, précisons que le nombre de subdivisions des *touts* en *parties* peut varier selon le degré de complexité et de minutie requis par la discipline académique³¹. La prochaine section aura pour objectif d'offrir une définition plus détaillée de chacun des niveaux d'analyse mentionnés précédemment. Elle cherchera également à présenter chacune des variables explicatives sélectionnées pour chacun de ces niveaux d'analyse.

³⁰ Ce cadre s'oppose, par exemple, à une simple énumération de variables sans véritable cadre théorique les liant logiquement.

³¹ Par exemple, il sera utile pour l'astrophysicien d'utiliser un éventail beaucoup plus large de strates. Il pourra partir de la strate la plus englobante possible qu'est le cosmos pour se diriger vers un niveau de simplification tel que l'atome.

Chapitre 3 : Sélection et Quantification des Variables Indépendantes

Mentionnons en débutant que la sélection des variables indépendantes se fait dans la perspective que le modèle sera éventuellement applicable au plus grand nombre de cas possible. Les variables seront d'abord et avant tout sélectionnées de par leur caractère général et transférable à un grand nombre de cas. Les variables très précises issues de cas particuliers ne seront pas retenues. Ceci ne signifie pas que des facteurs particuliers à chaque conflit ne permettent pas d'approfondir l'analyse d'un cas précis. Il relèvera donc de la responsabilité du chercheur d'ajouter, le cas échéant, à l'explication procurée par ce modèle les variables particulières au cas donné qu'il jugera indispensables à l'explication du déclenchement du conflit.

1. Niveau d'analyse systémique

Le niveau d'analyse systémique stipule que la structure du système international (*le tout*) influence le comportement de ses parties (États). Pour ce qui est de l'étude des guerres entre États, ce niveau d'analyse identifie la structure anarchique du système international comme cause de leur déclenchement. Selon cette approche, un risque constant de guerre existe dans un monde peuplé d'États cherchant à promouvoir leurs intérêts et n'ayant aucune entité ou autorité pouvant

assurer leur protection. Dans ce contexte de *self-help*³², l'État doit assurer sa survie en augmentant ses capacités militaires pour parer à toute attaque provenant d'un autre membre du système. Ces actions peuvent néanmoins créer des craintes dans l'esprit des dirigeants des autres États qui croient que ces préparatifs militaires sont dirigés contre eux. Cette situation où l'insécurité est constante, place les membres du système dans ce qui est appelé le dilemme de sécurité.

1.1 Dilemme de sécurité

Ceci nous amène à identifier la première variable systémique explicative retenue et qui est notamment utilisée par Barry Posen³³. Il est postulé que la reproduction à l'intérieur des frontières d'un État du **dilemme de sécurité** décrit plus haut constitue une variable explicative du déclenchement des guerres intra-étatiques. L'étude de Posen se limite aux conflits ethniques et affirme que lors de la chute d'une autorité étatique, le dilemme de sécurité s'applique aux groupes communautaires présents au sein des frontières de l'État, faisant planer un risque constant de conflit armé. Précisons que la chute de l'autorité gouvernementale peut être due à des facteurs internes à l'État lui-même (faible développement, pauvreté, corruption...), ce qui nous amène à souligner l'importance du lien entre cette variable que nous avons incluse dans le niveau systémique et le niveau d'analyse étatique que nous aborderons dans la prochaine section. Mentionnons en terminant que si Posen limitait son

³² Le concept de *self-help* signifie que la vie et la prospérité d'une unité au sein du système ne dépend que des actions de l'unité elle-même. En d'autres mots, l'unité ne peut compter sur personne d'autre.

³³ Posen, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict ». dans Brown, dir., *Ethnic Conflict and International Security*, 103-124.

analyse aux conflits ethniques, de notre côté nous l'appliquerons à tous les types de guerres intra-étatiques.

1.2 Transition de puissance

La fin d'un empire ou une **transition de puissance** majeure à l'échelle du système international constituera la deuxième variable systémique retenue dans le cadre de ce projet. Cette variable est bien illustrée par la fin de la guerre froide. Nous chercherons donc dans le cadre de cette étude à déterminer si la fin de la guerre froide a eu un impact important sur le déclenchement des guerres intra-étatiques. Nous retenons cette variable même si William Ayres remet en doute son pouvoir explicatif³⁴. En effet, il est possible de soupçonner que la définition restrictive offerte par l'auteur ait pu influencer les résultats obtenus. L'auteur se limite à l'étude des conflits internes sécessionnistes. Élargir la définition comme nous le faisons pourrait hypothétiquement mener à d'autres résultats. Il nous semble donc justifié de poursuivre les recherches par rapport à cette variable.

Soulignons que nous considérons que ces deux variables influencent le risque de déclenchement de guerres intra-étatiques à travers la **frustration** et l'**avidité**. En effet, nous croyons que le contexte d'anarchie associé au dilemme de sécurité et le désengagement soudain d'une grande puissance dans une région quelconque peuvent attiser ces deux éléments. Premièrement, l'absence de garantie sécuritaire de la part

³⁴ Ayres, « A World Flying Apart ? », 105-117.

d'une autorité étatique ou d'une autorité « impériale » est susceptible de générer à la fois la peur et l'insécurité, deux sentiments que nous associons à la gamme des frustrations possibles³⁵. Deuxièmement, l'absence d'autorité effective, ou l'effondrement de l'ordre établi peuvent également être perçus comme une fenêtre d'opportunité pour un groupe voulant s'emparer du pouvoir, ou s'adonner à un trafic quelconque.

2. Niveau d'analyse étatique

Le niveau d'analyse étatique identifie l'organisation interne de l'État et les caractéristiques nationales comme cause du déclenchement des guerres. Afin de présenter les variables sélectionnées à ce niveau d'analyse, nous procéderons en quatre étapes. Plus précisément, nous procéderons selon les quatre variables dépendantes de notre modèle. Nous présenterons dans l'ordre les variables indépendantes influençant les frustrations, l'avidité, les capacités matérielles et les capacités humaines.

³⁵ Nous avons songé à introduire la peur comme troisième motivation aux guerres intra-étatiques (en plus des frustrations et de l'avidité). Après réflexion, nous avons finalement jugé que la peur était logiquement liée aux frustrations. En effet, la sécurité au sein d'un État est une condition de vie de base et nous considérons que lorsqu'elle est absente, les citoyens ne reçoivent pas ce qu'ils devraient recevoir du contrat social, justifiant la frustration.

2.1 Frustrations

2.1.1 Fragmentation communautaire

La première composante des frustrations retenue à ce niveau d'analyse est la fragmentation communautaire. Cette fragmentation peut être ethnique, religieuse ou linguistique par exemple. Mentionnons dès maintenant que notre objectif n'est pas de déterminer laquelle de ces fragmentations offre un pouvoir explicatif supérieur³⁶. Le modèle stipule simplement que dans une société fragmentée, telle que nous la définirons dans cette section, le risque de guerre sera supérieur.

Le lien entre fragmentation communautaire et frustrations part de la prémisse voulant qu'il soit plus difficile de définir l'identité nationale dans un État multiethnique³⁷. Il est postulé que dans certaines situations, l'identification d'un individu à un groupe donné peut devenir irréconciliable avec l'identification à l'État qui l'englobe, et par le fait même, aux autres groupes présents au sein de l'État. Que ce soit en raison du tracé artificiel d'une frontière³⁸, de modes de vie différents, de croyances différentes ou de « haines ancestrales »³⁹, cette variable stipule que dans

³⁶ Cette tâche est entreprise par Marta Reynal-Querol. Elle soutient notamment que dans une guerre civile ethnique, la fragmentation religieuse est plus à même de mener au conflit que la fragmentation linguistique. Voir Marta Reynal-Querol, « Ethnicity, Political Systems, and Civil Wars », *The Journal of Conflict Resolution* 46, 1 (février 2002), 29-54.

³⁷ Tanja Ellingsen, « Colorful Community or Ethnic Witches Brew ? Multiethnicity and Domestic Conflict during and after the Cold War », *The Journal of Conflict Resolution* 44, 2 (avril 2000), 232.

³⁸ Il est possible de citer par exemple le cas Africain où certains groupes furent séparés alors que d'autres furent unis au sein d'une même entité politique pour des raisons arbitraires lors du tracé des frontières territoriales par les puissances coloniales. Certains analystes voient dans cette division artificielle des frontières étatiques une des raisons expliquant la violence entre groupes ethniques dans cette région.

³⁹ Nicholas Sambanis, « Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes ? », *The Journal of Conflict Resolution* 45, 3 (avril 2001), 262-263.

certains cas, les problèmes identitaires peuvent mener à des problèmes de légitimité de l'État, qui à leur tour peuvent générer du mécontentement, des frustrations et éventuellement de la violence⁴⁰.

Certains observateurs, en songeant aux sociétés multiethniques non conflictuelles telles que la Suisse ou les États-Unis, pourraient demeurer perplexes face à la logique de l'argumentaire développé plus haut. Soulignons immédiatement que nous reconnaissons l'existence d'États à la fois « fragmentés » et stables. L'objectif visé n'est pas de défendre l'existence d'un lien automatique entre la fragmentation communautaire et les frustrations ou le déclenchement des guerres intra-étatiques. Nous cherchons plutôt à démontrer que, dans certains contextes, les frustrations peuvent être alimentées par la fragmentation. De ce fait, nous soutenons donc que la fragmentation peut contribuer au déclenchement d'une guerre. Or, de par la nature de notre modèle théorique, la fragmentation ne saurait en aucun cas être une condition *nécessaire* ou *suffisante* au déclenchement d'une guerre. Au terme de ces précisions, il est impératif d'analyser plus en détail le lien empirique entre la fragmentation et le déclenchement des guerres.

En effet, quelques précisions s'imposent au sujet du pouvoir explicatif de cette variable puisque certaines recherches effectuées afin de tester son influence arrivent à des résultats divergents. Par exemple, les travaux de Tanja Ellingsen et de Nicholas Sambanis concluent que la fragmentation est significativement reliée au déclenchement de conflits alors que Paul Collier et Anke Hoeffler la considèrent

⁴⁰ Ellingsen, « Colorful Community », 232.

comme statistiquement non significative⁴¹. La définition exacte du type de conflit étudié par ces différents auteurs peut offrir une piste de réponse quant aux divergences observées. En effet, les quatre auteurs cités cherchent bel et bien à déterminer l'impact de la fragmentation communautaire sur le déclenchement des guerres intra-étatiques, or leur définition respective du concept de guerre varie. Ainsi, Ellingsen utilise une définition englobante et inclut dans son analyse les conflits faisant 25 morts par année. De son côté, Sambanis utilise un seuil de violence de 1000 morts par année mais divise la guerre intra-étatique en différents types et circonscrit son analyse aux conflits dits ethniques. Quant à Collier et Hoeffler, ils ne font pas de distinction quant au type de guerre et utilisent un seuil de violence de 1000 morts par année.

Il est tout à fait concevable que, d'après ces éléments de définition, Sambanis arrive à des résultats positifs, alors que Collier et Hoeffler arrivent à des résultats mitigés. En effet, si la variable est positivement reliée et statistiquement significative pour une certaine fraction du total de toutes les guerres intra-étatiques, il est fort possible qu'elle reste positive mais devienne non significative statistiquement lorsque testée pour toutes les guerres. Ainsi, nous retiendrons la variable dans le cadre de notre modèle, mais resterons prudents face à toute généralisation de son potentiel explicatif.

⁴¹ Paul Collier et Anke Hoeffler, « Greed and Grievances in Civil War », *Oxford Economic Papers* 56, (2004), 563-595.

Dans le but de mesurer l'impact de cette variable nous nous sommes inspirés des travaux d'Ellingsen⁴². Une société sera considérée « fragmentée » si le groupe dominant constitue **moins** de 80% de la population et si le plus grand groupe minoritaire constitue **au moins** 5% de la population. La logique derrière ces deux seuils vise à exprimer les résultats positifs obtenus dans ses recherches. Ellingsen a démontré que le risque de conflit augmente dans une société où le groupe minoritaire est assez important pour s'organiser en tant que force quantitativement appréciable (d'où le seuil minimal de 5%), mais où le groupe majoritaire n'est pas important au point où toute opposition ou acte de défiance serait futile (d'où le seuil maximal de 80%). Nous avons codé un cas comme étant « fragmenté » si les données relatives à l'ethnicité, la langue **ou** la religion (1 seul des trois est nécessaire) respectent les deux seuils établis plus haut. Les données ont été collectées dans le *Britannica Book of the Year*.

2.1.2 Développement économique

La deuxième composante des frustrations retenue dans le cadre du modèle théorique est le développement économique de l'État. Plus explicitement, cette composante des frustrations stipule que le niveau de prospérité d'un État a une influence sur le déclenchement des conflits. Comme Henderson et Singer le font remarquer, il est possible d'affirmer qu'une population considère l'État comme

⁴² Ellingsen, « Colorful Community », 228-249.

principal responsable de son bien être économique⁴³. Ainsi, dans une situation de pénurie où les besoins de base ne seraient pas respectés, il est possible que cette même population exprime ses frustrations face à un État qui ne satisfait pas ses attentes. Nous considérons que la pauvreté extrême dans laquelle se trouvent les individus de certains États entraîne des frustrations puisqu'une partie du contrat social liant ces individus à leur État n'est pas respecté par l'autorité au pouvoir. Dans des cas extrêmes, le recours à la violence peut être envisagé afin de se faire entendre ou de renverser le gouvernement.

Errol Henderson et David Singer ainsi que James Fearon et David Laitin⁴⁴ ont trouvé une relation significative entre le faible développement économique et le risque de déclenchement de guerres intra-étatiques. Par exemple, Fearon établit « [...] qu'un pays se situant dans le 10% des pays les plus pauvres a 18% de chance de voir une guerre se déclencher sur son territoire dans une période de 10 ans, comparé à 11% pour un pays qui se situe à la médiane, et 1% pour un pays qui se situe dans les 10% les plus riches »⁴⁵. Soulignons que les résultats positifs obtenus par ces auteurs lient le risque accru de guerre à un faible développement économique exprimé en termes **absolus**. Afin de coder l'impact du développement économique sur le déclenchement des guerres nous avons choisi la mesure utilisée par Fearon et Laitin, soit le revenu par habitant. L'influence sur le niveau de frustrations a été codée positivement si le revenu par habitant d'une région donnée est considéré bas ou

⁴³ Errol A. Henderson et David Singer, « Civil War in Post-Colonial World », *Journal of Peace Research* 37, 3(mai 2000), 281.

⁴⁴ James Fearon et David Laitin, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », *American Political Science Review* 91, 1(février 2003), 75-90.

⁴⁵ *Ibid.*, 83.

moyennement bas selon les seuils offerts par la Banque Mondiale pour l'année à l'étude.

2.1.3 Inégalités économiques

La troisième composante des frustrations retenue dans le cadre du modèle théorique se situe au niveau des inégalités économiques. Cette composante du modèle voit dans la répartition inégale des ressources matérielles au sein d'un État une source de frustrations pouvant mener à la mobilisation d'un groupe dont l'objectif serait de rééquilibrer cette distribution inégale.

Comme le font remarquer Patrick Regan, Daniel Norton⁴⁶ et Marie Besançon⁴⁷, l'inégalité en tant que variable explicative du conflit repose sur des bases théoriques convaincantes, or les résultats des tests empiriques semblent mitigés. Par exemple, lorsque Fearon et Laitin ou Collier et Hoeffler utilisent le coefficient Gini afin de mesurer l'impact sur le risque d'insurrections et de guerres civiles, les résultats ne sont pas statistiquement significatifs, ce qui pourrait nous pousser à mettre la variable de côté. Toutefois, lorsque Besançon utilise la même mesure et la teste pour différents types de violences (guerres ethniques, révolutions, génocides), elle obtient une relation positive avec la guerre révolutionnaire⁴⁸. Comme c'était le

⁴⁶ Patrick Regan et Daniel Norton, « Greed, Grievances, and Mobilization in Civil Wars », *The Journal of Conflict Resolution* 49, 3(juin 2005), 319-335.

⁴⁷ Marie Besançon, « Relative Resources: Inequality in ethnic wars, revolutions, and genocides », *Journal of Peace Research* 42, 4(2005), 393-415.

⁴⁸ Une précision au sujet de cette étude s'impose. Le but premier de l'auteur est de tester l'impact de cette variable sur le niveau de violence (nombre de morts) pour les phénomènes de guerres ethniques, de révolutions et de génocides. Elle teste néanmoins la variable afin de déterminer son potentiel à

cas pour la fragmentation ethnique, nous croyons que même si la variable ne connaît qu'un succès mitigé pour expliquer tous les types de guerres intra-étatiques, le fait qu'elle soit significative dans un cas justifie de l'inclure dans notre modèle. Une autre étude, celle de Regan et Norton, arrive également à établir une relation positive entre l'inégalité et le déclenchement des guerres. Ces derniers utilisent néanmoins une mesure différente. En effet, ils utilisent l'index de discrimination politique proposé par le *Minority at Risk Project*. La logique derrière cette méthode est qu'un accès sans entrave à l'arène politique se traduit dans les faits, même si indirectement, par un accès aux ressources économiques. En d'autres mots, un groupe ayant un accès non restreint aux canaux politiques sera plus à même d'avoir accès aux infrastructures économiques d'une société.

Sans vouloir désavouer cette méthodologie, en raison du fait que nous n'avons pas d'autres études appuyant la logique derrière ce raisonnement, nous avons opté pour une autre mesure dans le but de quantifier les inégalités économiques. Nous avons plutôt eu recours à l'indice d'inégalités économiques du *Minority at Risk Project*. Cet indice évalue deux éléments qui sont par la suite combinés dans un seul indice variant entre 0 et 4. Dans un premier temps, l'indice établit la présence ou non d'inégalités économiques. S'il y a absence d'inégalités, le cas à l'étude est codé 0. Dans un second temps, lorsque l'existence d'inégalités économiques est établie, l'indice évalue si l'État central agit de manière à remédier ou à accroître ces inégalités. Par exemple, un cas est codé 1 lorsque des politiques précises sont mises

déterminer l'éruption ou non d'une guerre. Il n'est toutefois pas mentionné clairement quel seuil de violence l'auteur privilégie entre 25, 100 et 1000.

en place pour remédier aux inégalités. Pour le bien de nos recherches, le niveau de frustrations est considéré influencé lorsque l'indice atteint 3 ou 4, c'est-à-dire lorsque des inégalités sont présentes et que l'État central ne met en place aucune politique pour y remédier (3), ou encore, lorsqu'il tente délibérément de les accroître (4).

2.1.4 Type de régime politique

Quatrièmement, nous retenons le type de régime politique. En nous basant sur les travaux de Tanja Ellingsen⁴⁹ et de James Fearon et David Laitin⁵⁰, nous postulons que le risque de déclenchement de guerres intra-étatiques est plus grand dans les régimes anocratiques que dans les régimes démocratiques ou autocratiques (Relation en U inversé entre le niveau de démocratie et le niveau de conflit). On s'attend à ce que le niveau de conflit soit relativement bas chez les démocraties en raison de la légitimité de l'autorité gouvernementale, des canaux pacifiques de résolution des différents, des institutions et des valeurs démocratiques. On s'attend également à un niveau relativement bas de conflits chez les autocraties notamment en raison de la puissance de leur appareil répressif pouvant tuer dans l'œuf les vellétés d'un mouvement rebelle. Du côté des anocraties, on s'attend à observer un niveau relativement plus élevé de conflit. Ceci s'explique notamment en raison du fait que la légitimité de l'autorité est faible, entraînant un risque de protestations qui ne sauront être réprimées à temps en raison d'un appareil répressif trop faible. L'opérationnalisation de cette variable s'est fait au moyen des données offertes par le

⁴⁹ Ellingsen, « Colorful community », 228-249.

⁵⁰ Fearon et Laitin, « Ethnicity, Insurgency, and Civil War », 75-90.

projet Polity IV. L'indice offert varie entre -10 et 10; de fortement autocratique à fortement démocratique. Il est possible de découper cette échelle en trois groupes : Démocraties (6 à 10), Anocraties (-5 à 5) et Autocraties (-10 à -5). Le type de régime est considéré comme influençant le niveau de frustrations lorsqu'il se situe entre -5 et 5.

2.1.5 Instabilité politique

Comme cinquième composante des frustrations nous retiendrons l'instabilité politique au sein d'un État. Il est postulé que lorsqu'un État traverse une période dans laquelle son gouvernement est désorganisé en raison de perturbations politiques, économiques ou sociales importantes, la capacité et la légitimité de ce dernier à assurer une bonne gouvernance peut être remise en cause par la population. Ceci peut potentiellement attiser le mécontentement, les frustrations et peut même entraîner un recours à la violence dans le but de renverser la situation. Afin d'opérationnaliser cette variable, nous avons retenu la méthodologie proposée par Fearon et Laitin⁵¹. Un État est considéré instable si une variation d'au moins trois points sur l'échelle Polity IV est enregistrée dans les trois années précédant l'année d'analyse.

⁵¹ Ibid., 81.

2.2 Avidité

2.2.1 Ressources naturelles facilement dérobables (abondance)

La seule variable retenue influençant le niveau d'avidité est la présence de ressources naturelles facilement dérobables. Celle-ci est opérationnalisée à l'aide de la quantité d'exportation de ressources premières exprimée par le pourcentage par rapport au PIB⁵². Cette variable est un bon indicateur de l'avidité dans la mesure où les ressources naturelles sont dans bien des cas facilement dérobables et ne requièrent souvent que peu de technologie pour leur extraction⁵³. Leur exploitation se faisant souvent dans des régions éloignées, ceci permet aux groupes rebelles, dans les cas où ils n'extraient pas la ressource eux-mêmes, de contrôler des routes d'approvisionnement et de taxer un certain pourcentage en argent ou en nature. Dans le cas d'un pourcentage en nature, celui-ci est facilement échangeable à l'étranger puisqu'il s'agit souvent de produits difficilement traçables. Étant relativement accessible et potentiellement payante pour un groupe rebelle, la présence de matières premières est un élément qui a de fortes chances d'attiser l'avidité d'un groupe rebelle.

⁵² Paul Collier, « Doing Well out of War », dans Berdal et Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*, 93.

⁵³ Notons que nous ne faisons pas de distinction entre les différents types de ressources naturelles. Pour ce qui est de l'avidité, le modèle stipule qu'elle est influencée par la simple existence de ces matières. Dans qu'elle mesure ces ressources premières sont véritablement transférable en terme de puissance pour un groupe rebelle sera traité dans la section portant sur les capacités.

Paul Collier et Anke Hoeffler⁵⁴ et Indra de Soysa⁵⁵ trouvent une relation positive entre la présence de ressources naturelles, l'avidité et le déclenchement de conflits, ce qui supporte l'argumentation présentée plus haut. Or, un consensus dans la littérature n'existe pas et James Fearon par exemple remet en doute les résultats obtenus par Collier et Hoeffler⁵⁶. Il critique entre autre la méthodologie utilisée par ces derniers. En effet, mesurer l'incidence de la variable sur le déclenchement de conflits en utilisant une méthode « pays-cinq années » est selon lui un choix arbitraire qui mène à des résultats artificiellement hauts⁵⁷. Fearon privilégie plutôt la méthode « pays-année » avec laquelle il conclue à une relation positive entre la variable et le déclenchement de conflits, cette relation étant toutefois moins importante que ce que Collier laisse entendre. Autre point à souligner, Fearon fait effectivement remarquer que cet indice est relié au déclenchement des guerres, mais souligne que lorsque décortiqué par type de ressource, seul le pétrole demeure significatif⁵⁸. Ceci mène à une deuxième critique adressée par Fearon à l'égard de Collier.

⁵⁴ Collier et Hoeffler, « Greed and Grievances », 563-595.

⁵⁵ Indra de Soysa, « Paradise is a Bazar ? », *Journal of Peace Research* 39, 4(2002), 395-416 et Indra de Soysa, « The Ressource Curse: Are Civil Wars Driven by Rapacity or Paucity ? », dans Berdal et Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*, 113-135.

⁵⁶ James Fearon, « Primary Commodity Exports and Civil War », *Journal of Conflict Resolution* 49, 4(août 2005), 483-507.

⁵⁷ Plus explicitement, Collier mesure la variable pour une année donnée et observe si un déclenchement de guerre a lieu ou non dans une période de 5 ans incluant l'année de mesure. Fearon regarde si le déclenchement a lieu au cours de la même année que la mesure. Fearon attribue la différence des résultats en partie au plus grand nombre de cas rejetés par Collier pour cause de manque de données.

⁵⁸ La relation entre ressources naturelles et conflits est très complexe. Plusieurs questions demeurent sans réponse définitive à l'heure actuelle. Par exemple, est-ce que l'ensemble des ressources influence le déclenchement de tous les types de guerres confondu ? Voir Collier, *Ibid.* Est-ce que plutôt un type de ressource qui influence un type de guerre ? Voir Paivi Lujala, Nils Peter Gleditsh et Elisabeth Gilmore, « A Diamond Curse ? Civil War and a Lootable Resource », *Journal of Conflict Resolution* 49, 4(août 2005), 538-562 pour la relation positive entre les diamants et la guerre civile ethnique. Autre question plus fondamental encore : par quel mécanisme la présence de ressources naturelles influence-t-elle le déclenchement des guerres ? Par l'avidité ou la faiblesse de l'État par exemple ? Voir discussion plus bas.

Fearon s'attaque également à la logique sous-tendant le lien entre ressources naturelles et conflits. Plutôt que de mettre l'accent sur l'avidité et les opportunités économiques, Fearon argumente plutôt que le mécanisme liant les ressources naturelles et le conflit est la faiblesse de l'État. En accord avec le lien qu'il a découvert entre pétrole et conflits, plutôt que de souligner l'avidité des groupes pour expliquer le déclenchement des guerres, il met l'accent sur le faible appareil d'État de la grande majorité des États pétroliers et leur incapacité à s'opposer à un groupe rebelle.

Nous concédons que la faiblesse de l'État identifiée par Fearon peut jouer un rôle important dans le déclenchement des guerres. Toutefois, nous ne croyons pas que la quantité d'exportation de ressources premières calculée par le pourcentage du PIB peut être utilisée seule en tant que *proxy* exprimant la faiblesse de l'État, et par le fait même, le risque de conflit. Nous ne nions pas qu'il puisse exister une corrélation entre dépendance en terme de matières premières, faiblesse de l'État et conflit. Or, cette corrélation ne signifie pas qu'il existe un lien logique entre la mesure (exportation de ressources) et la faiblesse de l'État. Il est vrai qu'une forte dépendance rend un État vulnérable aux chocs économiques et par conséquent peut l'affaiblir. Toutefois, bien d'autres facteurs doivent être pris en compte lorsqu'il est temps d'analyser et de mesurer la faiblesse/force d'un État. Ce dernier doit être évalué sur sa capacité à remplir son contrat avec sa population, c'est-à-dire, sur sa capacité à produire et gérer efficacement des biens publics. Des indicateurs sur sa capacité à assurer la sécurité de ses citoyens, sur les mécanismes de règlement des

différents, la liberté au niveau politique, les infrastructures, les services sociaux, la légitimité du régime et la performance économique par exemple nous semblent beaucoup plus pertinents⁵⁹. Nous croyons donc que l'argumentation déployée dans le premier paragraphe de cette section, qui est celle de Collier et qui lie les exportations de ressources premières calculées par le pourcentage du PIB à l'avidité et aux opportunités économiques, est beaucoup plus convaincante.

Nous avons donc mesuré son impact de la façon la plus exigeante possible, c'est-à-dire en utilisant la méthodologie « pays-année » proposée par Fearon. Nous considérons que l'avidité d'un groupe est attisée lorsqu'un pays est sévèrement dépendant de ses exportations de ressources premières, c'est-à-dire lorsque ce pourcentage sera plus grand ou égal à 25%⁶⁰. Les données relatives à ce sujet sont offertes par la Banque Mondiale.

2.3 Capacités matérielles

2.3.1 Ressources naturelles facilement dérobables (contrebande ou commerce)

Comme nous l'avons présenté précédemment, il est postulé dans ce travail que l'abondance de ressources naturelles influence le niveau d'avidité d'un groupe rebelle, et par conséquent, le risque de déclenchement des guerres. Par ailleurs, il est

⁵⁹ Robert Rotberg, « The New Nature of Nation-State Failure », *The Washington Quarterly* 25, 3(été 2002), 85-96.

⁶⁰ Collier, « Doing Well out of War », dans Berdal et Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*, 97. Mentionnons une faiblesse de cette mesure. Celle-ci n'inclut pas les narcotiques et les diamants, deux ressources qui ont souvent été associées avec le financement des groupes rebelles. En l'absence d'une autre mesure globale et accessible pour la période à l'étude nous devons composer avec cette lacune.

postulé que la présence de ressources naturelles peut avoir une influence sur les capacités matérielles d'un groupe. Le mécanisme et la façon de mesurer leur impact sont toutefois différents de ceux utilisés pour évaluer l'avidité. La mesure doit dépasser la simple présence (ou abondance) de ressources naturelles et être en mesure de saisir si elles sont bel et bien *transférables* en terme de capacités. Est-ce que ces ressources contribuent dans les faits à assurer la survie du groupe en tant qu'organisation ? La véritable question est donc de savoir si les ressources naturelles servent oui ou non au financement du groupe rebelle à l'étude.

En l'absence de données statistiques compilées pour les groupes soumis à notre étude et répertoriant le niveau de financement recueilli par la contrebande ou le commerce de ressources naturelles, nous avons eu recours à une approche qualitative similaire à celle de James Fearon⁶¹. Nos sources de données sont les chronologies et les « évaluations de risques » offertes par le *Minority at Risk Project* pour chacun des groupes à l'étude. À l'aide de ces données, nous avons établi si les groupes en question dérivent une partie de leur financement de la contrebande ou du commerce de ressources telles que la drogue, le bois d'œuvre, les pierres précieuses, le pétrole ou les minéraux par exemple. Pour les cas où aucune information spécifique n'est mentionnée, mais où il est établi que le pays est riche en ressources naturelles et que le groupe en question possède une certaine autonomie constitutionnelle ou une autonomie *de facto*, nous avons codé l'impact de cette variable positivement.

⁶¹ James Fearon, « Why Do Some Civil Wars Last Much Longer Than Others ? », *Journal of Peace Research* 41, 3(2004), 283-284. Notons que Fearon utilise cette méthode afin de déterminer l'impact de la contrebande de matières premières sur la **durée** des guerres. Il n'en demeure pas moins que la méthode utilisée pour coder si un groupe finance, oui ou non ses activités à l'aide des matières premières est tout aussi appropriée pour déterminer l'impact sur le **déclenchement** des guerres.

Pour les régions autonomes *de facto* (Nagorno Karabakh, Abkhazie et Ossétie du Sud par exemple), il est postulé que les groupes titulaires du pouvoir possèdent tous les leviers pour exploiter les ressources et les transformer en capacités matérielles. La logique est similaire dans le cas des régions jouissant d'une certaine autonomie constitutionnelle (Tatarstan par exemple). Lorsqu'il est établi que le groupe à l'étude contrôle le pouvoir politique de la région autonome, la variable est codée positivement. Même si ce groupe ne contrôle pas à lui seul les revenus issus de ces ressources, il est postulé qu'il possède une marge de manœuvre lui permettant de transformer ces revenus en capacités matérielles si cela était nécessaire.

2.3.2 Alliés : Aide en argent et en matériel militaire

La deuxième variable influençant le niveau de capacités matérielles retenue dans le cadre du modèle théorique est la présence d'alliés extérieurs au conflit et prêts à soutenir un des groupes participants aux hostilités d'une guerre intra-étatique⁶². Ce support peut servir à augmenter les *capacités matérielles* d'un groupe en lui fournissant du financement ou de l'armement par exemple. Ces alliés peuvent être des frères ethniques présents dans la région, la diaspora d'un des groupes communautaires ou des États ayant un intérêt particulier dans l'issue du conflit. Nous avons inclus cette variable dans le niveau d'analyse étatique/national puisque

⁶² La présence d'alliés extérieurs au conflit servira également de variable influençant le niveau de capacités humaines, l'opérationnalisation de la variable sera différente afin de capter l'impact qu'elle a sur ces deux aspects complémentaires des capacités, mais distincts dans leur quantification.

nous mesurons l'impact des alliés en terme de l'influence qu'ils ont sur le niveau de puissance des groupes à l'étude.

Soulignons que nous ne prenons pas en considération le soutien moral ou politique provenant de la part d'un autre État comme étant une composante des capacités matérielles. S'il est assez clair qu'un appui provenant d'un État puissant peut agir comme élément dissuasif et influencer les plans d'un ennemi potentiel, nous croyons qu'il est dans la majorité des cas, difficile de mesurer l'impact réel d'un tel support. Comment par exemple s'assurer de l'impact qu'a dans les faits le soutien d'un État faible ou de moyenne puissance ? Pour des raisons méthodologiques, nous nous en tiendrons à des aspects dont l'impact sur les capacités du groupe à l'étude est directement observable. Ainsi, l'influence sur le niveau de capacités matérielles a été codée positivement si, d'après les données qualitatives du *Minority at Risk Project* consacrées aux groupes à l'étude, il est possible de juger qu'il y a bien eu assistance en terme d'argent, ou d'armement. Dans les cas où aucune preuve de tels transferts n'existe, le codage est négatif.

2.4 Capacités humaines

2.4.1 Alliés : Aide en capital humain

La présence d'alliés extérieurs au conflit peut également servir à influencer la deuxième composante des capacités. En effet, un allié peut augmenter les ***capacités humaines*** d'un groupe en offrant par exemple des troupes qui participeront

directement dans les combats, ou des conseillers qui aideront à diriger les opérations. À l'aide des données qualitatives du *Minority at Risk Project*, nous avons codé positivement l'influence de cette variable sur le niveau de capacités humaines s'il est établi qu'il y a bien eu assistance en terme de transfert de troupes, ou d'envoi de conseillers militaires. Dans les cas où aucune preuve de tels transferts n'existe, le codage est négatif.

2.4.2 Jeunes hommes peu éduqués

La deuxième variable influençant le niveau de capacités humaines retenue dans le cadre du modèle théorique est la présence d'un bassin important de jeunes hommes peu éduqués. D'une part, comme les jeunes hommes constituent la frange de la population la plus à même de combattre, nous considérons que plus celle-ci est élevée, plus le recrutement de troupes est facilité. D'autre part, il est postulé qu'un niveau d'éducation bas constitue un indice du manque d'alternatives économiques pour la population, rendant l'enrôlement plus attrayant. Que ce soit pour des raisons idéologiques, ou parce qu'ils n'endossent tout simplement pas les revendications du mouvement, nous concédons le fait que dans certains cas, il est fort possible qu'une partie des jeunes refuse de se joindre aux rebelles. Néanmoins, de manière générale, nous croyons que cette variable demeure un bon indicateur du bassin potentiel de recrues, et par le fait même, un bon indicateur des capacités humaines d'un groupe rebelle⁶³.

⁶³ Collier, « Doing Well out of War », dans Berdal et Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*, 94

Afin de quantifier cette réalité nous avons combiné deux indices. Le premier mesure la proportion de jeunes hommes entre 15 et 24 ans, et le second, le taux de scolarisation dans l'éducation secondaire. L'influence sur le niveau de capacités humaines a été codée positivement lorsque ces deux indices sont considérés élevés, c'est-à-dire lorsqu'ils se situent au-dessus de la moyenne mondiale pour l'année à l'étude. Les données relatives à ces indices sont respectivement issues de la *International Data Base* du *U.S. Census Bureau* et de l'Institut de Statistique de l'UNESCO.

2.4.3 Concentration géographique

La dernière variable influençant le niveau de capacités humaines est la concentration géographique du groupe. Il est postulé que plus celle-ci est élevée, plus il est facile pour le groupe de s'organiser et de se mobiliser. Afin de quantifier cette réalité, nous avons utilisé l'indice de concentration offert par le *Minority at Risk Project*. Cet indice offre une échelle de gradation allant de 0 (dispersé) à 3 (concentré dans une seule région). L'influence de la concentration géographique sur les capacités humaines d'un groupe est codée positivement lorsque l'indice se situe à 2 (majoritairement concentré dans une seule région) ou 3.

3. Niveau d'analyse individuel

Selon le niveau d'analyse individuel, les guerres trouveraient leur cause dans la nature et le comportement des Hommes. Plus explicitement, ce serait la nature égoïste, avide, agressive de l'Homme qui serait à la source des guerres⁶⁴. Or, expliquer le déclenchement des guerres par l'apparente constance et déficience de la nature humaine parvient difficilement à expliquer la variation entre la guerre et la paix⁶⁵. C'est pourquoi dans le cadre de notre analyse nous dépasserons la seule nature humaine pour nous attarder aux décisions prises par les leaders politiques.

3.1 Frustrations

3.1.1 Prise de décisions

Nous postulons que la prise de certaines décisions importantes par les leaders politiques ou les leaders de groupes rebelles durant certaines périodes charnières a le potentiel d'attiser les *frustrations* de groupes au sein d'un État. Ces décisions peuvent être prises en toute conscience des conséquences, ou issues de mauvaises perceptions de la part des décideurs. Dans plusieurs cas, comme le fait remarquer Joseph Nye, ces décisions peuvent être perçues comme l'étincelle qui met le feu aux poudres⁶⁶.

⁶⁴ Waltz, *Man, the State, and War*, 16.

⁶⁵ *Ibid.*, 29-30.

⁶⁶ Nye, *Understanding International Conflict*, 74-77.

Pour qu'une décision prise par un leader politique influence le niveau de frustrations de groupes au sein de l'État, elle doit s'opposer de manière importante au contrat social qui lie l'appareil d'État à sa population. En d'autres mots, la décision en question va clairement à l'encontre des attentes d'une partie des citoyens et ceux-ci considèrent que leur situation se dégrade de manière significative. Nous présentons ici une liste d'exemples de décisions dont l'influence sur le niveau de frustration peut être codée positivement. Notons que cette liste n'est pas exhaustive, mais qu'elle présente de manière générale ce qui guide le chercheur dans sa démarche. Par exemple, nous avons porté une attention particulière aux décisions menant à un glissement en direction de l'autoritarisme, à la restriction des droits et libertés, l'élimination du processus électoral, l'interdiction de partis politiques légitimes, l'exclusion politique ou économique, la discrimination ouverte de certains groupes, le discours incitant à la haine inter-communautaire et l'utilisation de la violence de manière indiscriminée. Lorsque des situations analogues ont été repérées lors du test de la théorie, l'influence sur le niveau de frustrations a été codée positivement. Afin de coder cette variable, nous avons utilisé les chronologies offertes par le *Minority at Risk Project*. Ces chronologies relatent tous les événements importants qui se déroulent au sein de l'État dans lequel se trouve chacune des minorités à l'étude.

Chapitre 4 : Méthode de Preuve

Afin de tester la validité du modèle théorique, nous avons pris la décision d'étudier le cas des minorités ethniques de l'espace géographique post-soviétique. Cet espace a été choisi pour deux raisons principales. Premièrement, depuis la fin de l'Union soviétique, la zone a été le berceau de 4 guerres intra-étatiques et le théâtre de plusieurs autres conflits armés de basse ou moyenne intensité. Cette région est donc relativement violente et il est tout à fait justifié de vouloir étudier les causes des conflits s'y déroulant. Il existe néanmoins une raison additionnelle nous motivant à étudier cette région. En effet, ce qui a davantage attiré notre curiosité et qui est le facteur principal dans le choix de cette région est la distribution inégale des conflits qui se sont déclenchés suite à l'effondrement du régime soviétique. Qu'est-ce qui peut expliquer, par exemple, que les États du Caucase soient dévastés par la guerre alors que les États baltes sont restés non violents ? À cette question, notre modèle théorique soumet comme hypothèse que, dans tous les cas où nous avons assisté à des guerres, les seuils de motivations et de capacités ont été atteints par les groupes rebelles, alors que dans les cas où nous n'avons pas assisté à la guerre, ces mêmes seuils n'ont pas été atteints.

1. Échantillon

Nous avons appliqué notre modèle théorique aux 38 minorités ethniques répertoriées par le *Minority at Risk Project* et qui sont dispersées à l'intérieur de 14

des 15 ex-républiques soviétiques. Ce choix d'échantillon est avant tout dicté par des considérations méthodologiques. Rappelons que le modèle théorique ne vise pas spécifiquement les groupes ethniques, au contraire il a pour objectif d'être applicable à tous les types de groupes sans discrimination (groupes criminels, idéologiques, ethniques...). Or, puisque des données sont facilement accessibles et clairement répertoriées au sujet des minorités ethniques de la région proposée, nous avons consenti à réduire le potentiel de généralisation de nos résultats, en nous concentrant sur un échantillon plus restreint pour lequel des données sont accessibles plus systématiquement.

2. Période à l'étude

Pour ces 38 minorités ethniques, nous avons cherché à savoir si les seuils de motivations et de capacités étaient atteints à trois intervalles de temps différents : 1991, 1995 et 2000. Nous avons débuté le test de la théorie en 1991 car cela nous permet de considérer comme constantes les deux variables systémiques identifiées précédemment (dilemme de sécurité et transition de puissance). Il est en effet théoriquement cohérent de considérer que chacune des républiques soviétiques a été placée dans une situation similaire suite à l'effondrement de l'union. Chacune a dû faire face au retrait/désengagement de Moscou et aux risques pour la stabilité que cela engendrait. Pour cette raison, les variables systémiques ont été écartées du test. Elles devraient néanmoins être incluses dans une situation différente, où il serait impossible de les considérer comme constantes.

3. Nombre d'observations

À l'aide des données recueillies, la théorie a prédit un résultat anticipé : soit la guerre, ou l'absence de guerre, et ce, pour les 38 minorités aux 3 intervalles de temps mentionnés. Au total, nous avons donc 114 cas à l'étude. Prenons un instant pour souligner que lors du choix de cette méthode de preuve, nous avons pris en considération le fait « qu'un [nombre limité] de cas ne saurait constituer ni une base assez solide pour une généralisation valide, ni une preuve pouvant infirmer une théorie »⁶⁷. Ainsi, notre modèle théorique ne saurait être validé ou rejeté avec certitude suite à son application au cas des minorités ethniques des ex-républiques soviétiques. Par ailleurs, nous croyons qu'une telle méthode est un point de départ fort utile pour la mise sur pied d'un cadre d'analyse tel que celui proposé à l'intérieur de ce projet. En fonction des résultats obtenus, il pourra être envisageable de confronter la théorie à un échantillon plus vaste dans le but d'obtenir plus d'information sur le potentiel de la théorie.

4. Résultats anticipés et réels

Comme nous l'avons mentionné précédemment, à l'aide des données recueillies la théorie parvient à prédire si le déclenchement d'une guerre aura lieu ou non. Rappelons que la théorie stipule que le déclenchement d'une guerre est automatique lorsque les seuils de motivations et de capacités sont atteints. Si un de

⁶⁷ Arend Lijphart, « Comparative Politics and the Comparative Method », *The American Political Science Review* 65, 3 (septembre 1971), 691.

ces deux seuils n'est pas atteint, le conflit ne se déclenche pas, ou n'atteindra pas les critères de la guerre intra-étatique tel que définie. Nous avons donc comparé les résultats prédits par la théorie avec ce qui s'est passé dans la réalité dans le but de vérifier si les prédictions se sont avérées. Par le truchement de cette étape, nous sommes donc parvenus à déterminer le pourcentage d'efficacité de la théorie. Les résultats obtenus sont présentés dans le chapitre suivant.

5. Seuils de motivations et de capacités

Pour parvenir à déterminer si les seuils de motivations et de capacités étaient atteints, nous avons établi une liste de règles. Pour ce qui est du codage des motivations, les frustrations ou l'avidité doivent avoir été codées positivement. Rappelons que le modèle ne vise pas à déterminer la motivation la plus importante. Il spécifie simplement qu'un groupe doit en avoir une, et qu'elle sera soit la frustration ou l'avidité. Pour ce qui est du codage des frustrations et de l'avidité, elles ont été codées positivement si au moins 50% des variables explicatives leur étant attribuées l'ont été également. Par exemple, les frustrations ont été codées positivement si au moins 50% (dans ce cas ci au moins 3) de fragmentation communautaire, développement économique, inégalités économiques, type de régime politique, instabilité politique et prise de décisions ont été codées positivement. Dans le cas des capacités, capacités matérielles et capacités humaines doivent être codées positivement pour que l'ensemble des capacités le soit également. Suivant la même règle que les motivations, au moins 50% des variables indépendantes leur étant attribuées doivent être codées positivement.

Chapitre 5 : Résultats

Ce chapitre aura comme objectif de présenter les résultats obtenus suite au test de la théorie⁶⁸. Pour ce faire, nous débuterons par la présentation des éléments pertinents au sujet des motivations des groupes étudiés. Nous enchaînerons par la suite avec les résultats en ce qui a trait aux capacités. Au terme de ces deux étapes, nous présenterons certains constats au sujet du pouvoir explicatif de la théorie.

Soulignons immédiatement qu'un tableau des résultats sommaires est présenté à l'annexe 1. Ce tableau offre une version allégée des résultats et présente si les seuils de motivations et de capacités sont atteints. Il présente également pour chaque cas les résultats anticipés et les résultats réels. Le lecteur aura accès à l'ensemble des résultats à l'annexe 2. Le codage de chaque variable y est présenté ainsi que l'agrégation pour les frustrations, l'avidité, les capacités matérielles et les capacités humaines.

1. Motivations

Le seuil nécessaire de motivations a été atteint dans 70 cas sur 114, pour un pourcentage de 61,4%. Il est possible de considérer atteint le niveau de frustrations dans 58 cas sur 114, pour un pourcentage de 50,9%. En ce qui a trait à l'avidité, le seuil requis est atteint dans 19 cas sur 114, pour un pourcentage de 16,7%. Notons

⁶⁸ L'étude totalise 1368 observations. 12 variables indépendantes et 38 cas à 3 années différentes.

que le total des cas ayant atteint le seuil requis de motivations n'est pas égal à la somme des cas ayant atteint le seuil de frustrations et le seuil d'avidité⁶⁹. Ceci s'explique par le fait que certains cas à l'étude atteignent les deux seuils requis simultanément, alors que d'autres n'en atteignent aucun ou un seul à la fois⁷⁰.

Dans un autre registre, soulignons que le faible pourcentage en ce qui a trait à l'avidité est dû aux difficultés à recueillir les données au sujet des exportations de matières premières. En effet, dans plus de 50% des cas nous n'avons pas de données pour poser un jugement. L'indice retenu n'est pas disponible pour la région à l'étude avant 1994 et il n'est que partiellement disponible entre 1994 et 1995. Malgré tout, signalons que ce manque de données a beaucoup moins d'impact que ce que l'on pourrait croire. En raison du fait que l'avidité n'est pas essentielle au déclenchement d'une guerre, mais bien l'une des motivations possibles, nous possédons tout de même suffisamment de données pour nous prononcer sur le seuil de motivations dans 92 cas sur 114, pour un pourcentage de 80,7%. Cette situation s'explique en raison du fait qu'une grande partie des cas où nous n'avons pas de données sur l'avidité atteignent déjà le seuil requis de frustrations. Il reste néanmoins 22 cas sur 114 (19,3%) où le seuil de frustrations n'est pas atteint et où nous n'avons pas de données sur l'avidité ; ce qui nous empêche donc de poser un jugement sur l'atteinte ou non du seuil de motivations.

⁶⁹ C'est pourquoi $50,9\% + 16,7\% = 67,6\%$ (n'est pas égal à 60,5%)

⁷⁰ Plus en détails, nous avons recensés 52 cas où le seuil de frustrations est atteint, 13 où seul le seuil d'avidité est atteint, 6 cas où les deux seuils sont atteints simultanément et 43 où aucun seuil n'est atteint.

Toujours est-il que lorsqu'il est temps pour la théorie de prédire le résultat anticipé, nous avons suffisamment de données pour nous prononcer sur chacun des cas. Ceci s'explique par le fait que le niveau de capacités est insuffisant pour tous les cas où nous n'avons pas de données au sujet des motivations. Rappelons que pour que le déclenchement d'une guerre ait lieu, les capacités et les motivations doivent être codées positivement. En d'autres termes, nous ne nous trouvons jamais devant une situation où un groupe possède le niveau de capacités suffisant, mais où les données sur leur niveau de motivations sont manquantes. Puisque les difficultés rencontrées lors de la collecte de données n'influencent pas les résultats du projet, nous n'avons pas pris de mesure additionnelle afin de combler les lacunes au sujet du manque de données sur l'avidité⁷¹.

2. Capacités

Du côté des capacités, le seuil nécessaire a été atteint dans seulement 11 cas sur 114, pour un pourcentage de 9,6%. D'une part, le seuil de capacités matérielles est atteint dans 39 cas sur 114, pour un pourcentage de 34,2%. D'autre part, le seuil de capacités humaines est atteint dans 14 cas sur 114, pour une proportion de 12,3%. Le nombre de cas qui atteint le seuil de capacités est relativement bas en raison du fait qu'il nécessite la combinaison à la fois des capacités matérielles et humaines. Si l'on met en contraste le faible pourcentage de cas qui atteint le seuil de capacités avec le fort pourcentage de cas qui atteint le seuil de motivations, il est possible d'affirmer

⁷¹ Il aurait par exemple pu être envisagé d'ajouter des années d'études où l'indice était disponible, ou d'envisager un autre indice pouvant mesurer l'avidité des groupes.

que si la majorité des groupes à l'étude possède des raisons suffisantes pour prendre les armes, très peu en ont les moyens. De surcroît, il semble que la présence concomitante de motivations et de capacités soit un fait encore plus rare puisque seulement 3 cas sur 114 ont connu un épisode de guerre; ce qui donne une proportion de seulement 2,6%.

3. Grandes tendances

En ce qui a trait au pouvoir explicatif de la théorie, il y a lieu d'être optimiste. De manière générale, il existe une forte corrélation entre nos hypothèses de départ et les résultats observés. D'un côté, elle a su prédire 3 épisodes de guerre sur 3, pour un pourcentage d'efficacité de 100%⁷². D'un autre côté, elle a été en mesure d'identifier 105 épisodes d'absence de guerre sur 111, pour un pourcentage d'efficacité de 94,6%. Si l'on combine l'ensemble des résultats possibles, la théorie a su prédire avec succès la présence ou l'absence de guerre 108 fois sur un total de 114 cas à l'étude, offrant un pourcentage d'efficacité de 94,7 %.

⁷² Les trois conflits en question sont Arméniens d'Azerbaïdjan 1991, Tchétchènes de Russie 1995 et 2000.

Chapitre 6 : Analyse

Comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent, il existe une forte corrélation entre nos hypothèses de départ et le déclenchement ou non d'une guerre. Ces résultats préliminaires sont encourageants, mais il est impératif d'analyser le modèle théorique plus en profondeur. Cette section aura pour tâche de dépasser la simple association statistique dans le but de déterminer s'il existe bel et bien un lien causal entre nos hypothèses et le déclenchement ou non d'une guerre. Dans le but d'effectuer cette tâche, nous procéderons en 2 étapes. Premièrement, nous chercherons à valider le modèle théorique en nous appuyant sur deux cas ayant été prédits correctement par la théorie. D'une part, nous analyserons le cas de la minorité arménienne d'Azerbaïdjan en 1991. D'autre part, nous étudierons le cas de la minorité gagaouze de Moldavie également à l'année d'étude 1991. Deuxièmement, nous chercherons à critiquer l'efficacité de la théorie en nous appuyant sur trois cas qu'elle n'a pas su prédire correctement : Slaves de Moldavie 1991 et Arméniens d'Azerbaïdjan 1995 et 2000.

1. Thèse : Argumentation en faveur de la théorie

Dans le but de prouver le lien causal entre nos hypothèses et les résultats observés nous procéderons en deux étapes. Premièrement, nous chercherons à établir que l'atteinte simultanée des seuils de motivations et de capacités par les groupes à l'étude est essentielle pour expliquer le déclenchement de ces guerres. Nous

démontrerons cet argument à l'aide du cas de la minorité arménienne d'Azerbaïdjan en 1991. Deuxièmement, nous chercherons à établir que les cas où la guerre n'a pas été déclenchée peuvent être expliqués par un seuil, soit de motivations, soit de capacités, trop limité. En d'autres termes, nous chercherons à démontrer que l'absence de guerre est due au fait que le groupe en question n'atteint pas les seuils de motivations et de capacités simultanément. Nous appuierons cette position à l'aide du cas de la minorité gagaouze en 1991.

1.1 Minorité arménienne d'Azerbaïdjan 1991

Géographiquement, la minorité arménienne est présente à travers tout l'Azerbaïdjan, mais est largement concentrée dans la région du Nagorno-Karabakh (NK) où elle constitue la majorité. Malgré le fait que le NK ait joui d'un statut de province autonome de 1923 jusqu'à 1991, la minorité arménienne de la région s'est toujours plainte de discrimination culturelle et de sous-développement économique⁷³ et a exprimé à plusieurs reprises le désir que la région soit transférée sous le contrôle de l'Arménie⁷⁴. Or, pendant des décennies, les autorités soviétiques ont réussi à écarter ces enjeux de l'agenda politique⁷⁵. Ce n'est qu'avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev et des politiques de glasnost et de pérestroïka que la porte fut ouverte à une recrudescence des revendications de la minorité arménienne. L'intensité de

⁷³ Charles King, « The Benefits of Ethnic War », *World Politics* 53, (juillet 2001), 529.

⁷⁴ International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh : A Plan For Peace », Europe Report no 167, 11 octobre 2005, 3.

⁷⁵ Stuart J. Kaufman, « Soviet Union : The Nagorno-Karabakh Conflict » dans Joseph R. Rudolph Jr., dir, *Encyclopedia of Modern Ethnic Conflicts* (Westport, Connecticut: Greenwood Press, 2003), 208.

celles-ci culmina en 1988 lorsque le soviet du NK passa une résolution demandant le transfert officiel de la région sous le contrôle de l'Arménie⁷⁶. Pour les autorités azéries, compromettre l'intégrité territoriale de l'État était une option non envisageable et le contentieux s'est envenimé jusqu'à atteindre le stade de guerre⁷⁷. En effet, entre 1991 et 1994, les forces azéries et arméniennes se sont livrées une guerre pour le contrôle de cette région dans laquelle environ 20 000 morts liées aux combats ont été recensées⁷⁸. Bien que les combats aient cessé, aucun règlement officiel n'est survenu et le risque de réactivation du conflit est toujours présent. À ce jour, la région du NK, bien que faisant légalement toujours partie de l'Azerbaïdjan, est *de facto* une région autonome qui ne répond plus de Baku, la capitale du pays⁷⁹.

Nous chercherons à démontrer dans le reste de cette section que la présence concomitante chez la minorité arménienne d'un haut niveau de motivations et d'un haut niveau de capacités a contribué au déclenchement de la guerre. Cette section ne se veut pas une analyse exhaustive des causes du conflit. Elle vise simplement à mettre en lumière la plausibilité de l'existence d'un lien causal entre nos hypothèses de départ et la guerre entre Arméniens et Azéris.

⁷⁶ International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh : A Plan For Peace », 3.

⁷⁷ Ibid., 4.

⁷⁸ Pour une introduction sur les enjeux, l'historique ainsi que l'évolution du conflit, voir Stuart J. Kaufman, « Soviet Union : Nagorno-Karabakh », 207-214.

⁷⁹ Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management, En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>>, *chronology of Armenians in Azerbaijan* (page consultée le 14 février 2006).

1.1.1 Motivations

En ce qui a trait aux motivations, bien qu'il soit impossible de nous prononcer sur l'avidité en raison de l'absence de données pour l'année à l'étude, le modèle stipule que le groupe atteint le niveau requis de frustrations. Sur un total de 6 variables influençant le niveau de frustrations, la minorité arménienne du NK est codée positivement sur 4 d'entre elles. Alors que la fragmentation communautaire et le niveau de développement économique n'atteignent pas les seuils à partir desquels les frustrations sont considérées alimentées, il est possible de considérer comme des frustrations majeures l'instabilité politique, le type de régime politique, les fortes inégalités économiques ainsi que la prise de décision des leaders politiques de l'État central azéri.

1.1.1.1 Instabilité politique. En ce qui a trait à l'instabilité politique, le codage du régime politique azéri a varié de 3 points sur l'échelle Polity IV au cours des 3 années précédant 1991, passant de -6 à -3. Il est vrai que cette marque traduit un mouvement en direction de la démocratie, néanmoins, puisque de manière absolue la marque demeure faible et a connu une variation importante, on doit considérer qu'elle signifie surtout une période trouble pour le régime.

Cette période trouble peut notamment être illustrée par l'émergence du Front Populaire Azéri (FPA) et les événements ayant mené à sa reconnaissance officielle par le pouvoir communiste en place à Bakou. Dans le contexte de la *Perestroïka* et des revendications sécessionnistes du NK, la population d'Azerbaïdjan réclamait

davantage de démocratie et d'autonomie vis-à-vis de l'Union soviétique ainsi qu'une réaffirmation de la souveraineté azérie sur l'ensemble de son territoire⁸⁰. Le FPA, un regroupement d'intellectuels dirigé par Abulfaz Elchibey, s'érigea progressivement en tant que titulaire de ces revendications et mis de l'avant un agenda politique nationaliste. Or, à l'époque, le gouvernement refusait de le reconnaître officiellement. Ainsi, dans le but de faire pression sur le gouvernement, le FPA appela à l'automne 1989 l'industrie et les employés des transports à débrayer massivement⁸¹. La mise en branle de ces grèves nationales eut pour conséquence de déstabiliser l'économie entière du pays et d'étouffer le NK derrière un blocus économique. En raison de l'ampleur du mouvement et des conséquences négatives pour l'économie, le gouvernement fut contraint de considérer le FPA comme un interlocuteur officiel. Notons également qu'à l'époque, la direction du FPA n'avait pas écarté la possibilité d'une rébellion générale si la tactique des grèves n'avait pas mené à sa reconnaissance légale⁸².

Nous considérons que cette période d'instabilité pour le régime azéri a pu remettre en cause sa capacité à assurer une saine gestion du pays. Pris au milieu de ce tumulte, et faisant face à des sentiments anti-arméniens de plus en plus forts⁸³, il

⁸⁰ Suzanne Goldenberg, *Pride of Small Nations: The Caucasus and Post-Soviet Disorder* (Londres, New-Jersey: Zed Books Ltd., 1994), 116-119 et Audrey L. Altstadt, « Decolonization in Azerbaijan and the Struggle to Democratize », dans Donald V. Schwartz et Razmik Panossian, *Nationalism and History: The Politics of Nation Building in Post-Soviet Armenia, Azerbaijan and Georgia* (Toronto: University of Toronto Press, 1994), 101-106.

⁸¹ Michael P. Croissant, *The Armenia-Azerbaijan Conflict: Causes and Implications* (Londres: Praeger, 1998), 32-36.

⁸² Mark Saroyan, « The Karabakh Syndrome and Azerbaijani Politics », dans Edward W. Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity: Reshaping Community in the Former Soviet Union* (Berkeley: University of California at Berkeley Press, 1997), 194.

⁸³ Les sentiments anti-arméniens ont connu une escalade jusqu'à mener à des progroms qui n'ont pu être empêchés ou arrêtés par les autorités gouvernementales. Voir à ce sujet les événements de

est possible d'affirmer que la minorité arménienne du NK a éprouvé du mécontentement et des frustrations, ce qui explique en partie le désir de prendre les armes.

1.1.1.2 Régime politique. En ce qui a trait au régime politique, l'État d'Azerbaïdjan obtient une marque de -3 sur l'échelle proposée par le projet Polity IV. L'indice offert varie entre -10 et 10; de fortement autocratique à fortement démocratique. Selon ces critères, il est donc possible de considérer l'Azerbaïdjan comme un régime anocratique. Nous soutenons que la performance médiocre de l'Azerbaïdjan en matière de démocratie constitue une source de frustrations pour la population et contribue à la mobilisation de la minorité arménienne.

Cette performance médiocre en matière de démocratie se traduit notamment par un processus électoral déficient. En effet, l'élection présidentielle de 1991 ne fut pas totalement libre. Ayaz Moutalibov fut élu au titre de président sans trop de problèmes puisqu'il était le seul à figurer sur le bulletin de vote⁸⁴. Le seul adversaire s'était retiré de la course quelque peu avant l'élection. En plus de l'absence de compétition, des fraudes et des irrégularités ont entaché l'élection, remettant en question la légitimité de l'autorité gouvernementale⁸⁵. Dans un autre registre, il est également possible de noter les barrières légales en place et dont l'objectif est de rendre plus difficile la mise sur pied de groupes de pression ou de partis politiques

Sumgait en février 1988 dans Mark Malkasian, *Gha-ra-bagh : The Emergence of the National Democratic Movement in Armenia* (Detroit : Wayne State University Press, 1996), 51-58.

⁸⁴ Jan Krauze, « URSS : Les potentats d'Asie centrale et du Caucase », *Le Monde* (Paris), 10 septembre 1991, 1.

⁸⁵ Goldenberg, *Pride of Small Nations*, 118.

d'opposition. On peut noter par exemple, les lourdes procédures d'accréditation ainsi que les restrictions imposées quant au champ d'action des groupes⁸⁶. Ceci peut être illustré par la lenteur du gouvernement à reconnaître officiellement le Front Populaire Azéri qui avait émergé en 1989 comme une force politique d'importance⁸⁷.

L'absence de processus électoral transparent et la faible légitimité de l'autorité gouvernementale qui en découle ainsi que les obstacles bureaucratiques à l'émergence de groupes d'oppositions, ajoutés aux droits et libertés des citoyens qui sont peu protégés⁸⁸, non seulement attisent les frustrations, mais créent également un environnement propice à l'insurrection.

1.1.1.3 Inégalités économiques. En ce qui a trait aux inégalités économiques, la minorité arménienne d'Azerbaïdjan obtient une marque de 3 sur une échelle variant entre 0 et 4. Selon les critères offerts par le *Minority at Risk Project* il est donc possible d'affirmer que ce groupe était en 1991 victime d'inégalités économiques et que l'État central ne mettait en place aucune politique concrète afin de remédier à la situation⁸⁹. Selon les propos de Mark Saroyan, l'économie locale du NK a souffert de plusieurs décennies de sous investissement de la part du gouvernement central qui

⁸⁶ Andrew T. Green, « Comparative Development of Post-Communist Civil Societies », *Europe-Asia Studies* 54, 3(mai 2002), 457-460.

⁸⁷ Croissant, *The Armenia-Azerbaijan Conflict*, 32-36.

⁸⁸ Valerie Bunce, « The Political Economy of Postsocialism », *Slavic Review* 58, 4(hiver 1999), 773-775 et Kathleen M. Dowley, « Social Capital, Ethnicity and the Support for Democracy in the Post-Communist States », *Europe-Asia Studies* 54, 4(juin 2002), 507-508.

⁸⁹ Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management, En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>>, *data on economic discrimination* (page consultée le 2 octobre 2006).

priorisait le développement d'autres régions du pays⁹⁰. Ce développement inégal a eu pour conséquence de maintenir le NK dans un état de pauvreté relatif et a fossilisé la minorité arménienne dans un rôle de subordonné au sein la vie économique d'Azerbaïdjan⁹¹. La discrimination économique dont ils ont été victimes et l'insuccès à garantir les droits économiques au sein de l'Azerbaïdjan constituent des sources de frustrations majeures ayant contribué à la mobilisation de la minorité arménienne⁹².

1.1.1.4 Prise de décisions. Selon la chronologie offerte par le *Minority At Risk Project*, les autorités azéries ont planifié l'expulsion de milliers d'Arméniens hors d'Azerbaïdjan et la perpétration d'actes de violences à leur égard. Citons par exemple l'opération *ring* conduite au printemps 1991. Dans le cadre de celle-ci, les forces azéries, appuyées des forces soviétiques, ont pillé, puis brûlé complètement de nombreux villages et commis des atrocités contre la population civile⁹³. Par le truchement de cette opération, le gouvernement azéri visait à étouffer les aspirations sécessionnistes des Arméniens du NK et, ultimement, les forcer à quitter le pays⁹⁴. Il est également possible de citer en exemple le bombardement indiscriminé de la ville de Stepanakert, capitale du NK et important symbole de la lutte arménienne pour

⁹⁰ Mark Saroyan, « Trouble in the Transcaucasus », dans Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity*, 170 et Mark Saroyan, « The Karabakh Syndrome », dans *Ibid.*, 180.

⁹¹ Ronald Grigor Suny, *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History* (Bloomington et Indianapolis : Indiana University Press, 1993), 199-200.

⁹² *Ibid.*, 205-206 et Mark Saroyan, « Majority-Minority Relations in the Soviet Republics », dans Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity*, 130.

⁹³ Croissant, *The Armenia-Azerbaijan Conflict*, 40-43.

⁹⁴ Les objectifs des dirigeants soviétiques allaient de pair avec ceux des dirigeants azéris. Suite au refus de l'Arménie de participer au référendum sur l'avenir de l'Union soviétique, Moscou décida de s'en prendre à des Arméniens situés hors de l'Arménie afin de faire pression sur celle-ci pour qu'elle revoie ses visées indépendantistes.

l'autonomie, en décembre 1991; lequel fut condamné par de nombreux organismes pour la défense des droits de l'homme en raison des civils touchés dans les attaques⁹⁵.

Soulignons que les Azéris n'avaient pas le monopole de ce type d'action. En effet, dans les années précédant le début de la guerre chaque communauté a commis de tels actes envers l'autre. Notre objectif n'est pas de justifier ou de condamner ces épisodes de violence, mais plutôt de mettre en lumière qu'ils ont le potentiel d'attiser les frustrations des groupes qui en sont victimes. Il est indubitable que le déplacement de populations et l'utilisation de la violence de manière indiscriminée contreviennent de façon importante au contrat social liant l'État et la population. Ces actes de violence ont attisé les frustrations de la minorité arménienne et constituent une source additionnelle de motivation à la mobilisation et l'escalade du conflit⁹⁶.

En résumé, il est possible d'affirmer que la minorité arménienne du NK possède un niveau de frustrations suffisamment élevé pour vouloir prendre les armes et se soustraire d'une situation qu'il lui semble injuste. Il est important de souligner l'interaction de chacune des variables. En isolation, elles ne sauraient être des causes suffisantes pouvant motiver un groupe à prendre les armes. C'est leur présence concomitante, qui accentue l'effet de chacune et qui crée le momentum nécessaire à l'atteinte du seuil minimum de motivations. Cette motivation à renverser la situation ne peut à elle seule expliquer pourquoi le conflit a atteint le stade de guerre. L'élément clé se situe dans l'atteinte concomitante d'un niveau de capacités suffisant.

⁹⁵ Goldenberg, *Pride of Small Nations*, 153

⁹⁶ C'est notamment en raison d'actions violentes de ce type que les premières milices arméniennes furent créées. Voir Ibid., 164-165.

1.1.2 Capacités

Selon les critères proposés par le modèle théorique, il est possible de juger que la minorité arménienne possède à la fois les niveaux de capacités matérielles et humaines requis. Au niveau des capacités matérielles, le groupe est codé positivement pour la présence d'un allié et négativement pour l'exploitation des ressources. Au niveau des capacités humaines, le groupe est codé positivement pour la concentration, la présence d'un allié, mais négativement pour ce qui est des jeunes hommes peu éduqués.

1.1.2.1 Concentration géographique. Selon les données recueillies par le *Minority At Risk Project*, ce groupe atteint une cote de 2 sur une échelle de 3 en ce qui a trait à la concentration géographique. Le groupe est donc majoritairement regroupé dans une seule région, en l'occurrence le NK. Les dernières données disponibles sur la population du NK datent du recensement de 1989. On évaluait à l'époque que les Arméniens formaient environ 75% de la population de l'enclave, soit environ 145 000 habitants⁹⁷. La mobilisation et le recrutement des troupes sont facilités du fait que cette masse critique est concentrée dans un territoire relativement petit (4388 km²)⁹⁸. La concentration de la population favorise également l'organisation d'une force massive et compacte, offrant une opposition plus cohérente à l'ennemi. Dans le but de mettre sur pied une armée, les autorités du NK ont décrété

⁹⁷ Razmik Panossian, « The Irony of Nagorno-Karabakh: Formal Institutions versus Informal Politics », dans James Hughes et Gwendolyn Sasse, *Ethnicity and Territory in the Former Soviet Union* (London et Portland : CASS, 2002), 161.

⁹⁸ Christopher J. Walker, *Armenia and Karabakh: The Struggle for Unity* (London: Minority Rights Publications, 1991), 73.

la conscription de tous les hommes valides âgés de 18 à 45 ans⁹⁹. Les meilleurs estimés évaluent entre 22 000 et 32 000 le nombre de soldats mobilisés localement en 1991¹⁰⁰.

1.1.2.2 Présence d'un allié. L'élément déterminant en ce qui a trait aux capacités de la minorité arménienne se trouve dans le support obtenu par des alliés extérieurs au conflit. L'Arménie qui considère le NK comme un territoire vital à son existence¹⁰¹ et qui estime que la sécurité des Arméniens de cette région est compromise¹⁰² a participé à augmenter les niveaux de capacités matérielles et humaines du groupe. Sans l'avouer officiellement, l'Arménie a contribué de manière importante à l'effort de guerre par l'envoi de troupes, de matériel militaire et de financement¹⁰³.

Soulignons que les forces arméniennes ont également obtenu un support militaire soviétique. Ils ont par exemple obtenu les services de conseillers de la part de généraux et l'usage de matériel et de troupes qui étaient sur place à l'époque du conflit¹⁰⁴. Le support soviétique auquel nous faisons référence ne vient pas

⁹⁹ Pierre Jolicoeur, « Influence de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh entre 1988 et 1996 », Programme d'analyse de Politique Étrangère (Québec : IQHEI Université Laval, Montréal : CEPES UQAM, 1998), 53

¹⁰⁰ Ce nombre n'inclut pas les quelques 8000 volontaires en provenance d'Arménie. Voir International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1992-1993* (London : Brassey's, 1992).

¹⁰¹ International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh : A Plan For Peace », 3.

¹⁰² David D. Laitin et Ronald Grigor Suny, « Armenia and Azerbaijan: Thinking a Way Out of Karabakh », *Middle East Policy* 7, 1 (octobre 1999), 152.

¹⁰³ Goldenberg, *Pride of Small Nations*, 164-166. Puisque que l'Arménie nie être impliqué militairement dans le conflit, il est difficile d'amasser des données officielles sur le type de matériel envoyé ainsi que sur les quantités. Néanmoins, il est répertorié que l'Arménie a notamment fait l'envoi de missiles anti-aériens ainsi que de chars d'assaut. Voir Goldenberg, *Ibid.*, 166 et Jolicoeur, *Influence de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh*, 49.

¹⁰⁴ *Ibid.*, 166-168 et Croissant, *The Armenia-Azerbaijan Conflict*, 44.

directement des autorités gouvernementales. En fait, Moscou est demeuré officiellement neutre dans le conflit. Le soutien dont nous faisons état en 1991 provient de soldats et d'officiers ayant fait défection dans la mouvance de l'effondrement de l'Union soviétique, ainsi que de raids effectués par les troupes du NK sur les installations militaires soviétiques de la région¹⁰⁵.

Bien que globalement il est estimé que les troupes du NK n'avaient pas l'avantage en terme de force de frappe¹⁰⁶, ces deux sources de soutien ont permis aux Arméniens du NK de s'organiser militairement et de progressivement s'imposer sur le terrain face aux forces gouvernementales azéries¹⁰⁷.

En conclusion, nous soutenons donc que la présence concomitante de niveaux de frustrations et de capacités élevés offre une bonne explication des raisons pour lesquelles le conflit du NK a atteint le stade de guerre en décembre 1991. Encore une fois, précifions que la nature même du modèle théorique limite le détail de l'analyse. Ceci concédé, nous croyons qu'il jette néanmoins une lumière intéressante sur l'analyse de ce conflit. Afin d'appuyer davantage la nécessité des seuils de motivations et de capacités pour le déclenchement d'une guerre, nous analyserons

¹⁰⁵ Jolicoeur, « Influence de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh », 69.

¹⁰⁶ International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1993-1994* (London : Brassey's, 1993), 66. Pour 1991, les forces du NK opposaient un estimé de 30 000 à 50 000 soldats aux 50 000 soldats Azéris. En ce qui a trait à l'équipement sous le contrôle des forces du NK, aucun estimé fiable n'existe pour les années précédant 1995. Or, l'Institut International d'Études Stratégiques de Londres, sans avancer de quantités exactes, juge que l'équipement à la disposition des forces du NK était inférieur à celui à la disposition des forces azéris. Les forces azéris disposaient par exemple en 1991 de 330 pièces d'artillerie, 286 chars d'assaut et de 15 hélicoptères d'attaques. L'allié principal du NK, l'Arménie, avait pour sa part en 1991, 257 pièces d'artillerie, 160 chars d'assaut et 9 hélicoptères d'attaques. Voir International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1992-1993* (London: Brassey's, 1992).

¹⁰⁷ Panossian, « The Irony of Nagorno-Karabakh », 145 et David Rieff, « Case Study in Ethnic Strife », *Foreign Affairs* 76, 2(1997), 124.

plus en détail un des nombreux cas où il est possible de suggérer que la guerre ne s'est pas déclarée en raison de l'insuffisance d'un de ces deux aspects.

1.2 Minorité Gagaouze de Moldavie 1991

Nous chercherons à démontrer ici que la minorité gagaouze de Moldavie en 1991 possédait suffisamment de motivations pour entrer en guerre contre l'autorité moldave, mais ne l'a pas fait en raison de capacités matérielles et humaines trop limitées. Cette section vise à renforcer l'argumentation voulant qu'il soit nécessaire à un groupe d'atteindre simultanément les seuils de motivations et de capacités pour qu'un conflit puisse atteindre le stade de guerre telle que définie.

Au niveau géographique, la minorité gagaouze est située majoritairement dans le sud de la Moldavie où elle constitue le principal groupe ethnique avec environ 47% du total de la population de la région¹⁰⁸. Elle se distingue de la majorité moldave de par ses souches ethniques turques. Au niveau linguistique, la grande majorité de cette population considère le gagaouze comme leur langue maternelle, mais connaît également le russe. Seulement environ 4% parlent moldave¹⁰⁹.

Dans les dernières années du régime soviétique et suite à son effondrement, la Moldavie a connu une recrudescence du nationalisme moldave, ce qui a engendré

¹⁰⁸ Charles King, « Minorities Policy in the post-Soviet Republics », *Ethnic and Racial Studies* 20, 4(octobre 1997), 751.

¹⁰⁹ Ibid., 741.

certaines craintes chez la minorité gagaouze. Par exemple, en septembre 1989, l'autorité gouvernementale moldave a adopté une nouvelle loi sur la langue officielle de l'État¹¹⁰. Cette loi stipulait que le moldave devenait la langue officielle du pays et que tout employé de l'État devait démontrer qu'il la maîtrisait. C'est dans la foulée de l'entrée en vigueur de cette loi et dans un contexte où les craintes d'une unification avec la Roumanie¹¹¹ étaient exacerbées que les Gagaouzes ont proclamé la création d'une république indépendante le 18 août 1990¹¹². Face à cette sécession, le gouvernement moldave n'a rien fait pour amenuiser les inquiétudes des Gagaouzes. Il a même incité la population à se battre pour protéger l'intégrité du territoire national¹¹³. À partir de ce moment, des escarmouches se sont produites entre groupes paramilitaires gagaouzes et troupes moldaves, sans toutefois atteindre le stade de guerre.

Entre 1990 et 1994, les deux partis ont progressivement fait preuve davantage d'ouverture et en sont finalement arrivés à un règlement. Le projet d'intégration avec la Roumanie a été relégué au second plan et un nationalisme civique a pris la place du nationalisme ethnique. Un accord survenu en décembre 1994 offre aux Gagaouzes

¹¹⁰ Stuart J. Kaufman, « Spiraling to Ethnic War: Elites, Masses and Moscow in Moldova's Civil War », *International Security* 21, 2(automne 1996), 123.

¹¹¹ L'impact du projet d'intégration avec la Roumanie et ses conséquences pour les Gagaouzes sera abordé plus en détail en pp.68-70.

¹¹² [Anonyme], « URSS : Création de la République de Gagaouzie », *Le Monde* (Paris), 22 août 1990, 7.

¹¹³ Charles King, « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism », *Slavic Review* 53, 2(été 1994), 358.

un haut degré d'autonomie au sein de l'État moldave et leur confère le droit à l'indépendance si l'union avec la Roumanie se concrétisait¹¹⁴.

Qu'est-ce qui peut expliquer l'ouverture des différents partis et la signature d'un accord ? Qu'est-ce qui peut expliquer que le conflit ne se soit pas intensifié jusqu'au stade de guerre ? Tout d'abord, on doit noter que le gouvernement moldave a progressivement adopté une position plus conciliante vis-à-vis de la minorité gagaouze. D'une part, ceci doit être imputé à la perte d'influence du Front Populaire sur la scène politique moldave¹¹⁵. Ce dernier fut très critiqué par la population dans sa gestion des crises en Transnistrie et en Gagaouzie et fut remplacé au pouvoir par des candidats plus modérés, plus ouverts au dialogue avec les minorités ethniques¹¹⁶. Ce changement de ton a grandement amenuisé les peurs des Gagaouzes d'être assimilé à la culture roumaine et a favorisé un rapprochement entre les deux parties. D'autre part, on doit souligner les défaites militaires moldaves du côté du conflit en Transnistrie¹¹⁷. Dans ce contexte, les dirigeants moldaves avaient espoir qu'un règlement négocié en Gagaouzie pourrait servir de base pour une entente en Transnistrie¹¹⁸.

Si ces éléments sont sans doute importants pour expliquer la signature d'une entente négociée, et par le fait même l'absence de guerre, notre modèle théorique

¹¹⁴ Ivan Katchanovski, « Small Nations but Great Differences: Political Orientations and Cultures of the Crimean Tatars and the Gagauz », *Europe-Asia Studies* 57, 6(septembre 2005), 885.

¹¹⁵ La naissance du Front Populaire et son influence sur la scène politique moldave seront discutées plus en détail en pp.68-70.

¹¹⁶ King, « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism », 359.

¹¹⁷ Le conflit en Transnistrie sera abordé en détail en pp.74-82.

¹¹⁸ Steven D. Roper, « Regionalism in Moldova : The case of Transnistria and Gagauzia », dans Hughes et Sasse, *Ethnicity and Territory in the former Soviet Union*, 118.

suggère qu'un élément de réponse additionnel se trouve dans le niveau de capacités trop limitées de la minorité gagaouze. En d'autres termes, l'attitude plus conciliante du gouvernement a effectivement créé un contexte plus favorable à une entente, mais dans les faits, la minorité gagaouze n'avait pas véritablement les moyens de s'opposer au gouvernement plus longtemps¹¹⁹. Pour ce qui est de l'année 1991, le modèle théorique juge que la minorité gagaouze possédait le niveau de frustrations nécessaire à l'émergence d'un conflit de haute intensité, mais ne possédait pas le niveau requis de capacités.

1.2.1 Motivations

À l'année d'étude 1991, notre modèle théorique stipule que le niveau de motivations de la minorité gagaouze est suffisamment important pour qu'une guerre soit possible avec l'État central. Alors qu'il nous est impossible de nous prononcer sur l'avidité comme motivation de cette minorité en raison du manque de données pour l'année d'étude, il nous est possible d'affirmer qu'elle atteignait le seuil requis de frustrations. En 1991, le faible développement économique, le type de régime politique, l'instabilité politique et la fragmentation communautaire contribuaient à accroître le risque de conflit de haute intensité.

Selon la banque de données *World Development Indicators* de la Banque Mondiale, la Moldavie avait en 1991 un revenu par habitant annuel de 2660 \$ (PPA). Ce montant place le pays sous la moyenne mondiale qui s'établissait à 3330 \$ (PPA).

¹¹⁹ King, « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism », 362.

Au-delà de cet aspect, il est possible d'affirmer que la Moldavie traversait, dans la mouvance de l'effondrement de l'Union soviétique, une période difficile au niveau économique. Ceci s'est traduit concrètement par un déclin de 14% du PIB en 1991 et un fléchissement de la production agricole de 33% entre 1989 et 1993¹²⁰. Dans ce contexte de crise économique, la population a exprimé de l'insatisfaction et des préoccupations quant aux aptitudes du gouvernement à gérer adéquatement l'économie nationale¹²¹. C'est ainsi qu'en mai 1991, le premier ministre nationaliste Mircea Druc, également très critiqué pour sa gestion des crises en Transnistrie et en Gagaouzie, fut remplacé par le modéré Valeriu Muravschi¹²².

Tel que discuté dans le chapitre théorique, une telle conjoncture, où des problèmes de développement économique se marient à la pauvreté, a le potentiel d'attiser les frustrations de la population vis-à-vis de l'État, qu'elle considère le principal responsable de son bien-être économique¹²³. Dans un tel contexte, le modèle théorique s'attend à un risque accru de guerre.

En ce qui a trait au régime politique, l'État moldave obtient une marque de 5 sur l'échelle proposée par le projet Polity IV. L'indice offert varie entre -10 et 10; de fortement autocratique à fortement démocratique. Selon ces critères, il est donc possible de considérer la Moldavie comme un régime anocratique. Soulignons

¹²⁰ William Crowther, « The Politics of Democratization in Postcommunist Moldova », dans Karen Dawisha et Bruce Parrott, *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova* (Cambridge: Cambridge University Press, 1997), 302.

¹²¹ Ibid., 301.

¹²² Jean-Baptiste Naudet, « URSS : Les Modérés Reprennent en Main le Gouvernement de Moldavie », *Le Monde* (Paris), 28 mai 1991, 5.

¹²³ Henderson et Singer, « Civil War in Post-Colonial World », 281

toutefois que le régime moldave se situe à la limite entre anocratie et démocratie. Selon la méthodologie utilisée, un régime est considéré démocratique à partir d'une marque de 6.

L'état partiellement démocratique du régime moldave semble bien se traduire dans les faits. Selon Lucan A. Way, au début des années 1990, la Moldavie avait une vie politique parmi les plus dynamiques et ouvertes des États post-soviétiques¹²⁴. Selon l'auteur, cette situation serait davantage le résultat des faibles capacités de l'élite au pouvoir et de son incapacité à imposer un régime autocratique, que d'un réel désir de démocratie. Malgré tout, le pays démontrait au début des années 1990 les signes naissants d'un système politique compétitif et démocratique. Par exemple, la branche législative du pays était forte et agissait indépendamment de l'exécutif, le pays possédait des médias divers, non monopolisés par le pouvoir, et peu de restrictions étaient en place pour contrer l'émergence d'organisations politiques d'opposition.

Malgré ces signes encourageants, certaines irrégularités nous rappellent que la Moldavie n'était pas démocratique en 1991 et que les frustrations des groupes au sein de l'État ont le potentiel d'être attisées par cette situation. Afin d'illustrer les irrégularités dont nous faisons mention, il est possible de citer l'élection présidentielle de décembre 1991. Cette dernière ne fut pas complètement libre puisque Mircea Snegur fut élu sans opposition. Snegur, afin d'assurer son élection, a manipulé la loi

¹²⁴ Lucan A. Way, « Authoritarian State Building and the Sources of Regime Competitiveness in the Fourth Wave: The Cases of Belarus, Moldova, Russia and Ukraine », *World Politics* 57, (janvier 2005), 231-261.

électorale moldave afin d'être le seul candidat sur le bulletin de vote¹²⁵. Il est également possible de citer les tentatives faites par Snegur dans le but de réduire son exposition à la critique populaire. Pour ce faire, il instaura une loi interdisant toute « calomnie » contre le Président ou le premier ministre; une interprétation large du mot « calomnie » pouvant servir à réduire au silence des ennemis politiques¹²⁶.

Sans qu'il soit possible d'affirmer que le manque de démocratie est une cause directe du conflit entre la minorité gagaouze et l'autorité centrale, le modèle théorique stipule qu'il s'agit néanmoins d'un contexte favorable à l'émergence d'un conflit de haute intensité. Sans parler de cause directe, on peut hypothétiquement parler de cause permissive.

Il est également possible de souligner l'instabilité politique qu'a connue la Moldavie à l'époque de la mesure. Au cours des trois années précédant 1991, le régime politique est passé d'une marque de -6 à 5 sur l'échelle du projet Polity IV; passant d'autocratique à anocratique. Cette forte variation de 11 points est réputée comme un indicateur d'instabilité importante qui constitue une source de frustrations majeures. Concrètement, cette instabilité politique peut être illustrée par la montée en puissance du nationalisme moldave et du mouvement prônant l'unification avec la Roumanie.

¹²⁵ Ibid., 15.

¹²⁶ Id.

Tel que discuté dans l'introduction de cette section, dans les dernières années du régime soviétique et suite à son effondrement, la Moldavie a connu une recrudescence du nationalisme moldave. Ce mouvement était dirigé par le Front Populaire (FP), un regroupement d'organisations culturelles et sociales diverses ayant joint leurs forces en mai 1989¹²⁷. Au départ, le FP revendiquait une plus grande libéralisation de la société politique moldave. Cet objectif convergeait avec les revendications de la minorité gagaouze, dont l'organisation représentative *Gagauz Halki* fut même présente lors du congrès fondateur du FP. La convergence d'intérêts entre les deux communautés sera toutefois de courte durée. Chez le FP, le nationalisme ethnique prit rapidement le dessus sur les revendications d'ouverture et de réforme politique. C'est dans ce contexte que fut adoptée à l'automne 1989 la loi sur les langues officielles discutée précédemment. Les positions des communautés moldaves et gagaouzes devinrent progressivement irréconciliables lorsque le FP contempla une possible réunification à la mère patrie, la Roumanie.

Les préoccupations entourant cette question sont centrales au développement du conflit en Gagaouzie. L'expérience des Gagaouzes sous le règne roumain, entre 1918 et 1940, fut déterminante dans la formation de leur opinion¹²⁸. Ceux-ci affirment avoir été victimes de discrimination de la part des Roumains. Les Roumains favorisaient la population d'origine moldave, qu'ils considéraient comme des frères ethniques. Pour cette raison, une modification du statut politique de l'État en vue d'une possible union de la Moldavie avec la Roumanie était inacceptable pour

¹²⁷ King, « Minorities Policy in the post-Soviet Republics », 743-745.

¹²⁸ Katchanovski, « Small Nations but Great Differences », 889-890.

les Gagaouzes¹²⁹. Prise au milieu de ce tumulte, il est possible d'affirmer que la minorité gagaouze a éprouvé du mécontentement et des frustrations, ce qui explique la sécession d'août 1990 et qui favorise le développement d'un conflit de haute intensité.

Dans un autre registre, la société moldave est considérée fragmentée avec la répartition ethnique suivante : 64% Moldaves, 14% Ukrainiens, 13% Russes et 4% Gagaouzes¹³⁰. Géographiquement, les Ukrainiens et les Russes sont largement concentrés dans la région de Transnistrie, à l'est du pays, où ils composent environ 53% de la population¹³¹. Les moldaves forment environ 40% de cette même région. Quant aux Gagaouzes, tel que mentionné en introduction, ils sont concentrés au sud du pays où ils forment environ 47% de la population.

Selon la théorie présentée, cette répartition ethnique a le potentiel d'attiser les frustrations des différents groupes composant cette société. Rappelons que le lien entre fragmentation, frustrations et guerre n'est pas automatique, la présence de nombreux États à la fois multiethniques et stables le prouve. Cet élément de la théorie, dont la présence n'est ni nécessaire ni suffisante au déclenchement d'une guerre, stipule simplement que dans certains contextes, les problèmes identitaires associés aux États multiethniques peuvent mener à des problèmes de légitimité de l'État, qui à leur tour peuvent générer du mécontentement, des frustrations et éventuellement de la violence.

¹²⁹ Crowther, « The Politics of Democratization in Postcommunist Moldova », 298.

¹³⁰ Ibid., 286.

¹³¹ Kaufman, « Spiraling to Ethnic War », 119.

En résumé, il est possible d'affirmer que le groupe, à l'époque de la mesure, possédait un niveau de frustrations important, suffisant pour le motiver à prendre les armes et faire sécession par la force. Or, aucun combat d'envergure ne s'est produit entre les forces moldaves et gagaouzes. Comment expliquer cette situation ? Le modèle théorique soutient que la réponse se situe dans le niveau de capacités insuffisantes de la minorité gagaouze.

1.2.2 Capacités

Que ce soit en terme de capacités matérielles ou de capacités humaines, le modèle théorique stipule que la minorité gagaouze n'atteint pas les seuils nécessaires pour que le déclenchement d'une guerre soit possible. Sur les 5 variables permettant de juger des niveaux de capacités, 1 seule est codée positivement. Il s'agit de la variable mesurant le degré de concentration géographique. Par rapport à celle-ci, la minorité gagaouze obtient une marque de 3 sur une échelle variant entre 0 et 3, signifiant que le groupe est concentré dans une seule région, en l'occurrence, la Gagaouzie. Théoriquement, il est donc stipulé que la mobilisation et le recrutement sont facilités. Il faut néanmoins relativiser l'importance de cela puisque sur le territoire de la république déclarée autonome par les Gagaouzes, seulement 2 des 5 *raions* (régions) sont peuplées majoritairement par des Gagaouzes¹³². De plus, les populations locales d'origine moldave ou bulgare, qui ne se sentaient pas autant menacées par le mouvement d'union avec la Roumanie, ont accordé peu de soutien

¹³² King, « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism », 362.

au mouvement gagaouze. Ainsi, même si théoriquement on peut s'attendre à ce que la mobilisation soit facilitée, dans les faits, selon l'ensemble des documents consultés, aucune mobilisation d'importance n'est survenue.

Dans un autre registre, la population gagaouze n'est pas particulièrement jeune ou peu éduquée. La proportion de jeunes hommes entre 15 et 24 ans et le taux de scolarisation dans l'éducation secondaire sont respectivement en deçà et au-delà des moyennes mondiales pour l'année d'étude. En ce qui a trait aux ressources naturelles, rien selon les documents analysés ne permet d'affirmer qu'elles jouent un rôle important dans le financement du groupe. Au contraire, à ce chapitre la région semble relativement dépourvue vis à vis du reste du pays.

En ce qui a trait aux alliés, il est impossible d'affirmer qu'en 1991 la minorité gagaouze a reçu une aide appréciable que ce soit en termes matériels ou humains. L'allié naturel des Gagaouzes, la Turquie, n'a jamais supporté leur mouvement sécessionniste. Au contraire, la Turquie a toujours encouragé les Gagaouzes à demeurer au sein de la Moldavie¹³³. Il n'a donc jamais été question de s'immiscer dans les affaires internes d'un autre État et d'envoyer des troupes ou du financement dont l'objectif aurait été de soutenir un effort de guerre contre les troupes moldaves. De surcroît, les forces gagaouzes n'ont pas eu accès aux troupes et matériel militaire de la 14^{ième} armée russe comme ce fut le cas du mouvement sécessionniste de Transnistrie¹³⁴. Ce dernier a appuyé politiquement les revendications des Gagaouzes,

¹³³ King, « Minorities Policy in the post-Soviet Republics », 749.

¹³⁴ King, « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism », 362.

mais rien n'indique de support militaire direct¹³⁵. De plus, mentionnons que le leadership du mouvement est plus ou moins bien organisé et qu'il n'est pas parvenu à exercer un contrôle efficace sur la région.

En résumé, ce groupe qui était déjà relativement faible au niveau interne, n'a pas reçu le soutien extérieur qui parfois est critique dans ce type de contexte. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, ce soutien extérieur a permis à la minorité arménienne d'Azerbaïdjan d'atteindre un niveau de capacités suffisant et a donc joué un rôle critique dans la guerre du Nagorno-Karabakh. Dans le contexte de 1991, il aurait donc été difficile pour les Gagaouzes de s'opposer militairement aux forces armées moldaves plus nombreuses et mieux équipées¹³⁶.

2. Antithèse : Argumentation à l'encontre de la théorie

Cette section aura pour objectif de développer une argumentation allant à l'encontre de la théorie en se basant sur les cas aberrants. Bien qu'il existe une forte corrélation entre nos hypothèses et les résultats observés et bien qu'il est également possible de noter un lien de causalité entre ces mêmes hypothèses et le déclenchement ou non d'une guerre, nous sommes forcé de constater que le modèle n'est pas parfait et qu'il n'a pas été en mesure de prédire le bon résultat dans tous les cas. Sur les 114 cas à l'étude, le modèle théorique a prédit le mauvais résultat 6 fois.

¹³⁵ King, « Minorities Policy in the post-Soviet Republics », 744.

¹³⁶ On estime à 12 000 soldats réguliers et 4000 troupes paramilitaires les effectifs de l'armée moldave. L'aviation comptait de son côté un régiment d'avions de combat comprenant 30 Mig-29. Voir International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1992-1993* (London: Brassey's, 1992).

Pour ces 6 cas, il a prédit la guerre alors qu'elle ne s'est pas matérialisée¹³⁷. Lorsque le modèle juge qu'un groupe atteint simultanément les seuils de motivations et de capacités nous n'assistons pas toujours au déclenchement d'une guerre intra-étatique. Est-ce que ces cas aberrants remettent en question la théorie ? Nous analyserons 3 cas aberrants et chercherons à déterminer les implications pour l'avenir de la théorie¹³⁸. Nous débuterons par l'analyse des Slaves de Moldavie en 1991. Nous enchaînerons avec les Arméniens d'Azerbaïdjan en 1995 et 2000.

2.1 Slaves de Moldavie 1991

Comme ce fut le cas pour le conflit entre la minorité gagaouze et l'autorité moldave, le conflit opposant les Slaves à l'État central est apparu au début des années 1990 au moment de l'effondrement de l'Union soviétique. La loi sur la langue officielle qui proclamait le Moldave comme seule langue officielle du pays a, comme chez les Gagaouzes, grandement attisé la peur des Slaves au sujet d'une potentielle réunification avec la Roumanie. Plus encore, pour les Slaves majoritairement russophones et également majoritairement situés dans la région de la Transnistrie,

¹³⁷ Les cas déviants en question sont: Arméniens d'Azerbaïdjan 1995, Arméniens d'Azerbaïdjan 2000, Abkhazes de Georgie 1995, Ajars de Georgie 1991, Slaves de Moldavie 1991 et Kumyks de Russie 1991.

¹³⁸ Ces trois cas ont été choisis dans le but de garder un lien logique avec les cas analysés dans la section précédente. Le fait d'étudier la minorité arménienne à trois intervalles nous permet de voir l'évolution du conflit, ce qui donne plus de profondeur à l'analyse. Le choix du cas des Slaves de Moldavie nous permet de le mettre en relief par rapport au cas des Gagaouzes. Il est intéressant de comparer ces deux conflits en raison des résultats différents qu'ils ont connus. D'un côté, on a eu un règlement négocié et de l'autre, un conflit de haute intensité.

ceci était synonyme d'un glissement du centre d'influence en direction des Moldaves. En Transnistrie, environ 53% de la population est d'origine ukrainienne ou russe¹³⁹.

En septembre 1990, suite à l'élection d'un nouveau Parlement composé en très grande majorité de Moldaves, les Slaves de Transnistrie refusèrent de reconnaître sa légitimité et proclamèrent leur indépendance par la création de la République de Transnistrie¹⁴⁰. Une année plus tard, suite à l'indépendance de la Moldavie face à l'URSS en août 1991, le conflit poursuivit son escalade. Plusieurs villes de Transnistrie commencèrent à organiser des milices qui par la suite furent renforcées par la 14^{ième} armée russe stationnée sur le territoire. Les premiers décès liés au conflit survinrent en décembre 1991 et les combats armés continuèrent jusqu'en juillet de l'année suivante où les affrontements les plus intenses furent enregistrés lors de la prise de la ville de Bender par les forces de Transnistrie¹⁴¹.

Les combats militaires se sont terminés suite à un cessez-le-feu négocié entre la Moldavie et la Russie en juin 1992¹⁴². Bien que le président de la Transnistrie était présent lors des négociations, il n'a pas apposé sa signature à l'accord car celui-ci ne respectait pas ses attentes. Comme dans le cas des Gagaouzes, la Moldavie a offert une plus grande autonomie à la Transnistrie et l'option de faire sécession si la

¹³⁹ Kaufman, « Spiraling to Ethnic War », 119.

¹⁴⁰ [Anonyme], « URSS : Proclamation d'Indépendance d'une Région Russophone de Moldavie », *Le Monde* (Paris), 4 septembre 1990, 8.

¹⁴¹ Voir Uppsala Conflict Data Program, En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>>, *conflict summary of Moldova (Dniestr)* (page consultée le 07 novembre 2006) et Pal Kolsto, Andrei Edemsky et Natalya Kalashnikova, « The Dniester Conflict : Between Irredentism and Separatism », *Europe-Asia Studies* 45, 6(1993), 975.

¹⁴² Roper, « Regionalism in Moldova : The case of Transnistria and Gagauzia », dans Hughes et Sasse, *Ethnicity and Territory in the former Soviet Union*, 109.

Moldavie s'unissait avec la Roumanie. La république de Transnistrie a toujours refusé cette offre et continue de réclamer le statut d'État indépendant. Si dans les faits cette république n'est pas reconnue officiellement comme un État indépendant, elle en possède néanmoins tous les attributs et est *de facto* indépendante. Les risques de réactivation du conflit sont à présent considérés faibles, mais ne doivent pas être écartés complètement. Un retour en force du nationalisme moldave pourrait par exemple agir comme étincelle et raviver le conflit¹⁴³.

Sur l'ensemble du conflit, on estime à environ 700 les morts reliées aux combats¹⁴⁴. Ce total se situe en deçà du seuil établi dans notre définition du phénomène guerre. Il nous est donc impossible, selon les critères établis au début du projet, de considérer le conflit comme une guerre, et ce, bien qu'il remplisse tous les autres critères sélectionnés. Puisque le modèle théorique avait prédit la guerre, il est impératif à ce stade de nous interroger sur les raisons pouvant expliquer cette divergence. Pour ce faire, deux avenues doivent être explorées.

D'une part, on doit se demander si la théorie n'a pas surévalué les motivations et les capacités du groupe. En d'autres termes, est-il vraiment possible d'affirmer que le groupe possède suffisamment de motivations et de capacités pour entrer en guerre? D'autre part, il est également essentiel de se demander si la définition que nous proposons n'est pas trop exigeante et n'exclut pas des cas qui devraient en fait être

¹⁴³ Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management, En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>>, *risk assessment for Slavs in Moldova* (page consultée le 14 février 2006).

¹⁴⁴ Uppsala Conflict Data Program, En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>>, *Moldova (Dniestr): data on battle-related deaths* (page consultée le 07 novembre 2006).

comptabilisés. Plus exactement, est-ce que le seuil de 1000 morts est trop élevé ? Pour ce cas précis, il n'y a qu'une différence de 300 morts entre le seuil établi et le total enregistré, ce qui est relativement peu. Nous analyserons ces deux questions tour à tour.

2.1.1 Motivations

Il nous est impossible de nous prononcer sur l'avidité des Slaves en raison du manque de données pour l'année à l'étude, or il est possible d'affirmer que le niveau de frustrations atteint le stade nécessaire. Selon les données recueillies, le niveau de développement économique, le type de régime politique, l'instabilité politique et la fragmentation communautaire attisaient les frustrations du groupe et contribuaient à accroître le risque de guerre. Pour chacune de ces quatre variables, les données sont les mêmes que celles présentées dans l'analyse de la minorité gagaouze. En effet, chacune des variables se situe au niveau d'analyse étatique et l'influence qu'elles ont s'applique à chacune des minorités au sein de l'État. Comme ce fut le cas pour les Gagaouzes, ces quatre variables sont codées positivement et sont réputées comme alimentant le niveau de frustrations¹⁴⁵.

Ainsi, tel que discuté précédemment, nous jugeons que la pauvreté et les problèmes économiques, que les normes et institutions démocratiques peu développées, que la montée en puissance du nationalisme moldave et les plans

¹⁴⁵ Voir la discussion des variables en pp.64-70.

d'union avec la Roumanie ainsi que la fragmentation communautaire de l'État contribuent à alimenter les frustrations des Slaves, ce qui accroît le risque de guerre.

2.1.2 Capacités

En ce qui a trait aux capacités, il est possible de juger que les seuils de capacités matérielles et humaines sont atteints simultanément. Pour ce qui est des capacités humaines, elles sont renforcées par la concentration géographique du groupe ainsi que la présence d'un allié. L'allié en question est la 14^{ième} armée russe stationnée en Transnistrie. Cette dernière constitue également un support important ayant contribué à augmenter les capacités matérielles du groupe.

En ce qui a trait à la concentration géographique, la minorité slave de Moldavie obtient une marque de 2 sur une échelle variant entre 0 et 3. Ceci signifie que le groupe est présent à l'échelle du pays, mais qu'il est majoritairement situé dans une région, en l'occurrence la région se situant à l'est de la rivière Dniester où il représente environ 53% des quelque 740 000 habitants¹⁴⁶. Théoriquement, il est donc stipulé que la mobilisation et le recrutement sont facilités. On estime en 1991 à 15 000 le nombre de soldats mobilisés dans la garde républicaine¹⁴⁷. La mobilisation de troupes qualifiées est d'autant plus facilitée en raison du grand nombre de soldats originaires de la région et conscrits dans la 14^{ième} armée russe¹⁴⁸. Or, leur

¹⁴⁶ Kolsto, Edemsky et Kalashnikova, « The Dniester Conflict », 983.

¹⁴⁷ International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1992-1993* (London: Brassey's, 1992).

¹⁴⁸ Kolsto, Edemsky et Kalashnikova, « The Dniester Conflict », 988.

participation au conflit n'aurait pu avoir lieu sans une autorisation explicite de leurs dirigeants et une implication directe de leur contingent dans le déroulement des hostilités.

L'élément déterminant pour ce qui est du niveau de capacités des Slaves de Moldavie se trouve dans la présence d'un allié extérieur au conflit : la 14^{ième} armée russe stationnée sur le territoire de Transnistrie. Il existait un lien très étroit entre les forces républicaines et la 14^{ième} armée comme le prouve la nomination du Général Gennadii Yakolev, commandant de la 14^{ième} armée, au poste de ministre de la défense de la république de Transnistrie à l'automne 1990¹⁴⁹. En termes de force de frappe, la 14^{ième} armée russe était de loin supérieure aux forces armées moldaves¹⁵⁰. Il est estimé que les troupes paramilitaires de Transnistrie ont pu compter sur environ 40 000 tonnes de munitions, 10 000 soldats réguliers et 60 000 réservistes pour les appuyer dans leur effort de guerre contre les troupes moldaves¹⁵¹. Cette aide a été déterminante pour ce qui est des niveaux de capacités matérielles et humaines et a permis aux forces de Transnistrie de s'imposer militairement face aux Moldaves.

¹⁴⁹ Ibid., 984.

¹⁵⁰ En terme d'équipement, la 14^{ième} armée avait par exemple à sa disposition 230 chars d'assaut, 330 pièces d'artillerie, 24 missiles anti-aériens et 40 hélicoptères d'attaques. On estime à 10 000 réguliers et 60 000 réservistes les troupes stationnées en Transnistrie. Du côté des forces moldaves, on estime à 12 000 soldats réguliers et 4000 troupes paramilitaires les effectifs mobilisés. L'aviation comptait de son côté un régiment d'avions de combat comprenant 30 Mig-29. Pour 1991, nous ne possédons pas d'estimé fiable pour ce qui est de l'équipement à la disposition de l'armée, mais tout porte à croire que la force de frappe était plus faible que celle de la 14^{ième} armée. En 1992, l'équipement à leur disposition avait augmenté et demeurait moins important que celui de la 14^{ième} armée. En 1992, l'armée moldave avait par exemple à sa disposition 80 pièces d'artillerie, 52 véhicules blindés, 25 missiles anti-aériens et 3 hélicoptères d'attaques. Voir International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1992-1993* (London: Brassey's, 1992) et International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1993-1994* (London: Brassey's, 1993).

¹⁵¹ Roper, « Regionalism in Moldova », dans Hughes et Sasse, *Ethnicity and Territory in the former Soviet Union*, 107.

Charles King soutient même que sans la contribution de la 14^{ième} armée, le conflit ne se serait probablement pas intensifié jusqu'au stade de guerre¹⁵².

En somme, nous considérons que l'évaluation faite par la théorie au sujet des niveaux de motivations et de capacités est juste, et de ce fait, nous considérons le pronostic de guerre justifié. Tous les éléments pour qu'une guerre éclate étaient réunis et en substance, c'est ce qui s'est passé. En effet, mis à part le seuil de violence, tous les éléments définissant la guerre intra-étatique sont respectés dans le cadre de ce conflit. Le conflit s'est déroulé à l'intérieur des frontières d'un État internationalement reconnu. On a assisté à des combats soutenus, où la violence était bidirectionnelle. De chaque côté, les opérations étaient planifiées par des groupes organisés. Est-ce que notre définition est trop restrictive ? Est-ce que le seuil de 1000 morts par année devrait être abaissé pour inclure ce conflit, qui à tous les autres niveaux correspond à une guerre ?

2.1.3 Problème de définition

Pour le moment, et à la lumière de cet unique cas, nous sommes d'avis que ce seuil est adéquat et qu'il ne devrait pas être modifié. L'objectif visé lorsqu'on fixe un certain seuil de violence est de distinguer la guerre d'autres types de violence tels les coups, le terrorisme ou les émeutes par exemple. Plus exactement, le seuil de violence doit refléter le fait que la guerre engendre une destruction beaucoup plus

¹⁵² Charles King, « Eurasia Letter: Moldova With a Russian Face », *Foreign Policy* 97, (hiver 1994-1995), 106-121.

grande que ces autres phénomènes. Est-ce que 1000 morts par année correspond exactement au seuil à partir duquel une destruction passe de faible ou modérée à élevé ou très élevé ? Même si nous soutenons qu'il s'agit pour l'instant de la meilleure option, nous concédons que la réponse à cette question est probablement que non. Rien à notre connaissance ne permet d'affirmer hors de tout doute que ce seuil constitue la réponse. Il ne faudrait donc pas l'ériger en dogme et demeurer ouvert à d'autres alternatives.

Mais quelles sont ces alternatives ? Sont-elles vraiment plus souhaitables ? Le seuil de 1000 morts par année est parfois critiqué en raison du fait qu'il est relativement élevé, laissant de côté des cas qui respectent tous les critères d'une guerre, mais qui ont un niveau de violence trop faible¹⁵³. La première option envisageable serait donc d'abaisser ce seuil. N. Sambanis propose par exemple un seuil de 500 morts par année¹⁵⁴. Est-ce que celui-ci constitue un meilleur choix ? Nous n'en sommes pas convaincus. À date, aucune recherche ne prouve que ce seuil constitue une alternative plus adéquate pour représenter l'ampleur de la destruction associée à la guerre. De surcroît, rien n'indique que ce seuil n'engendrerait pas le biais inverse, c'est-à-dire d'inclure en plus des cas légitimes, des manifestations de violences autres que la guerre (émeutes, rébellions ou massacres par exemple). La deuxième option proposée par Sambanis est de combiner un taux absolu à un taux relatif. La marque fixée par ce dernier est 0.001, soit le pourcentage des morts en fonction de la population de l'État aux prises avec le conflit. Cette option nous

¹⁵³ Gleditsch, Wallensteen, Eriksson, Sollenberg et Strand, « Armed Conflict 1946-2001 : A New Dataset », 617.

¹⁵⁴ Sambanis, « What Is Civil War ? », 820.

semble intéressante. Toutefois, elle ne nous est d'aucune aide pour les Slaves de Moldavie puisque le conflit n'atteint pas non plus ce seuil. Le rapport des morts versus la population de l'État est de 0.0002, ce qui est considérablement sous le niveau proposé.

En somme, nous restons résolument ouverts au progrès en matière de définition du phénomène guerre, mais en raison de l'absence d'alternatives vraiment supérieures à celle proposée par le *Correlates of War*, nous considérons le seuil de 1000 morts par année comme un choix valable. Dans ce domaine, il est difficile, voire peut-être impossible d'en arriver à une définition parfaite. Il s'agit donc de faire des choix réfléchis, transparents et de les assumer. Pour le moment, même si le choix de ce seuil de violence conduit à une aberration dans le cas des Slaves de Moldavie, elle demeure marginale par rapport à l'ensemble du projet et ne saurait donc remettre sérieusement en cause sa validité.

2.2 Arméniens d'Azerbaïdjan 1995 et 2000

La minorité arménienne d'Azerbaïdjan nous procure deux autres cas aberrants permettant de critiquer la théorie. En effet, pour les années d'études 1995 et 2000, la théorie suggère une escalade du conflit vers la guerre alors que dans les faits cela ne s'est pas matérialisé. En réalité, le conflit a atteint le stade de guerre de décembre

1991 à juillet 1994¹⁵⁵. Durant cette période, cinq rondes de négociations ont été mises de l'avant afin d'en arriver à un règlement¹⁵⁶. Les parties n'en sont toujours pas venues à un accord de paix, mais un cessez-le-feu, qui a de manière générale tenu le coup jusqu'à maintenant, fut néanmoins mis en place à l'été 1994¹⁵⁷. Le conflit est donc en phase latente depuis ce temps; les Arméniens opérant une souveraineté de facto sur le NK qu'ils ont conquis militairement. Ainsi, pour ce qui est des années 1995 et 2000, on ne rapporte aucune opération militaire d'envergure ou de décès reliés à des combats entre Azéris et Arméniens¹⁵⁸.

Qu'est-ce qui peut bien expliquer ces cas déviants et quelles sont les conséquences pour la théorie ? Afin de répondre à ces questions, nous procéderons en deux étapes. Dans un premier temps, nous observerons les niveaux de motivations et de capacités du groupe. Par la suite, nous explorerons certaines hypothèses pouvant expliquer ces cas déviants et conclurons avec l'impact pour l'avenir de la théorie.

¹⁵⁵ Correlates of War Project, En ligne. <<http://www.correlatesofwar.org/>>, *data on intra-state war* (page consultée le 13 octobre 2006).

¹⁵⁶ Moorad Mooradian et Daniel Druckman, « Hurting Stalemate or Mediation? The Conflict over Nagorno-Karabakh, 1990-1995 », *Journal of Peace Research* 36, 6(novembre 1999), 709-727.

¹⁵⁷ Comme il est souligné plus loin dans cette section, il y eut certains accrocs au cessez-le-feu au cours des années. Or, ceux-ci n'ont pas eu pour conséquence d'entraîner une escalade, et le conflit n'a pas atteint le stade de guerre de nouveau.

¹⁵⁸ Uppsala Conflict Data Program, En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>>, *Nagorno-Karabakh : data on battle-related deaths* (page consultée le 13 octobre 2006).

2.2.1 Motivations

Pour les années d'études 1995 et 2000, le modèle théorique juge que la minorité arménienne possède les motivations nécessaires pour entrer en guerre. Pour 1995, il est impossible de nous prononcer sur l'avidité du groupe en raison du manque de données, mais il est possible d'affirmer que le niveau de frustrations est suffisant. Selon les données recueillies, le faible revenu par habitant, l'instabilité politique et la prise de décision des leaders politiques attisaient les frustrations et le risque de guerre.

Selon la banque de données *World Development Indicators* de la Banque Mondiale, l'Azerbaïdjan avait en 1995 un revenu par habitant annuel de 1160 \$ (PPA). Ce montant place le pays sous la moyenne mondiale qui s'établissait à 3920 \$ (PPA). La situation économique difficile dans laquelle s'est retrouvée la population suite à l'indépendance a mené à un sentiment généralisé de nostalgie face à l'époque soviétique¹⁵⁹. En quatre ans, le revenu par habitant des Azéris a chuté de plus de 50%, passant de 3830 \$ (PPA) en 1991 à 1660 \$ (PPA) en 1995. L'avènement de la démocratie et de l'économie de marché était perçu par une grande partie de la population comme ayant amené le désordre et la pauvreté. Tel que mentionné dans le chapitre théorique, la pauvreté a le potentiel d'attiser les frustrations de la population vis-à-vis de l'État, qu'elle considère le principal responsable de son bien-être

¹⁵⁹ Svante E. Cornell, « Democratization Falts in Azerbaijan », *Journal of Democracy* 12, 2(avril 2001), 120-121.

économique¹⁶⁰. Dans un tel contexte, le modèle théorique s'attend à un risque accru de guerre.

D'autre part, il est également possible de souligner l'instabilité politique qu'a connu le pays. En effet, entre 1992 et 1995, l'indice Polity IV a varié de 7 points, passant de -1 à 7. Cette variation dépasse largement le seuil de 3 points établi et marque une période trouble pour le régime. Concrètement, l'instabilité politique qu'a connue l'Azerbaïdjan à cette époque peut être illustrée par le coup d'État survenu en juin 1993¹⁶¹. En effet, suite à l'incapacité du gouvernement formé par le FPA à gérer adéquatement le conflit au NK et reprendre contrôle de l'enclave, le Colonel Surat Huseinov dirigea un coup destiné à renverser le gouvernement. Le Président Abulfaz Elçibey du quitter le pays et fut remplacé par Heydar Aliev, ancien chef du parti communiste en Azerbaïdjan dans les années 1970.

Ce coup fut accueilli favorablement par une grande partie de la population qui était insatisfaite de la performance du gouvernement¹⁶². Or, une opposition importante vis-à-vis du coup fut organisée par les supporters d'Elçibey. Plusieurs centaines de ceux-ci manifestèrent leur désaccord dans les rues de Bakou avant de se faire réprimer violemment par la police¹⁶³. Selon le modèle théorique, cette période trouble pour le régime a comme conséquence d'accroître les frustrations de certains

¹⁶⁰ Henderson et Singer, « Civil War in Post-Colonial World », 281

¹⁶¹ Cornell, « Democratization Falts in Azerbaijan », 119.

¹⁶² Serge Schmemmann, « Another Post-Soviet State Reassesses Post-Communism », *The New-York Times* (New-York), 4 juillet 1993, section 4, 4.

¹⁶³ [Anonyme], « Azerbaijan Carckdown Widens », *The New York Times* (New-York), 18 juillet 1993, section 1, 10.

groupes au sein de l'État et crée un contexte favorable à l'émergence d'un conflit de haute intensité.

La dernière variable influençant le niveau de frustrations du groupe est la prise de décisions des leaders politiques de l'État central. En effet, ces derniers n'ont pas respecté le cessez-le-feu en vigueur à l'époque et ont conduit des attaques militaires sur des villages arméniens du NK¹⁶⁴. Pour la période allant de janvier à avril 1995, le *Minority at Risk Project* rapporte un regroupement des forces azéries le long de la ligne de front ainsi que des attaques sporadiques d'artillerie en direction du NK. Notons que les deux parties violaient le cessez-le-feu à l'époque et que nous ne visons pas à condamner les actions de l'autorité centrale. Notre objectif est simplement de mettre en relief que de telles attaques ont pour conséquence d'attiser les frustrations de celui qui en est victime.

En ce qui a trait à l'année 2000, il est impossible d'affirmer que le seuil minimal de frustrations est atteint. Pour cette année d'étude, 1 seule variable, sur un total de 6, est codée positivement¹⁶⁵. Il est toutefois possible de considérer l'avidité du groupe comme étant attisée. La proportion d'exportation de ressources naturelles par rapport au PIB se chiffrait à 29,6% en Azerbaïdjan pour l'année 2000. Par

¹⁶⁴ Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management, En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>>, chronology of Armenians in Azerbaijan (page consultée le 14 février 2006).

¹⁶⁵ Pour 2000, seul le faible développement économique participe à alimenter les frustrations de la population. Contrairement à 1995, la situation politique était plus stable en 2000, l'indice Polity IV ne variant que d'un seul point dans les trois années précédant 2000. De plus, aucune décision des leaders politiques n'a pu être notée comme attisant de façon majeure les frustrations de la population. La fragmentation communautaire, le type de régime politique et les inégalités économiques, qui n'alimentaient pas les frustrations en 1995, ne les alimentent toujours pas en 2000.

rapport à l'ensemble de ces exportations, c'est le pétrole qui était la matière la plus exportée vers l'étranger. En 2000, le pétrole constituait 90% des exportations de ressources naturelles de l'Azerbaïdjan et 78% de ses exportations totales¹⁶⁶. Suite aux importants investissements de la part de compagnies étrangères¹⁶⁷, la production azérie de pétrole a augmenté de plus de 50% entre 1995 et 2000, passant de 185 000 à 280 000 barils par jour¹⁶⁸. Bien que la production de pétrole en Azerbaïdjan demeure modeste par rapport aux plus importants pays producteurs¹⁶⁹, elle est néanmoins le socle sur lequel repose l'économie azérie¹⁷⁰.

Paul Collier et Anke Hoeffler soutiennent qu'une forte dépendance par rapport à l'exportation de matières premières est le meilleur *proxy* de l'avidité et qu'un tel contexte accroît de manière significative le risque de guerre¹⁷¹. Rappelons qu'en lien avec les travaux de ces deux auteurs, nous considérons que l'avidité d'un groupe est attisée lorsqu'un pays est sévèrement dépendant de ses exportations de

¹⁶⁶ World Trade Organization, En ligne. <<http://stat.wto.org/Home/WSDBHome.aspx?Language=>>, *data on merchandise trade by commodity* (page consultée le 7 mars 2006).

¹⁶⁷ Entre 1994 et 1998, l'Azerbaïdjan a signé 21 contrats avec des compagnies étrangères pour l'exploitation du pétrole de la mer Caspienne. Les États-Unis avec Amoco et Exxon, le Royaume-Uni avec BP et Ramco, la Russie avec Lukoil et la Norvège avec Statoil y ont notamment des intérêts. Voir Alec Rasizade, « Azerbaijan in Transition to the New Age of democracy », *Communist and Post-Communist Studies* 36, (2003), 358-364 et Dominique Gallois, « Elf se prépare pour le deuxième boom pétrolier de l'Azerbaïdjan », *Le Monde* (Paris), 11 avril 1998, 15.

¹⁶⁸ Voir International Energy Agency, *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Third Quarter 1998* (Paris: OECD/IEA, 1999), 39, International Energy Agency, *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Second Quarter 2000* (Paris: OECD/IEA, 2000), 41 et International Energy Agency, *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Third Quarter 2002* (Paris: OECD/IEA, 2002), 41.

¹⁶⁹ Par exemple, la Russie produisait en 2000, 6 271 000 barils par jour, l'Arabie Saoudite 7 997 000, les États-Unis 5 786 000 et le Canada 1 680 000. Voir Id.

¹⁷⁰ Rasizade, « Azerbaijan in Transition to the New Age of democracy », 349.

¹⁷¹ Voir Collier et Hoeffler, « Greed and Grievances in Civil War », 563-595, Collier, « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity », 839-853 et Collier, « Doing Well out of War », dans Berdal et Malone, *Greed and Grievance*, 91-113.

ressources premières, c'est-à-dire lorsque ce pourcentage est plus grand ou égal à 25%.

2.2.2 Capacités

Pour les années d'études 1995 et 2000, le modèle théorique juge que la minorité arménienne possède les capacités matérielles et humaines nécessaires pour entrer en guerre. Pour les deux années d'études, le groupe est codé positivement pour 4 variables sur 5. La concentration géographique du groupe, l'exploitation des ressources naturelles et la présence d'alliés contribuent à la fois à augmenter les capacités matérielles et humaines de la minorité arménienne.

Pour ce qui est de la concentration géographique, le groupe obtient une marque de 2 sur une échelle variant de 0 à 3. Ceci signifie que le groupe est majoritairement situé dans une seule région, en l'occurrence le NK. Suite aux importants mouvements de population survenus durant le conflit, on estime que la proportion d'Arméniens dans l'enclave est passée d'environ 75% en 1989, à 95% en 2000¹⁷². Composant la très grande majorité des 150 000 habitants de la région, il est possible d'affirmer que la mobilisation est facilitée et que le niveau de capacités humaines du groupe est augmenté. Grâce aux hommes mobilisés dans l'enclave, les

¹⁷² King, « The Benefits of Ethnic War », 530.

forces du NK alignaient en 1995 entre 12 000 et 17 000 soldats¹⁷³. Pour ce qui est de 2000, l'estimation s'établissait entre 7000 et 12 000 troupes¹⁷⁴.

Pour les deux années d'études, il est possible d'affirmer que le groupe exerce un contrôle presque exclusif du NK et de ses ressources naturelles. Ceci peut être illustré dans les faits par la florissante industrie du bois d'œuvre mise sur pied suite au conflit¹⁷⁵. Bien que certaines craintes aient été exprimées quant à la déforestation et l'érosion des terres agricoles, il n'en demeure pas moins que pour l'instant, les recettes provenant du commerce de cette ressource permettent aux dirigeants du NK de consolider les capacités matérielles de l'enclave.

Finalement, pour ces deux années, et comme c'était le cas en 1991, il est possible d'affirmer que le soutien apporté par l'Arménie a permis d'augmenter à la fois les capacités matérielles et humaines du groupe¹⁷⁶. En termes militaires, le NK est toujours dépendant de l'équipement, des troupes ainsi que des conseillers en provenance d'Arménie. Par exemple, des 15 000 à 20 000 soldats stationnés au NK, on estime à 8000 ceux provenant d'Arménie¹⁷⁷. La coopération avec l'Arménie s'exprime également en termes financiers. Par exemple, des fonds furent injectés pour ériger un tronçon routier reliant le NK à l'Arménie¹⁷⁸. Le développement de

¹⁷³ International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 1995-1996* (London : Brassey's, 1995).

¹⁷⁴ International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance, 2000-2001* (London : Brassey's, 2000).

¹⁷⁵ King, « The Benefits of Ethnic War », 536.

¹⁷⁶ Panossian, « The Irony of Nagorno-Karabakh », dans Hughes et Sasse, *Ethnicity and Territory*, 150-157.

¹⁷⁷ King, « The Benefits of Ethnic War », 530.

¹⁷⁸ *Ibid.*, 542.

cette infrastructure permet notamment le commerce entre les deux voisins. C'est ainsi que le NK parvient à se ravitailler en carburant et qu'il fournit l'Arménie en bois d'œuvre.

En somme, pour 1995 et 2000, le modèle juge que les seuils de motivations et de capacités sont atteints simultanément. De ce fait, on aurait dû assister à une guerre. Notons que, contrairement au cas des Slaves de Moldavie 1991, où pour l'année d'étude le niveau de violence était relativement important, pour ces cas, la violence était pratiquement nulle. Comment expliquer l'échec de la théorie ? Comment expliquer l'absence de guerre, qui plus est, comment expliquer un niveau de violence pratiquement nul, alors que la théorie s'attend au déclenchement d'un conflit de haute intensité ? Deux hypothèses nous semblent plausibles dans le but d'expliquer cette situation.

2.2.3 Pertinence des données

Dans un premier temps, on doit s'interroger au sujet de l'impact du conflit et de la souveraineté de facto qui en a résulté pour la région du NK. Est-il possible d'affirmer que la situation politique, économique et sociale des habitants de cette région se soit améliorée depuis 1994 ? Théoriquement, si la réponse à cette question est affirmative, et c'est ce que Charles King soutient¹⁷⁹, il serait logique de voir une

¹⁷⁹ Le NK a bâti une structure étatique qui fonctionne aussi bien que celle d'Azerbaïdjan. Il possède notamment une armée bien organisée, une force de police et un système de justice. D'importants investissements ont été effectués en matière de culture et d'éducation, notamment dans la formation

baisse dans leur niveau de frustrations. Cette baisse, dans l'éventualité où elle serait assez importante pour descendre sous le seuil requis, pourrait expliquer l'absence de guerre. Or, la situation est problématique puisque les données économiques et démographiques de l'enclave ne sont pas incluses dans les statistiques compilées par les organisations internationales. Pour cette raison, notre analyse est basée sur les données de l'État central, ce qui mène inévitablement à une mauvaise évaluation de la situation dans l'enclave.

Nous l'avons souligné précédemment, pour l'année d'étude 1995, la minorité arménienne atteint le seuil de frustrations nécessaire au déclenchement d'une guerre. En plus des décisions des leaders politiques, en terme de variables étatiques, le niveau de développement économique et l'instabilité politique contribuent à augmenter ce niveau de frustrations. Puisque le seuil de frustrations est réputé atteint lorsque 3 variables sont codées positivement, si seulement une des deux variables étatiques descendait sous le seuil requis, le niveau de frustrations ne serait pas atteint, et le pronostic de la théorie serait modifié pour l'absence de guerre.

En l'absence de données spécifiques pour l'enclave on ne peut que spéculer, mais il nous semble fort probable qu'il soit possible de coder négativement une de ces deux variables. D'une part, nous concédons qu'il est difficilement envisageable que les changements créés par le conflit nous permettent de coder négativement la variable développement économique. En effet, même si la situation s'est

d'une université à Stepanakert. Il profite également économiquement des liens étroits tissés avec l'Arménie. Voir Ibid., 524-552.

hypothétiquement améliorée au NK, il serait probablement exagéré d'affirmer que le revenu par habitant a passé de 1160 \$ à plus de 3220 \$ par année (PPA)¹⁸⁰. La situation est différente pour ce qui est de la variable instabilité politique. Par rapport à celle-ci, nous croyons que les données recueillies par rapport à l'État central ne devraient pas être appliquées au NK. Si l'instabilité en Azerbaïdjan a pu avoir une influence sur le déclenchement du conflit en 1991, il serait plus ou moins logique de considérer que c'est encore le cas en 1995. Si on considère le NK comme souverain (même de facto), pourquoi l'instabilité politique d'un « autre » État devrait être considérée ? On devrait donc mettre de côté cette variable dont les données sont inadéquates. Ainsi, si cette argumentation est exacte, il est possible d'affirmer que le seuil de frustrations n'est pas atteint, et de ce fait, que la guerre ne devrait pas se déclencher. En somme, nous considérons que l'évolution d'un conflit peut avoir un impact déterminant sur la pertinence des données recueillies. Cette hypothèse est certainement un élément de réponse pouvant expliquer l'absence de guerre aux années d'étude 1995 et 2000, toutefois, on doit en considérer une autre encore plus fondamentale.

2.2.4 Le deuxième côté de l'équation

La deuxième hypothèse pouvant expliquer l'absence de guerre en Azerbaïdjan aux années 1995 et 2000 se situe au niveau de la faiblesse de l'État azéri. Il est fort envisageable qu'il n'y ait pas de guerre durant ces deux années, tout simplement car

¹⁸⁰ 3220 \$ correspond à la moyenne mondiale pour 1995. Il s'agit donc du seuil au delà duquel les frustrations ne sont pas considérées attisées.

l'État ne possède pas les capacités nécessaires pour s'opposer au groupe sécessionniste et tenter de regagner la région qui est dans les faits déjà perdue.

L'Azerbaïdjan était en 1995 un État relativement jeune et instable politiquement. Le coup d'État de 1993 mené par S. Huseinov au dépend du président A. Elchibez illustre bien cette instabilité et met en relief la faiblesse structurelle de l'État. Fait important, avant l'indépendance vis-à-vis l'URSS, l'Azerbaïdjan ne possédait pas sa propre force militaire. De plus, traditionnellement, peu d'Azéris poursuivaient des carrières militaires dans l'armée soviétique, ce qui a pour conséquence qu'à l'époque, le pays connaissait un manque d'officiers et de sous-officiers professionnels natifs de l'État et prêts à servir le nouveau gouvernement¹⁸¹. Dans un contexte où les fonds manquaient cruellement, l'Azerbaïdjan n'a pas été en mesure de mettre sur pied une force armée bien organisée, disciplinée et assez puissante pour pouvoir prétendre vaincre les forces du NK¹⁸².

Cette hypothèse nous semble doublement intéressante, puisqu'elle semble offrir une réponse adéquate à un autre cas aberrant : celui des Abkhazes de Georgie 1995. La situation de ce cas est similaire à celle des Arméniens d'Azerbaïdjan 1995 et 2000. Pour l'année d'étude 1995, la théorie juge que le groupe possède le niveau de motivations et de capacités requis pour entrer en guerre. Toutefois, en 1995, le conflit n'était plus en activité. Dans les faits, la guerre entre les Abkhazes et l'État de Georgie s'est déroulée entre 1992 et 1993. Comme dans le cas de l'Azerbaïdjan,

¹⁸¹ Charles H. Fairbanks Jr., « The Postcommunist Wars », *Journal of Democracy* 6, 4(1995), 1.

¹⁸² Stuart J. Kaufman, « Ethnic Fears and Ethnic War in Karabagh », *Travail présenté à l'université du Kentucky*, Octobre 1998,34.

l'État géorgien était instable politiquement (coup d'État en décembre 1991) et ne possédait qu'une force militaire naissante et peu professionnelle. Plus encore, l'État était au prise avec un autre conflit ouvert en Ossétie du Sud et un conflit potentiel en Ajaria.

Ces cas aberrants soulignent une faille majeure de la théorie. Ils nous permettent toutefois de comprendre un point fondamental négligé par le chercheur en début de parcours. En effet, notre modèle théorique se base sur l'étude des groupes rebelles afin de déterminer le déclenchement ou non d'une guerre. Le modèle cherche à déterminer si le groupe en question possède suffisamment de motivations et de capacités pour entrer en guerre. Cet aspect est essentiel et le modèle offre en général un portrait assez juste de la situation comme en fait preuve la forte corrélation entre nos hypothèses et les résultats observés ainsi que l'analyse détaillée effectuée. Toujours est-il que ces cas aberrants font foi d'une omission majeure : le deuxième côté de l'équation. En d'autres termes, le modèle théorique ne tient pas compte de l'environnement dans lequel le groupe rebelle évolue et l'adversaire qu'il doit affronter. Cette critique, bien que majeure, ne remet pas complètement la théorie en cause. Néanmoins, cette critique devra être tenue en compte par les chercheurs désireux d'emprunter une voie similaire à la nôtre.

Conclusion

En guise de conclusion, rappelons que l'objectif de nos recherches était de mettre sur pied un modèle théorique explicatif du déclenchement des guerres intra-étatiques. Le modèle que nous avons développé postule que le déclenchement de ce type de guerre n'aura lieu que lorsqu'un mouvement rebelle atteint un certain seuil de motivations et de capacités. L'univers des motivations et des capacités retenues par ce modèle théorique est représenté par quatre catégories : les frustrations, l'avidité, les capacités matérielles et les capacités humaines.

Une sélection des variables indépendantes les plus à même d'influencer le niveau de motivation et de capacités d'un groupe rebelle a également été effectuée. Ont été retenues à cet effet la fragmentation communautaire, le niveau de développement économique, les inégalités économiques, le type de régime politique, l'instabilité politique, la prise de décision des leaders politiques, la présence de ressources naturelles facilement pillables, l'utilisation de ressources naturelles comme source de financement, l'implication d'alliés extérieurs au conflit (capacités matérielles et humaines), la proportion de jeunes hommes peu éduqués et la concentration géographique des groupes.

Mentionnons également qu'après avoir testé cette théorie sur 38 minorités ethniques de l'espace géographique post-soviétique aux années 1991, 1995 et 2000, nous avons obtenu une forte corrélation entre nos hypothèses de départ et le

déclenchement ou l'absence de guerre. D'un côté, la théorie a su prédire les 3 épisodes de guerre enregistrés dans l'échantillon. D'un autre côté, elle a été en mesure d'identifier 105 épisodes d'absence de guerre sur 111. Si l'on combine l'ensemble des résultats possibles, la théorie a su prédire avec succès la présence ou l'absence de guerre 108 fois sur un total de 114 cas à l'étude, offrant un pourcentage d'efficacité de 94,7 %.

Une analyse plus en profondeur de certains cas nous a révélé que le modèle théorique allait au-delà de la simple corrélation et suggérait un lien causal utile dans l'explication du déclenchement et de l'absence de guerre. Par exemple, l'atteinte simultanée des seuils de motivations et de capacités parvient à bien expliquer le déclenchement de la guerre entre Arméniens et Azéris en Azerbaïdjan en 1991. A contrario, le fait de ne pas atteindre simultanément ces deux seuils parvient à expliquer l'absence de guerre entre la minorité gagaouze et l'État Moldave pour la même année.

Les quelques cas aberrants nous ont malgré tout conduit à nous interroger sur les failles possibles de la théorie. Le cas des Slaves de Moldavie 1991 nous a conduits à nous interroger sur la définition retenue du phénomène guerre. Rappelons que la théorie prédit la guerre pour ce cas alors que dans les faits il est impossible de coder le conflit comme tel selon les critères établis au début du projet de recherche. Malgré cette aberration, nous avons conclu que nos choix méthodologiques étaient justifiés puisqu'aucune alternative vraiment plus satisfaisante n'est à notre disposition à l'heure actuelle.

Les cas des Arméniens d'Azerbaïdjan 1995 et 2000 nous ont procuré la critique majeure de ce travail de recherche. En effet, comme ces cas le démontrent, s'il est possible d'affirmer que la théorie offre une bonne explication du déclenchement et de l'absence de guerre, le fait de ne pas tenir compte de l'opposant du groupe rebelle dans l'évaluation du risque de guerre mène inévitablement à certaines aberrations. Ainsi, comme recommandation principale, nous suggérons au chercheur voulant emprunter une voie similaire à la nôtre d'inclure une évaluation des motivations et des capacités du gouvernement auquel s'oppose le groupe rebelle.

Bibliographie

Monographies:

- Altstadt, Audrey L. 1994. « Decolonization in Azerbaijan and the Struggle to Democratize ». Dans Donald V. Schwartz et Razmik Panossian, *Nationalism and History: The Politics of Nation Building in Post-Soviet Armenia, Azerbaijan and Georgia*. Toronto: University of Toronto Press. 95-125.
- Cashman, Greg. 1993. *What Causes War ? An Introduction to Theories of International Conflict*. Lanham : Lexington.
- Collier, Paul. 2000. « Doing Well out of War : An Economic Perspective ». Dans Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder & London : Lynne Rienner Publisher, 91-113.
- Croissant, Michael P. 1998. *The Armenia-Azerbaijan Conflict: Causes and Implications*. Londres: Praeger.
- Crowther, William. 1997. « The Politics of Democratization in Postcommunist Moldova ». Dans Karen Dawisha et Bruce Parrott, *Democratic Changes and Authoritarian Reactions in Russia, Ukraine, Belarus and Moldova*. Cambridge: Cambridge University Press, 282-329.
- De Soysa, Indra. 2000. « The Ressource Curse: Are Civil Wars Driven by Rapacity or Paucity ? ». Dans Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder & London : Lynne Rienner Publisher, 113-135.
- Dwan, Renata et Micaela Gustavsson. 2004. « Major Armed Conflicts », Dans *World Armaments and Disarmament. SIPRI Yearbook*. Oxford : Oxford University Press, 95-130.
- Eriksson, Mikael et Peter Wallensteen. 2004. « Patterns of major armed conflicts, 1990-2003 ». Dans *World Armaments and Disarmament. SIPRI Yearbook*. Oxford : Oxford University Press, 132-143.
- Gilpin Robert. 2001. *Global Political Economy, Understanding the International Economic Order*. Princeton : Princeton University Press.
- Goldenberg, Suzanne. 1994. *Pride of Small Nations: The Caucasus and Post-Soviet Disorder*. Londres, New-Jersey: Zed Books Ltd.

- International Energy Agency. 1999. *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Third Quarter 1998*. Paris: OECD/IEA.
- International Energy Agency. 2000. *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Second Quarter 2000* ». Paris: OECD/IEA.
- International Energy Agency. 2002. *Oil, Gas, Coal and Electricity Quarterly Statistics: Third Quarter 2002*. Paris: OECD/IEA.
- International Institute for Strategic Studies. 1992. *The Military Balance, 1992-1993*. London: Brassey's.
- International Institute for Strategic Studies. 1993. *The Military Balance, 1993-1994*. London: Brassey's.
- International Institute for Strategic Studies. 1995. *The Military Balance, 1995-1996*. London : Brassey's.
- International Institute for Strategic Studies. 2000. *The Military Balance, 2000-2001*. London : Brassey's.
- Kaufman, Stuart J. 2003. « Soviet Union : The Nagorno-Karabakh Conflict ». Dans Joseph R. Rudolph Jr., dir, *Encyclopedia of Modern Ethnic Conflicts*. Westport, Connecticut: Greenwood Press, 207-214.
- Keen, David. 2000. « Incentives and Disincentives for Violence ». Dans Mats Berdal et David Malone, *Greed and Grievances : Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder & London : Lynne Rienner Publisher, 19-41.
- Levy, Jack. 1989. « The Causes of War : A Review of Theories and Evidence ». Dans Tetlock et al. *Behaviour Society and Nuclear War 1*. Oxford : Oxford University Press, 209-333.
- Malkasian, Mark. 1996. *Gha-ra-bagh : The Emergence of the National Democratic Movement in Armenia*. Detroit : Wayne State University Press.
- Nye, Joseph. 1993. *Understanding International Conflicts. An Introduction to Theory and History*. New-York : Harper Collins.
- Panossian, Razmik. 2002. « The Irony of Nagorno-Karabakh: Formal Institutions versus Informal Politics ». Dans James Hughes et Gwendolyn Sasse, *Ethnicity and Territory in the Former Soviet Union*. London et Portland : CASS Publishers, 143-164.
- Posen, Barry. 1993. « The Security Dilemma and Ethnic Conflict ». Dans Michael Brown, dir., *Ethnic Conflict and International Security*. Princeton : Princeton University Press, 103-124.

- Roper, Steven D. 2005. « Regionalism in Moldova : The case of Transnistria and Gagauzia ». Dans James Hughes et Gwendolyn Sasse, *Ethnicity and Territory in the former Soviet Union*. London et Portland : CASS Publishers, 101-122.
- Russett, Bruce. 1993. *Grasping the Democratic Peace*. Princeton : Princeton University Press.
- Saroyan, Mark. 1997. « Majority-Minority Relations in the Soviet Republics ». Dans Edward W. Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity: Reshaping Community in the Former Soviet Union*. Berkeley: University of California at Berkeley Press, 125-134.
- Saroyan, Mark. 1997. « Trouble in the Transcaucasus ». Dans Edward W. Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity: Reshaping Community in the Former Soviet Union*. Berkeley: University of California at Berkeley Press, 167-174.
- Saroyan, Mark. 1997. « The Karabakh Syndrome and Azerbaijani Politics ». Dans Edward W. Walker, *Minorities, Mullahs, and Modernity: Reshaping Community in the Former Soviet Union*. Berkeley: University of California at Berkeley Press, 175-203.
- Stedman, Stephen John. 1996. « Negotiation and Mediation in Internal Conflict ». Dans Michael Brown, dir., *The External Dimensions of Internal Conflicts*. Cambridge : The MIT Press, 341-376.
- Suny, Ronald Grigor. 1993. *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History*. Bloomington et Indianapolis : Indiana University Press.
- Walker, Christopher J. 1991. *Armenia and Karabakh: The Struggle for Unity*. London: Minority Rights Publications.
- Waltz, Kenneth. 1959. *Man, the State and War. A Theoretical Analysis*. New-York : Columbia University Press.

Articles de périodiques spécialisés:

- Ayres, William. 2000. « A World Flying Apart ? Violent Nationalist Conflict and the End of Cold War ». *Journal of Peace Research* 37, 1 : 105-117.
- Azam, Jean-Paul et Alice Mesnard. 2003. « Civil War and the Social Contract ». *Public Choice* 115 : 455-475.
- Besançon, Marie. 2005. « Relative Ressources: Inequality in ethnic wars, revolutions, and genocides ». *Journal of Peace Research* 42, 4(juillet) : 393-415.

- Berdal, Mats et David Keen. 1997. « Violence and Economic Agendas in Civil Wars : Some Policy Implications ». *Millenium : Journal of International Studies* 26, 3 : 795-818.
- Bunce, Valerie. 1999. « The Political Economy of Postsocialism ». *Slavic Review* 58, 4(hiver): 756-793.
- Collier, Paul. 2000. « Rebellion as a Quasi-Criminal Activity ». *The Journal of Conflict Resolution* 44, 6(décembre) : 839-853.
- Collier, Paul et Anke Hoeffler. 2004. « Greed and Grievances in Civil War ». *Oxford Economic Papers* 56 : 563-595.
- Cornell, Svante E. 2001. « Democratization Falters in Azerbaijan ». *Journal of Democracy* 12, 2(avril): 118-131.
- De Soysa, Indra. 2002. « Paradise is a Bazar ? ». *Journal of Peace Research* 39, 4(juillet) : 395-416.
- Dowley, Kathleen M. 2002. « Social Capital, Ethnicity and the Support for Democracy in the Post-Communist States ». *Europe-Asia Studies* 54, 4(juin): 505-527.
- Ellingsen, Tanja. 2000. « Colorful Community or Ethnic Witches Brew ? Multiethnicity and Domestic Conflict during and after the Cold War ». *The Journal of Conflict Resolution* 44, 2(avril) : 228-249.
- Fairbanks, Charles H. Jr. 1995. « The Postcommunist Wars ». *Journal of Democracy* 6, 4 : 18-34.
- Fearon James. 2004. « Why Do Some Civil Wars Last So Much Longer Than Others ? ». *Journal of Peace Research* 41, 3(mai) : 275-301.
- Fearon, James. 2005. « Primary Commodity Exports and Civil War ». *The Journal of Conflict Resolution* 49, 4(août) : 483-507.
- Fearon, James et David Laitin. 2003. « Ethnicity, Insurgency, and Civil War ». *American Political Science Review* 91, 1(février) : 75-90.
- Ghobarah, Hazem Adam, Paul Huth et Bruce Russett. 2003. « Civil Wars Kill and Maim People-Long After the Shooting Stops ». *American Political Science Review* 97, 2(mai) : 189-202.
- Gleditsch, Nils Petter, Peter Wallensteen, Mikael Eriksson, Margareta Sollenberg et Havard Strand. 2002. « Armed Conflict 1946-2001 : A New Dataset ». *Journal of Peace Research*, 39, 5(septembre) : 615-637.

- Green, Andrew T. 2002. « Comparative Development of Post-Communist Civil Societies ». *Europe-Asia Studies* 54, 3(mai): 455-471.
- Henderson, Errol A. et David Singer. 2000. « Civil War in Post-Colonial World ». *Journal of Peace Research* 37, 3(mai) : 275-299.
- Kalyvas, Stathis. 2003. « The Ontology of Political Violence : Action and Identity in Civil Wars ». *Perspectives on Politics* 1, 3 : 475-494.
- Kaplan, Robert. 1994. « The coming Anarchy ». *Atlantic Monthly* 273, 2 : 403-475.
- Katchanovski, Ivan. 2005. « Small Nations but Great Differences: Political Orientations and Cultures of the Crimean Tatars and the Gagauz ». *Europe-Asia Studies* 57, 6(septembre): 877-894.
- Kaufman, Stuart J. 1996. « Spiraling to Ethnic War: Elites, Masses and Moscow in Moldova's Civil War ». *International Security* 21, 2(automne): 108-138.
- King, Charles. 1994. « Moldovan Identity and the Politics of Pan-Romanianism ». *Slavic Review* 53, 2(été): 345-368.
- King, Charles. 1994-1995. « Eurasia Letter: Moldova With a Russian Face ». *Foreign Policy* 97, (hiver): 106-121.
- King, Charles. 1997. « Minorities Policy in the post-Soviet Republics ». *Ethnic and Racial Studies* 20, 4(octobre): 738-756.
- King, Charles. 2001. « The Benefits of Ethnic War : Understanding Eurasia's Unrecognized States ». *World Politics* 53, (juillet) : 524-552.
- Kolsto, Pal, Andrei Edemsky et Natalya Kalashnikova. 1993. « The Dniester Conflict : Between Irredentism and Separatism ». *Europe-Asia Studies* 45, 6: 973-1000.
- Laitin, David D. et Ronald Grigor Suny. 1999. « Armenia and Azerbaijan: Thinking a Way Out of Karabakh ». *Middle East Policy* 7, 1(octobre): 145-176.
- LeBillon, Philippe. 2001. « The Political Ecology of War : Natural ressources and armed conflicts ». *Political Geography* 20 : 561-584.
- Lijphart, Arend. 1971. « Comparative Politics and the Comparative Method ». *American Political Science Review* 65, 3(septembre) : 682-693.
- Lujala, Paivi, Nils Peter Gleditsch et Elisabeth Gilmore. 2005. « A Diamond Curse ? Civil War and a Lutable Resource ». *The Journal of Conflict Resolution* 49, 4(août) : 538-562.

- Mason, David. 2003. « Globalization, Democratization and the Prospects for Civil War in the New Millenium ». *International Studies Review* 5, (4) : 19-35.
- Mooradian, Moorad et Daniel Druckman. 1999. « Hurting Stalemate or Mediation? The Conflict over Nagorno-Karabakh, 1990-1995 ». *Journal of Peace Research* 36, 6(novembre): 709-727.
- Mueller, John. 2000. « The Banality of Ethnic War ». *International Security* 25, 1(été) : 42-70.
- Murshed, Mansoob. 2002. « Conflict, Civil War and Underdevelopment : An Introduction ». *Journal of Peace Research* 39, (4) : 387-393.
- Onuf, Nicholas. 1995. « Levels », *European Journal of International Relations* 1, 1 : 35-58.
- Owen, John. 1994. « How Liberalism Produces Democratic Peace », *International Security* 19, 2(automne) : 87-125.
- Rasizade, Alec. 2003. « Azerbaijan in Transition to the New Age of democracy ». *Communist and Post-Communist Studies* 36: 345-372.
- Regan, Patrick et Daniel Norton. 2005. « Greed, Grievances, and Mobilization in Civil Wars ». *The Journal of Conflict Resolution* 49, 3(juin) : 319-335.
- Reynal-Querol, Marta. 2002. « Ethnicity, Political Systems, and Civil Wars ». *The Journal of Conflict Resolution* 46, 1(février) : 29-54.
- Rieff, David. 1997. « Case Study in Ethnic Strife ». *Foreign Affairs* 76, 2: 118-132.
- Rotberg, Robert. 2002. « The New Nature of Nation-State Failure ». *The Washington Quarterly* 25, 3(été) : 85-96.
- Sambanis, Nicholas. 2001. « Do Ethnic and Nonethnic Civil Wars Have the Same Causes ? ». *The Journal of Conflict Resolution* 45, 3(avril) : 262-263.
- Sambanis, Nicholas. 2004. « What Is Civil War ? ». *Journal of Conflict Resolution* 48, 6(décembre) : 814-858.
- Sarkees, Meredith Reid, Frank Whelon Wayman et David Singer. 2003. « Inter-State, Intra-State, and Extra-State Wars: A Comprehensive Look at their Distribution over Time, 1816-1997 ». *International Studies Quarterly* 47, 1(mars) : 49-70.
- Smith, Alastair et Allan Stam. 2003. « Mediation and Peacekeeping in a Random Walk Model of Civil and Interstate War ». *International Studies Review* 5, 4 : 117-135

Stedman, Stephen John. 1997. « Spoiler Problems in Peace Processes ». *International Security* 22, 2(automne) : 5-53.

Wallersteen, Peter et Margareta Sollenberg. 2001. « Armed Conflicts 1989-2000 ». *Journal of Peace Research* 38, 5(septembre) : 629-644.

Walter, Barbara. 1997. « The Critical Barrier to Civil War Settlement ». *International Organization* 51, 3(été) : 335-364.

Waltz Kenneth. 1990. « Nuclear Myths and Political Realities ». *American Political Science Review* 84, 3(septembre) : 731-745.

Way, Lucan A. 2005. « Authoritarian State Building and the Sources of Regime Competitiveness in the Fourth Wave: The Cases of Belarus, Moldova, Russia and Ukraine ». *World Politics* 57, (janvier): 231-261.

Articles de journaux:

[Anonyme]. 22 août 1990. « URSS : Création de la République de Gagaouzie ». *Le Monde* (Paris), 7.

[Anonyme]. 4 septembre 1990. « URSS : Proclamation d'Indépendance d'une Région Russophone de Moldavie ». *Le Monde* (Paris), 8.

[Anonyme]. 18 juillet 1993. « Azerbaijan Carckdown Widens ». *The New York Times* (New-York), section 1, 10.

Gallois, Dominique. 11 avril 1998. « Elf se prépare pour le deuxième boom pétrolier de l'Azerbaïdjan ». *Le Monde* (Paris), 15.

Krauze, Jan. 10 septembre 1991. « URSS : Les potentats d'Asie centrale et du Caucase ». *Le Monde* (Paris), 1.

Naudet, Jean-Baptiste. 28 mai 1991. « URSS : Les Modérés Reprennent en Main le Gouvernement de Moldavie ». *Le Monde* (Paris), 5.

Schmemmann, Serge. 4 juillet 1993. « Another Post-Soviet State Reassesses Post-Communism ». *The New-York Times* (New-York), section 4, 4.

Notes de recherches et actes de colloques :

International Crisis Group. 2005. « Nagorno-Karabakh : A Plan For Peace ». Europe Report no 167. 11 octobre : 41p.

Jolicoeur, Pierre. 1998. « Influence de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh entre 1988 et 1996 ». Programme d'analyse de Politique Étrangère. Québec : IQHEI Université Laval, Montréal : CEPES UQAM.

Kaufman, Stuart J. 1998. « Ethnic Fears and Ethnic War in Karabagh ». *Travail présenté à l'université du Kentucky*. Octobre: 36p.

Mueller, John. 2001. *Does War Still exist ?*. Présentation faite à la conférence « The Waning of Major Wars ». University of Notre Dame, (6-8 avril) : 31p.

Documents électroniques:

Correlates of War Project. *Data on intra-state war*. En ligne. <<http://www.correlatesofwar.org/>> (page consultée le 13 octobre 2006).

Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management. *Chronology of Armenians in Azerbaijan*. En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>> (page consultée le 14 février 2006).

Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management. *Risk assessment for Slavs in Moldova*. En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>> (page consultée le 14 février 2006).

Minorities at Risk Project (2005) College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management. *Data on economic discrimination*. En ligne. <<http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>> (page consultée le 2 octobre 2006).

Uppsala Conflict Data Program. *Nagorno-Karabakh : data on battle-related deaths*. En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>> (page consultée le 13 octobre 2006).

Uppsala Conflict Data Program. *Conflict summary of Moldova (Dniestr)*. En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>> (page consultée le 07 novembre 2006).

Uppsala Conflict Data Program. *Moldova (Dniestr): data on battle-related deaths*. En ligne. <<http://www.pcr.uu.se/database/index.php/>> (page consultée le 07 novembre 2006).

World Trade Organization. *Data on merchandise trade by commodity*. En ligne. <<http://stat.wto.org/Home/WSDBHome.aspx?Language=>>> (page consultée le 7 mars 2006).

Annexe 1

Résultats Sommaires

Tableau 1.1 : Année d'étude 1991

État	Minorité	Motivations	Capacités	Résultats Anticipés	Résultats Réels
Azerbaïdjan	Arméniens	1	1	1	1
Azerbaïdjan	Lezghins	99	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	99	0	0	0
Biélorussie	Polonais	99	0	0	0
Biélorussie	Russes	99	0	0	0
Estonie	Russes	1	0	0	0
Georgie	Abkhazes	1	0	0	0
Georgie	Adzhars	1	1	1	0
Georgie	Ossètes	1	0	0	0
Georgie	Russes	1	0	0	0
Kazakhstan	Allemands	1	0	0	0
Kazakhstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	1	0	0	0
Lettonie	Russes	1	0	0	0
Lituanie	Polonais	99	0	0	0
Lituanie	Russes	99	0	0	0
Moldavie	Gagaouzes	1	0	0	0
Moldavie	Slaves	1	1	1	0
Russie	Avars	99	0	0	0
Russie	Buryat	99	0	0	0
Russie	Tchéchènes	1	0	0	0
Russie	Ingushs	99	0	0	0
Russie	Karachays	99	0	0	0
Russie	Kumyks	1	1	1	0
Russie	Lezghins	99	0	0	0
Russie	Romans	1	0	0	0
Russie	Tatars	1	0	0	0
Russie	Tuvinians	1	0	0	0
Russie	Yakuts	1	0	0	0
Tadjikistan	Russes	1	0	0	0
Tadjikistan	Uzbeks	1	0	0	0
Turkménistan	Russes	99	0	0	0
Ukraine	Russes (Crimée)	99	0	0	0
Ukraine	Tatars (Crimée)	1	0	0	0
Ukraine	Russes	99	0	0	0
Uzbekistan	Russes	1	0	0	0
Uzbekistan	Tadjiks	99	0	0	0

Tableau 1.2 : Année d'étude 1995

État	Minorité	Motivations	Capacités	Résultats Anticipés	Résultats Réels
Azerbaïdjan	Arméniens	1	1	1	0
Azerbaïdjan	Lezghins	99	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	99	0	0	0
Biélorussie	Polonais	1	0	0	0
Biélorussie	Russes	1	0	0	0
Estonie	Russes	1	0	0	0
Georgie	Abkhazes	1	1	1	0
Georgie	Adzhars	1	0	0	0
Georgie	Ossètes	1	0	0	0
Georgie	Russes	1	0	0	0
Kazakhstan	Allemands	1	0	0	0
Kazakhstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	1	0	0	0
Lettonie	Russes	0	0	0	0
Lituanie	Polonais	0	0	0	0
Lituanie	Russes	0	0	0	0
Moldavie	Gagaouzes	0	0	0	0
Moldavie	Slaves	0	1	0	0
Russie	Avars	0	0	0	0
Russie	Buryat	0	0	0	0
Russie	Tchéchènes	1	1	1	1
Russie	Ingushs	0	0	0	0
Russie	Karachays	0	0	0	0
Russie	Kumyks	0	0	0	0
Russie	Lezghins	0	0	0	0
Russie	Romans	0	0	0	0
Russie	Tatars	0	0	0	0
Russie	Tuviniens	0	0	0	0
Russie	Yakuts	0	0	0	0
Tadjikistan	Russes	1	0	0	0
Tadjikistan	Uzbeks	1	0	0	0
Turkménistan	Russes	1	0	0	0
Ukraine	Russes (Crimée)	1	0	0	0
Ukraine	Tatars (Crimée)	1	0	0	0
Ukraine	Russes	99	0	0	0
Uzbekistan	Russes	99	0	0	0
Uzbekistan	Tadjiks	99	0	0	0

Tableau 1.3 : Année d'étude 2000

État	Minorité	Motivations	Capacités	Résultats Anticipés	Résultats Réels
Azerbaïdjan	Arméniens	1	1	1	0
Azerbaïdjan	Lezghins	1	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	1	0	0	0
Biélorussie	Polonais	1	0	0	0
Biélorussie	Russes	0	0	0	0
Estonie	Russes	0	0	0	0
Georgie	Abkhazes	1	0	0	0
Georgie	Adzhars	1	0	0	0
Georgie	Ossètes	1	0	0	0
Georgie	Russes	1	0	0	0
Kazakhstan	Allemands	1	0	0	0
Kazakhstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Russes	1	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	1	0	0	0
Lettonie	Russes	1	0	0	0
Lituanie	Polonais	0	0	0	0
Lituanie	Russes	0	0	0	0
Moldavie	Gagaouzes	0	0	0	0
Moldavie	Slaves	0	1	0	0
Russie	Avars	1	0	0	0
Russie	Buryat	1	0	0	0
Russie	Tchéchènes	1	1	1	1
Russie	Ingushs	1	0	0	0
Russie	Karachays	1	0	0	0
Russie	Kumyks	1	0	0	0
Russie	Lezghins	1	0	0	0
Russie	Romans	1	0	0	0
Russie	Tatars	1	0	0	0
Russie	Tuvinians	1	0	0	0
Russie	Yakuts	1	0	0	0
Tadjikistan	Russes	1	0	0	0
Tadjikistan	Uzbeks	1	0	0	0
Turkménistan	Russes	1	0	0	0
Ukraine	Russes (Crimée)	0	0	0	0
Ukraine	Tatars (Crimée)	1	0	0	0
Ukraine	Russes	1	0	0	0
Uzbekistan	Russes	99	0	0	0
Uzbekistan	Tadjiks	99	0	0	0

Annexe 2

Résultats Détaillés

Conflicts	Participant 1	Participant 2	Année	Frustrations (6 variables)						Avidité (1 variable)	
				FRAGCOM	DEVECN	INEECN	REGPOL	INSTPOL	DECFRU	RESAVI	
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1991	0	0	1	1	1	1	1	99
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1995	0	1	0	0	1	1	1	99
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	2000	0	1	0	0	0	0	0	1
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	1991	0	0	0	1	1	1	0	99
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	1995	0	1	0	0	1	1	0	99
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	2000	0	1	0	0	0	0	0	1
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1991	0	0	0	1	1	1	0	99
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1995	0	1	0	0	1	1	0	99
Azerbaïdjan	Russes	Russes	2000	0	1	0	0	0	0	0	1
Biélorussie	Polonais	Polonais	1991	1	0	0	0	1	1	0	99
Biélorussie	Polonais	Polonais	1995	1	1	0	1	1	1	1	99
Biélorussie	Polonais	Polonais	2000	0	1	1	0	0	1	1	0
Biélorussie	Russes	Russes	1991	1	0	0	0	1	1	0	99
Biélorussie	Russes	Russes	1995	1	1	0	1	1	1	0	99
Biélorussie	Russes	Russes	2000	0	1	0	0	0	0	0	0
Estonie	Russes	Russes	1991	1	0	1	0	1	1	0	99
Estonie	Russes	Russes	1995	1	0	1	0	0	0	1	0
Estonie	Russes	Russes	2000	1	0	0	0	0	0	0	0
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1991	1	1	0	1	1	1	1	99
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1995	1	1	0	1	0	0	1	99

Conflicts	Participant 1	Participant 2	Année	Frustrations (6 variables)						Avidité (1 variable)	
				FRAGCOM	DEVECN	INEECN	REGPOL	INSTPOL	DECFRU	RESAVI	
Georgie	Abkhazes		2000	1	1	0	1	0	0	0	0
Georgie	Adzhars		1991	1	1	0	1	1	1	1	99
Georgie	Adzhars		1995	1	1	0	1	0	0	0	99
Georgie	Adzhars		2000	1	1	0	1	0	0	0	0
Georgie	Ossètes (sud)		1991	1	1	0	1	1	1	1	99
Georgie	Ossètes (sud)		1995	1	1	0	1	0	0	0	99
Georgie	Ossètes (sud)		2000	1	1	0	1	0	0	0	0
Georgie	Russes		1991	1	1	0	1	1	1	0	99
Georgie	Russes		1995	1	1	0	1	0	0	0	99
Georgie	Russes		2000	1	1	0	1	0	0	0	0
Kazakhstan	Allemands		1991	1	0	0	1	1	1	0	99
Kazakhstan	Allemands		1995	1	1	0	1	0	0	0	0
Kazakhstan	Allemands		2000	1	1	0	1	0	0	0	1
Kazakhstan	Russes		1991	1	0	1	1	1	1	1	99
Kazakhstan	Russes		1995	1	1	1	1	0	1	1	0
Kazakhstan	Russes		2000	1	1	1	1	0	0	0	1
Kirghizistan	Russes		1991	1	1	0	1	1	1	0	99
Kirghizistan	Russes		1995	1	1	0	1	0	0	0	0
Kirghizistan	Russes		2000	1	1	0	1	0	0	0	99
Kirghizistan	Uzbeks		1991	1	1	0	1	1	1	0	99
Kirghizistan	Uzbeks		1995	1	1	0	1	0	0	0	0
Kirghizistan	Uzbeks		2000	1	1	0	1	0	0	0	99
Lettonie	Russes		1991	1	0	1	0	1	1	0	99
Lettonie	Russes		1995	1	0	1	0	0	0	0	0

Conflicts	Participant 1	Participant 2	Année	Frustrations (6 variables)						Avidité (1 variable)	
				FRAGCOM	DEVECN	INEECN	REGPOL	INSTPOL	DECFRU	RESAVI	
Lettonie	Russes	Russes	2000	1	0	1	0	0	1	0	
Lituanie	Polonais	Polonais	1991	1	0	0	0	1	0	99	
Lituanie	Polonais	Polonais	1995	0	0	0	0	0	0	0	
Lituanie	Polonais	Polonais	2000	0	0	0	0	0	0	0	
Lituanie	Russes	Russes	1991	1	0	0	0	1	0	99	
Lituanie	Russes	Russes	1995	0	0	0	0	0	0	0	
Lituanie	Russes	Russes	2000	0	0	0	0	0	0	0	
Moldavie	Gagaouzes	Gagaouzes	1991	1	1	0	1	1	0	99	
Moldavie	Gagaouzes	Gagaouzes	1995	1	1	0	0	0	0	0	
Moldavie	Gagaouzes	Gagaouzes	2000	1	1	0	0	0	0	0	
Moldavie	Slaves	Slaves	1991	1	1	0	1	1	0	99	
Moldavie	Slaves	Slaves	1995	1	1	0	0	0	0	0	
Moldavie	Slaves	Slaves	2000	1	1	0	0	0	0	0	
Russie	Avars	Avars	1991	0	0	0	1	1	0	99	
Russie	Avars	Avars	1995	0	0	0	1	0	0	0	
Russie	Avars	Avars	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Buryat	Buryat	1991	0	0	0	1	1	0	99	
Russie	Buryat	Buryat	1995	0	0	0	1	0	0	0	
Russie	Buryat	Buryat	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Tchéthènes	Tchéthènes	1991	0	0	1	1	1	1	99	
Russie	Tchéthènes	Tchéthènes	1995	0	0	1	1	0	1	0	
Russie	Tchéthènes	Tchéthènes	2000	0	0	1	0	1	1	1	
Russie	Ingushs	Ingushs	1991	0	0	0	1	1	0	99	
Russie	Ingushs	Ingushs	1995	0	0	0	1	0	0	0	

Conflicts	Participant 1	Participant 2	Année	Frustrations (6 variables)						Avidité (1 variable)	
				FRAGCOM	DEVECN	INEECN	REGPOL	INSTPOL	DECFRU	RESAVI	
Russie	Ingushs	Ingushs	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Karachays	Karachays	1991	0	0	0	1	1	0	99	
Russie	Karachays	Karachays	1995	0	0	0	1	0	0	0	
Russie	Karachays	Karachays	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Kumyks	Kumyks	1991	0	0	0	1	1	1	99	
Russie	Kumyks	Kumyks	1995	0	0	0	1	0	0	0	
Russie	Kumyks	Kumyks	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Lezgins	Lezgins	1991	0	0	0	1	1	0	99	
Russie	Lezgins	Lezgins	1995	0	0	1	1	0	0	0	
Russie	Lezgins	Lezgins	2000	0	0	1	0	1	0	1	
Russie	Romans	Romans	1991	0	0	1	1	1	0	99	
Russie	Romans	Romans	1995	0	0	1	1	0	0	0	
Russie	Romans	Romans	2000	0	0	1	0	1	0	1	
Russie	Tatars	Tatars	1991	0	0	0	1	1	1	99	
Russie	Tatars	Tatars	1995	0	0	0	1	0	0	0	
Russie	Tatars	Tatars	2000	0	0	0	0	1	0	1	
Russie	Tuvinians	Tuvinians	1991	0	0	1	1	1	0	99	
Russie	Tuvinians	Tuvinians	1995	0	0	1	1	0	0	0	
Russie	Tuvinians	Tuvinians	2000	0	0	1	0	1	0	1	
Russie	Yakuts	Yakuts	1991	0	0	1	1	1	0	99	
Russie	Yakuts	Yakuts	1995	0	0	1	1	0	0	0	
Russie	Yakuts	Yakuts	2000	0	0	1	0	1	0	1	
Tadjikistan	Russes	Russes	1991	1	1	0	1	1	0	99	
Tadjikistan	Russes	Russes	1995	1	1	0	1	0	0	99	

Conflicts	Participant 1	Participant 2	Année	Frustrations (6 variables)						Avidité (1 variable)	
				FRAGCOM	DEVECN	INEECN	REGPOL	INSTPOL	DECFRU	RESAVI	
Tadjikistan	Russes	Russes	2000	0	1	0	1	1	1	0	1
Tadjikistan	Uzbeks	Uzbeks	1991	1	1	99	1	1	1	0	99
Tadjikistan	Uzbeks	Uzbeks	1995	1	1	99	1	0	1	1	99
Tadjikistan	Uzbeks	Uzbeks	2000	0	1	99	1	1	1	0	1
Turkménistan	Russes	Russes	1991	1	0	0	0	0	0	0	99
Turkménistan	Russes	Russes	1995	1	1	0	0	0	1	1	99
Turkménistan	Russes	Russes	2000	0	1	1	0	0	1	1	1
Ukraine	Russes (Crimée)	Russes (Crimée)	1991	1	0	0	0	1	1	0	99
Ukraine	Russes (Crimée)	Russes (Crimée)	1995	1	1	0	0	0	1	1	99
Ukraine	Russes (Crimée)	Russes (Crimée)	2000	1	1	0	0	0	0	0	0
Ukraine	Tatars (Crimée)	Tatars (Crimée)	1991	1	0	1	0	1	1	0	99
Ukraine	Tatars (Crimée)	Tatars (Crimée)	1995	1	1	1	0	0	1	1	99
Ukraine	Tatars (Crimée)	Tatars (Crimée)	2000	1	1	1	0	0	0	0	0
Ukraine	Russes	Russes	1991	1	0	0	0	1	1	0	99
Ukraine	Russes	Russes	1995	1	1	0	0	0	0	0	99
Ukraine	Russes	Russes	2000	1	1	0	0	0	1	1	0
Uzbekistan	Russes	Russes	1991	1	1	0	0	1	1	0	99
Uzbekistan	Russes	Russes	1995	1	1	0	0	0	0	0	99
Uzbekistan	Russes	Russes	2000	1	1	0	0	0	0	0	99
Uzbekistan	Tadjiks	Tadjiks	1991	1	1	99	0	1	1	0	99
Uzbekistan	Tadjiks	Tadjiks	1995	1	1	99	0	0	0	0	99
Uzbekistan	Tadjiks	Tadjiks	2000	1	1	99	0	0	0	0	99

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Avidité	Frustrations	Motivations
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1991	99	1	1
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1995	99	1	1
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	2000	1	0	1
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	1991	99	0	99
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	1995	99	0	99
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	2000	1	0	1
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1991	99	0	99
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1995	99	0	99
Azerbaïdjan	Russes	Russes	2000	1	0	1
Biélorussie	Polonais	Polonais	1991	99	0	99
Biélorussie	Polonais	Polonais	1995	99	1	1
Biélorussie	Polonais	Polonais	2000	0	1	1
Biélorussie	Russes	Russes	1991	99	0	99
Biélorussie	Russes	Russes	1995	99	1	1
Biélorussie	Russes	Russes	2000	0	0	0
Estonie	Russes	Russes	1991	99	1	1
Estonie	Russes	Russes	1995	0	1	1
Estonie	Russes	Russes	2000	0	0	0
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1991	99	1	1
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1995	99	1	1
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	2000	0	1	1
Georgie	Adzhars	Adzhars	1991	99	1	1
Georgie	Adzhars	Adzhars	1995	99	1	1

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Avidité	Frustrations	Motivations
Georgie	Adzhars		2000	0	1	1
Georgie	Ossètes (sud)		1991	99	1	1
Georgie	Ossètes (sud)		1995	99	1	1
Georgie	Ossètes (sud)		2000	0	1	1
Georgie	Russes		1991	99	1	1
Georgie	Russes		1995	99	1	1
Georgie	Russes		2000	0	1	1
Kazakhstan	Allemands		1991	99	1	1
Kazakhstan	Allemands		1995	0	1	1
Kazakhstan	Allemands		2000	1	1	1
Kazakhstan	Russes		1991	99	1	1
Kazakhstan	Russes		1995	0	1	1
Kazakhstan	Russes		2000	1	1	1
Kirghizstan	Russes		1991	99	1	1
Kirghizstan	Russes		1995	0	1	1
Kirghizstan	Russes		2000	99	1	1
Kirghizstan	Uzbeks		1991	99	1	1
Kirghizstan	Uzbeks		1995	0	1	1
Kirghizstan	Uzbeks		2000	99	1	1
Lettonie	Russes		1991	99	1	1
Lettonie	Russes		1995	0	0	0
Lettonie	Russes		2000	0	1	1
Lituanie	Polonais		1991	99	0	99
Lituanie	Polonais		1995	0	0	0

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Avidité	Frustrations	Motivations
Lituanie	Polonais		2000	0	0	0
Lituanie	Russes		1991	99	0	99
Lituanie	Russes		1995	0	0	0
Lituanie	Russes		2000	0	0	0
Moldavie	Gagaouzes		1991	99	1	99
Moldavie	Gagaouzes		1995	0	0	0
Moldavie	Gagaouzes		2000	0	0	0
Moldavie	Slaves		1991	99	1	1
Moldavie	Slaves		1995	0	0	0
Moldavie	Slaves		2000	0	0	0
Russie	Avars		1991	99	0	99
Russie	Avars		1995	0	0	0
Russie	Avars		2000	1	0	1
Russie	Buryat		1991	99	0	99
Russie	Buryat		1995	0	0	0
Russie	Buryat		2000	1	0	1
Russie	Tchéchènes		1991	99	1	1
Russie	Tchéchènes		1995	0	1	1
Russie	Tchéchènes		2000	1	1	1
Russie	Ingushs		1991	99	0	99
Russie	Ingushs		1995	0	0	0
Russie	Ingushs		2000	1	0	1
Russie	Karachays		1991	99	0	99
Russie	Karachays		1995	0	0	0

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Avidité	Frustrations	Motivations
Russie	Russie	Karachays	2000	1	0	1
Russie	Russie	Kumyks	1991	99	1	1
Russie	Russie	Kumyks	1995	0	0	0
Russie	Russie	Kumyks	2000	1	0	1
Russie	Russie	Lezgins	1991	99	0	99
Russie	Russie	Lezgins	1995	0	0	0
Russie	Russie	Lezgins	2000	1	0	1
Russie	Russie	Romans	1991	99	1	1
Russie	Russie	Romans	1995	0	0	0
Russie	Russie	Romans	2000	1	0	1
Russie	Russie	Tatars	1991	99	1	1
Russie	Russie	Tatars	1995	0	0	0
Russie	Russie	Tatars	2000	1	0	1
Russie	Russie	Tuvinians	1991	99	1	1
Russie	Russie	Tuvinians	1995	0	0	0
Russie	Russie	Tuvinians	2000	1	0	1
Russie	Russie	Yakuts	1991	99	1	1
Russie	Russie	Yakuts	1995	0	0	0
Russie	Russie	Yakuts	2000	1	0	1
Tadjikistan	Tadjikistan	Russes	1991	99	1	1
Tadjikistan	Tadjikistan	Russes	1995	99	1	1
Tadjikistan	Tadjikistan	Russes	2000	1	1	1
Tadjikistan	Tadjikistan	Uzbeks	1991	99	1	1
Tadjikistan	Tadjikistan	Uzbeks	1995	99	1	1

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		Motivations
				Avidité	Frustrations	
Tadjikistan	Uzbeks		2000	1	1	1
Turkménistan	Russes		1991	99	0	99
Turkménistan	Russes		1995	99	1	1
Turkménistan	Russes		2000	1	1	1
Ukraine	Russes (Crimée)		1991	99	0	99
Ukraine	Russes (Crimée)		1995	99	1	1
Ukraine	Russes (Crimée)		2000	0	0	0
Ukraine	Tatars (Crimée)		1991	99	1	1
Ukraine	Tatars (Crimée)		1995	99	1	1
Ukraine	Tatars (Crimée)		2000	0	1	1
Ukraine	Russes		1991	99	0	99
Ukraine	Russes		1995	99	0	99
Ukraine	Russes		2000	0	1	1
Uzbekistan	Russes		1991	99	1	1
Uzbekistan	Russes		1995	99	0	99
Uzbekistan	Russes		2000	99	0	99
Uzbekistan	Tadjiks		1991	99	1	99
Uzbekistan	Tadjiks		1995	99	99	99
Uzbekistan	Tadjiks		2000	99	99	99

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Capacités matérielles (2 variables)			Capacités humaines (3 variables)		
				ALLCAPMAT	RESCAPMAT	ALLCAPHUM	JEUHOM/NIVEDU	CONCENTRATION	
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1991	1	1	1	0	1	
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1995	1	1	1	0	1	
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	2000	1	1	1	0	1	
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	1991	0	0	0	0	0	
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	1995	0	0	0	0	0	
Azerbaïdjan	Lezghins	Lezghins	2000	0	0	0	0	0	
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1991	0	0	0	0	0	
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1995	0	0	0	0	0	
Azerbaïdjan	Russes	Russes	2000	0	0	0	0	0	
Biélorussie	Polonais	Polonais	1991	0	0	0	0	1	
Biélorussie	Polonais	Polonais	1995	0	0	0	0	1	
Biélorussie	Polonais	Polonais	2000	0	0	0	0	1	
Biélorussie	Russes	Russes	1991	0	0	0	0	0	
Biélorussie	Russes	Russes	1995	0	0	0	0	0	
Biélorussie	Russes	Russes	2000	0	0	0	0	0	
Estonie	Russes	Russes	1991	0	0	0	0	1	
Estonie	Russes	Russes	1995	0	0	0	0	1	
Estonie	Russes	Russes	2000	0	0	0	0	1	
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1991	1	1	1	0	1	
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1995	0	1	1	0	1	
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	2000	0	1	0	0	1	
Georgie	Adzhars	Adzhars	1991	0	1	0	0	1	
Georgie	Adzhars	Adzhars	1995	0	1	0	0	1	

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Capacités matérielles (2 variables)		Capacités humaines (3 variables)		CONCENTRATION
				ALLCAPMAT	RESCAPMAT	ALLCAPHUM	JEUHOM/NIVEDU	
Georgie		Adzhars	2000	0	1	0	0	1
Georgie		Ossètes (sud)	1991	0	1	0	0	1
Georgie		Ossètes (sud)	1995	0	1	0	0	1
Georgie		Ossètes (sud)	2000	0	1	0	0	1
Georgie		Russes	1991	0	0	0	0	0
Georgie		Russes	1995	0	0	0	0	0
Georgie		Russes	2000	0	0	0	0	0
Kazakhstan		Allemands	1991	1	0	0	0	1
Kazakhstan		Allemands	1995	1	0	0	0	1
Kazakhstan		Allemands	2000	1	0	0	0	1
Kazakhstan		Russes	1991	0	0	0	0	1
Kazakhstan		Russes	1995	0	0	0	0	1
Kazakhstan		Russes	2000	0	0	0	0	1
Kirghizistan		Russes	1991	0	0	0	0	0
Kirghizistan		Russes	1995	0	0	0	0	0
Kirghizistan		Russes	2000	0	0	0	0	0
Kirghizistan		Uzbeks	1991	0	0	0	0	1
Kirghizistan		Uzbeks	1995	0	0	0	0	1
Kirghizistan		Uzbeks	2000	0	0	0	0	1
Lettonie		Russes	1991	0	0	0	0	0
Lettonie		Russes	1995	0	0	0	0	0
Lettonie		Russes	2000	0	0	0	0	0
Lituanie		Polonais	1991	0	0	0	0	1
Lituanie		Polonais	1995	0	0	0	0	1

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Capacités matérielles (2 variables)		Capacités humaines (3 variables)		CONCENTRATION
				ALLCAPMAT	RESCAPMAT	ALLCAPHUM	JEUHOM/NIVEDU	
Lituanie		Polonais	2000	0	0	0	0	1
Lituanie		Russes	1991	0	0	0	0	0
Lituanie		Russes	1995	0	0	0	0	0
Lituanie		Russes	2000	0	0	0	0	0
Moldavie		Gagaouzes	1991	0	0	0	0	1
Moldavie		Gagaouzes	1995	1	1	0	0	1
Moldavie		Gagaouzes	2000	1	1	0	0	1
Moldavie		Slaves	1991	1	1	1	0	1
Moldavie		Slaves	1995	1	1	1	0	1
Moldavie		Slaves	2000	1	1	1	0	1
Russie		Avars	1991	0	0	0	0	1
Russie		Avars	1995	0	0	0	0	1
Russie		Avars	2000	0	0	0	0	1
Russie		Buryat	1991	0	1	0	0	1
Russie		Buryat	1995	0	1	0	0	1
Russie		Buryat	2000	0	1	0	0	1
Russie		Tchéchénes	1991	0	1	0	0	1
Russie		Tchéchénes	1995	1	1	1	0	1
Russie		Tchéchénes	2000	1	1	1	0	1
Russie		Ingushs	1991	0	1	0	0	1
Russie		Ingushs	1995	0	1	0	0	1
Russie		Ingushs	2000	0	1	0	0	1
Russie		Karachays	1991	0	0	0	0	1
Russie		Karachays	1995	0	0	0	0	1

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Capacités matérielles (2 variables)		Capacités humaines (3 variables)		
				ALLCAPMAT	RESCAPMAT	ALLCAPHUM	JEUHOM/NIVEDU	CONCENTRATION
Russie		Karachays	2000	0	0	0	0	1
Russie		Kumyks	1991	1	0	1	0	1
Russie		Kumyks	1995	0	0	0	0	1
Russie		Kumyks	2000	0	0	0	0	1
Russie		Lezgins	1991	0	0	0	0	1
Russie		Lezgins	1995	0	0	0	0	1
Russie		Lezgins	2000	0	0	0	0	1
Russie		Romans	1991	0	0	0	0	0
Russie		Romans	1995	0	0	0	0	0
Russie		Romans	2000	0	0	0	0	0
Russie		Tatars	1991	0	1	0	0	1
Russie		Tatars	1995	0	1	0	0	1
Russie		Tatars	2000	0	1	0	0	1
Russie		Tuvinians	1991	0	0	0	0	1
Russie		Tuvinians	1995	0	0	0	0	1
Russie		Tuvinians	2000	0	0	0	0	1
Russie		Yakuts	1991	0	1	0	0	1
Russie		Yakuts	1995	0	1	0	0	1
Russie		Yakuts	2000	0	1	0	0	1
Tadjikistan		Russes	1991	0	0	0	0	1
Tadjikistan		Russes	1995	0	0	0	0	1
Tadjikistan		Russes	2000	0	0	0	0	1
Tadjikistan		Uzbeks	1991	0	0	0	0	1
Tadjikistan		Uzbeks	1995	0	0	0	0	1

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Capacités matérielles (2 variables)		Capacités humaines (3 variables)		CONCENTRATION
				ALLCAPMAT	RESCAPMAT	ALLCAPHUM	JEUHOM/NIVEDU	
Tadjikistan		Uzbeks	2000	0	0	0	0	1
Turkménistan		Russes	1991	0	0	0	99	0
Turkménistan		Russes	1995	0	0	0	99	0
Turkménistan		Russes	2000	0	0	0	99	0
Ukraine		Russes (Crimée)	1991	0	1	0	0	1
Ukraine		Russes (Crimée)	1995	0	1	0	0	1
Ukraine		Russes (Crimée)	2000	0	1	0	0	1
Ukraine		Tatars (Crimée)	1991	0	0	1	0	1
Ukraine		Tatars (Crimée)	1995	0	0	1	0	1
Ukraine		Tatars (Crimée)	2000	0	0	1	0	1
Ukraine		Russes	1991	0	0	0	0	1
Ukraine		Russes	1995	0	0	0	0	1
Ukraine		Russes	2000	0	0	0	0	1
Uzbekistan		Russes	1991	0	0	0	0	0
Uzbekistan		Russes	1995	0	0	0	0	0
Uzbekistan		Russes	2000	0	0	0	0	0
Uzbekistan		Tadjiks	1991	0	0	0	0	0
Uzbekistan		Tadjiks	1995	0	0	0	0	0
Uzbekistan		Tadjiks	2000	0	0	0	0	0

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Capacités Matérielles	Capacités Humaines	Capacités
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1991	1	1	1
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	1995	1	1	1
Azerbaïdjan	Arméniens	Arméniens	2000	1	1	1
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	1991	0	0	0
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	1995	0	0	0
Azerbaïdjan	Lezgins	Lezgins	2000	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1991	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	Russes	1995	0	0	0
Azerbaïdjan	Russes	Russes	2000	0	0	0
Biélorussie	Polonais	Polonais	1991	0	0	0
Biélorussie	Polonais	Polonais	1995	0	0	0
Biélorussie	Polonais	Polonais	2000	0	0	0
Biélorussie	Russes	Russes	1991	0	0	0
Biélorussie	Russes	Russes	1995	0	0	0
Biélorussie	Russes	Russes	2000	0	0	0
Estonie	Russes	Russes	1991	0	0	0
Estonie	Russes	Russes	1995	0	0	0
Estonie	Russes	Russes	2000	0	0	0
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1991	1	1	1
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	1995	1	1	1
Georgie	Abkhazes	Abkhazes	2000	1	0	0
Georgie	Adzhars	Adzhars	1991	1	0	0
Georgie	Adzhars	Adzhars	1995	1	0	0

Conflits Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
			Capacités Matérielles	Capacités Humaines	Capacités
Georgie	Adzhars	2000	1	0	0
Georgie	Ossètes (sud)	1991	1	0	0
Georgie	Ossètes (sud)	1995	1	0	0
Georgie	Ossètes (sud)	2000	1	0	0
Georgie	Russes	1991	0	0	0
Georgie	Russes	1995	0	0	0
Georgie	Russes	2000	0	0	0
Kazakhstan	Allemands	1991	1	0	0
Kazakhstan	Allemands	1995	1	0	0
Kazakhstan	Allemands	2000	1	0	0
Kazakhstan	Russes	1991	0	0	0
Kazakhstan	Russes	1995	0	0	0
Kazakhstan	Russes	2000	0	0	0
Kirghizstan	Russes	1991	0	0	0
Kirghizstan	Russes	1995	0	0	0
Kirghizstan	Russes	2000	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	1991	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	1995	0	0	0
Kirghizstan	Uzbeks	2000	0	0	0
Lettonie	Russes	1991	0	0	0
Lettonie	Russes	1995	0	0	0
Lettonie	Russes	2000	0	0	0
Lituanie	Polonais	1991	0	0	0

Conflits Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		Capacités Humaines	Capacités
			Capacités Matérielles			
Lituanie	Polonais	1995	0		0	0
Lituanie	Polonais	2000	0		0	0
Lituanie	Russes	1991	0		0	0
Lituanie	Russes	1995	0		0	0
Lituanie	Russes	2000	0		0	0
Moldavie	Gagaouzes	1991	0		0	0
Moldavie	Gagaouzes	1995	1		0	0
Moldavie	Gagaouzes	2000	1		0	0
Moldavie	Slaves	1991	1		1	1
Moldavie	Slaves	1995	1		1	1
Moldavie	Slaves	2000	1		1	1
Russie	Avars	1991	0		0	0
Russie	Avars	1995	0		0	0
Russie	Avars	2000	0		0	0
Russie	Buryat	1991	1		0	0
Russie	Buryat	1995	1		0	0
Russie	Buryat	2000	1		0	0
Russie	Tchétochènes	1991	1		0	0
Russie	Tchétochènes	1995	1		1	1
Russie	Tchétochènes	2000	1		1	1
Russie	Ingushs	1991	1		0	0
Russie	Ingushs	1995	1		0	0
Russie	Ingushs	2000	1		0	0

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables		
				Capacités Matérielles	Capacités Humaines	Capacités
Russie	Karachays	Karachays	1991	0	0	0
Russie	Karachays	Karachays	1995	0	0	0
Russie	Karachays	Karachays	2000	0	0	0
Russie	Kumyks	Kumyks	1991	1	1	1
Russie	Kumyks	Kumyks	1995	0	0	0
Russie	Kumyks	Kumyks	2000	0	0	0
Russie	Lezgins	Lezgins	1991	0	0	0
Russie	Lezgins	Lezgins	1995	0	0	0
Russie	Lezgins	Lezgins	2000	0	0	0
Russie	Romans	Romans	1991	0	0	0
Russie	Romans	Romans	1995	0	0	0
Russie	Romans	Romans	2000	0	0	0
Russie	Tatars	Tatars	1991	1	0	0
Russie	Tatars	Tatars	1995	1	0	0
Russie	Tatars	Tatars	2000	1	0	0
Russie	Tuvinians	Tuvinians	1991	0	0	0
Russie	Tuvinians	Tuvinians	1995	0	0	0
Russie	Tuvinians	Tuvinians	2000	0	0	0
Russie	Yakuts	Yakuts	1991	1	0	0
Russie	Yakuts	Yakuts	1995	1	0	0
Russie	Yakuts	Yakuts	2000	1	0	0
Tadjikistan	Russes	Russes	1991	0	0	0
Tadjikistan	Russes	Russes	1995	0	0	0

Conflits	Participant 1	Participant 2	Année	Agrégation des variables			Capacités Humaines	Capacités Matérielles
				Capacités Humaines	Capacités Matérielles	Capacités		
Tadjikistan		Russes	2000	0	0	0	0	
Tadjikistan		Uzbeks	1991	0	0	0	0	
Tadjikistan		Uzbeks	1995	0	0	0	0	
Tadjikistan		Uzbeks	2000	0	0	0	0	
Turkménistan		Russes	1991	0	0	0	0	
Turkménistan		Russes	1995	0	0	0	0	
Turkménistan		Russes	2000	0	0	0	0	
Ukraine		Russes (Crimée)	1991	1	0	0	0	
Ukraine		Russes (Crimée)	1995	1	0	0	0	
Ukraine		Russes (Crimée)	2000	1	0	0	0	
Ukraine		Tatars (Crimée)	1991	0	1	0	0	
Ukraine		Tatars (Crimée)	1995	0	1	0	0	
Ukraine		Tatars (Crimée)	2000	0	1	0	0	
Ukraine		Russes	1991	0	0	0	0	
Ukraine		Russes	1995	0	0	0	0	
Ukraine		Russes	2000	0	0	0	0	
Uzbekistan		Russes	1991	0	0	0	0	
Uzbekistan		Russes	1995	0	0	0	0	
Uzbekistan		Russes	2000	0	0	0	0	
Uzbekistan		Tadjiks	1991	0	0	0	0	
Uzbekistan		Tadjiks	1995	0	0	0	0	
Uzbekistan		Tadjiks	2000	0	0	0	0	

